

Les Fondements d'une société libre



Les Fondements d'une société libre

EAMONN BUTLER


iea

The Institute of Economic Affairs

Publié initialement en Grande-Bretagne en 2013 par
The Institute of Economic Affairs
2 Lord North Street
Westminster
London SW1P 3LB
en association avec Profile Books Ltd

La mission de l'Institute of Economic Affairs est d'améliorer la compréhension du public des institutions fondamentales d'une société libre, notamment en ce qui concerne le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux.

Copyright © The Institute of Economic Affairs 2013

Le droit moral de l'auteur est reconnu.

Tous droits réservés. Au risque de limiter les droits réservés sous le régime du copyright indiqués ci-dessus, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou introduite dans un système de récupération, ou encore transmise, sous quelque forme ou quelque moyen (électronique, mécanique, photocopillage, enregistrement ou autre) que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable du détenteur du copyright et de l'éditeur de cet ouvrage.

Un dossier catalogue CIP pour cet ouvrage est disponible à la British Library.

ISBN 978 0 255 36687 8

eISBN 978 0 255 36691 5

De nombreuses publications IEA sont traduites dans des langues autres que l'anglais et sont rééditées. La permission de traduire ou de rééditer doit être transmise auprès du directeur général à l'adresse ci-dessus.

Composé en police Stone par MacGuru Ltd

info@macguru.org.uk

Imprimé et relié en Angleterre par Hobbs the Printers

Contenu

L'AUTEUR	8
AVANT-PROPOS	9
REMERCIEMENTS	12
RÉSUMÉ	13
1. INTRODUCTION	17
Le but de cet ouvrage	17
Comment le livre est découpé	18
2. LES BÉNÉFICES MORAUX ET ÉCONOMIQUES DE LA LIBERTÉ	20
Une société libre.....	20
La défense morale de la liberté	23
La défense économique de la liberté	28
3. LES INSTITUTIONS D'UNE SOCIÉTÉ LIBRE	37
La société sans État	37
Pourquoi l'État doit être limité.....	39
Les manières de limiter le gouvernement.....	48
Établir les règles	52
4. ÉGALITÉ ET INÉGALITÉ	55
L'égalité dans une société libre.....	55
Les types d'égalité.....	56
L'égalité de résultat	61
L'égalité et la justice.....	64
Les autres ravages de l'égalitarisme.....	68
5. LIBRE ENTREPRISE ET ÉCHANGE	71
L'économie de marché libre	71
Comment devenir riche	74
Le fonctionnement des marchés	78
Le commerce international	83
6. PROPRIÉTÉ ET JUSTICE	86
La propriété privée	86
Les règles de la justice	90
L'État de droit.....	94

Les droits de l'homme	98
7. LA SOCIÉTÉE SPONTANÉE	100
L'ordre sans ordres	100
La tolérance	103
Le problème de l'altruisme	110
8. PRIVATISATION ET MONDIALISATION.....	115
Migration et technologie	115
La croissance d'une société libre.....	116
Le droit de propriété dans l'action.....	117
Des services humains sans État	123
La mondialisation et l'échange.....	128
L'importance de la paix.....	132
9. RÉSUMÉ ET CONCLUSION	134
La défense de la liberté	134
L'État limité	134
Une plus grande égalité	135
Une économie libre	136
La justice et l'État de droit.....	136
La société spontanée	137
Un monde de liberté.....	137
Bibliographie sélective	139
À propos de l'IEA.....	141

L'AUTEUR

Eamonn Butler est directeur de l'Adam Smith Institute, un think tank de premier plan spécialisé dans les questions politiques. Il est diplômé en économie, en philosophie et en psychologie, et a obtenu son doctorat à l'Université de St Andrews en 1978. Durant les années 1970, il a travaillé pour la Chambre des représentants des États-Unis, et a enseigné la philosophie à l'Hillsdale College, au Michigan, avant de retourner au Royaume-Uni pour aider à la fondation de l'Adam Smith Institute. En 2012, il a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'école de commerce d'Édimbourg. Il est actuellement secrétaire de la Société du Mont-Pèlerin.

Eamonn est l'auteur de nombreux ouvrages sur des économistes d'avant-garde comme Milton Friedman, F. A. Hayek et Ludwig von Mises, et d'une introduction à l'école autrichienne d'économie. Il a écrit pour l'IEA des introductions à Adam Smith, à Ludwig von Mises et à la théorie des choix publics. Il est le co-auteur d'une histoire du contrôle des prix et des salaires, et d'une série de livres sur le QI. Ses publications populaires récentes, *The Best Book on the Market*, *The Rotten State of Britain* et *The Alternative Manifesto*, ont attiré une attention considérable, et il est un contributeur fréquent dans les médias imprimés et radiodiffusés.

AVANT-PROPOS

Les crises économiques et politiques ont souvent conduit à des attaques en règle contre la liberté. Lors de la Grande Dépression toutes les principales économies avaient restreint le commerce en augmentant les droits de douane. Cette réaction instinctive n'avait fait qu'aggraver les tensions géopolitiques et augmenter davantage la souffrance économique. L'émergence de régimes socialistes radicaux avait conduit à l'oppression totale des libertés civiles, politiques et économiques dans la moitié du monde.

Plus récemment, les événements du 11 septembre et la réaction américaine avaient favorisé l'émergence de politiques qui sacrifiaient la liberté dans une tentative d'améliorer la sécurité. De manière similaire, la crise financière mondiale qui a commencé en 2008, et qui a également germé sur le sol américain, a été suivie par l'augmentation des contrôles, des réglementations et des protections. Au lieu de reposer sur le principe de destruction créatrice des marchés libres, les gouvernements des deux côtés de l'Atlantique ont utilisé des montants colossaux d'argent des contribuables pour renflouer des entreprises en faillite.

Les menaces contre la liberté abondent. Un quart de siècle plus tôt, le monde accueillait avec joie le *glasnot* dans l'Union soviétique et célébrait ensuite la chute du mur de Berlin. Mais de nouveaux défis ont maintenant émergé sous la forme d'un néo-nationalisme en Europe et d'un radicalisme au Moyen-Orient. Ces deux tendances affaibliront la liberté si elles demeurent incontrôlées. En Europe, ce retour au nationalisme, et même au racisme, prend place en dépit d'un relativement haut degré de liberté politique – une démocratie effective existe. Au Moyen-Orient, la montée du radicalisme religieux est moins surprenant – ni le marché ni la démocratie ne sont bien constitués.

En dépit de ces problèmes, les individus au XXI^e siècle sont sous de nombreux aspects plus libres que leurs prédécesseurs dans le siècle précédent. La révolution technologique de l'information et de la communication a éliminé toutes sortes de barrières. En Chine, par exemple, Li Chengpeng est un remarquable écrivain et critique social : son blog Sina Weibo accueille presque six millions d'adeptes. Et au cours du Printemps arabe, les réseaux sociaux ont aidé à une large diffusion du progrès politique et social. Si l'information est le pouvoir,

alors la technologie de l'information a rendu du pouvoir à l'individu. Les frontières géographiques demeurent, mais elles perdent de plus en plus leur importance.

Dans ce contexte, la publication de la monographie d'Eamonn Butler ne pouvait pas être plus opportune. *Les Fondements d'une société libre* est un complément bienvenu dans la famille des introductions modernes à la liberté. La compétence unique de Butler repose dans sa capacité à exprimer des idées complexes et d'une grande importance dans un anglais courant. De plus, il déstabilise brillamment les arguments des critiques et des opposants à la liberté avec des exemples du monde réel qui illustrent ses idées et soutiennent ses arguments théoriques.

Cette publication de circonstance est donc un excellent texte introductif pour ceux qui voudraient comprendre les principes fondamentaux d'une société libre. Elle sera particulièrement utile à ceux qui promeuvent la liberté dans des pays où ces principes restent largement méconnus, et notamment à ceux qui protègent la liberté dans des endroits où les libertés traditionnelles font l'objet d'attaques constantes.

ALI SALMAN

Fondateur et directeur exécutif,

Policy Research Institute of Market Economy (PRIME)

Islamabad, Pakistan

Septembre 2013

Les opinions exprimées dans cette monographie sont, comme toutes les publications de l'IEA, celles des auteurs et non celles de l'Institut (qui n'a pas de position en tant qu'organisation), de ses administrateurs, des membres du conseil académique ou de ses cadres supérieurs. À quelques exceptions près, telles que la publication des conférences, toutes les monographies de l'IEA sont évaluées par au moins deux universitaires ou chercheurs qui sont experts dans le domaine.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont à Nigel Ashford, qui a permis à l'auteur d'emprunter de nombreuses idées de son propre ouvrage *Principles for a Free Society*. D'autres sources utiles ont été *The Morals of Markets* de H. B. Acton, *De la liberté* de J. S. Mill, *Freedom 101* de Madsen Pirie, *A Beginner's Guide to Liberty* de Richard Wellings, *Why Freedom Works* d'Ernest Benn et *La Moralité du capitalisme* de Tom Palmer.

RÉSUMÉ

- La liberté crée la prospérité. Elle libère le talent humain, l'invention et l'innovation, et crée la richesse là où elle n'existait pas auparavant. Les sociétés qui ont adopté la liberté sont devenues plus riches. Celles qui ne l'ont pas fait sont restées pauvres.
- Les gens dans une société libre ne deviennent pas riches en exploitant les autres, comme le font les élites des pays moins libres. Ils ne peuvent devenir riches en appauvrissant les autres. Ils ne deviennent riches qu'en apportant aux autres ce qu'ils veulent et en améliorant la vie d'autrui.
- Les principaux bénéficiaires du dynamisme économique des sociétés libres sont les pauvres. Les sociétés libres sont économiquement plus égales que les sociétés non-libres. Les pauvres dans les sociétés les plus libres jouissent de luxes qui n'étaient pas même envisagés il y a quelques années à peine, des luxes qui n'étaient disponibles que pour les élites dirigeantes des pays non-libres.
- Le commerce international donne aux entrepreneurs de nouvelles opportunités économiques et a aidé à sortir plus d'un milliard de personnes d'une pauvreté abjecte dans les vingt dernières années. La liberté est vraiment l'une des forces les plus bienveillantes et les plus productives de l'histoire humaine.
- Les tentatives par les États d'égaliser la richesse ou les revenus sont contreproductives. Elles détruisent les incitations au travail, à l'entreprise, et découragent les gens de constituer le capital qui augmenterait la productivité de la société entière.
- Une société libre est une société spontanée. Elle se construit par les actions des individus, en suivant les règles qui promeuvent une coopération pacifique. Elle n'est pas imposée d'en haut par les autorités politiques.
- L'État a un rôle très limité dans une société libre. Il n'existe que pour prévenir les préjudices commis à l'encontre de ses citoyens en maintenant et en appliquant la justice. Il n'essaie pas d'imposer l'égalité matérielle et ne prohibe pas des activités pour la simple raison que certaines personnes les considèrent comme désagréables

ou offensantes. Les dirigeants ne peuvent piller les citoyens pour leur propre bénéfice, accorder des faveurs à leurs amis, ou utiliser leur pouvoir contre leurs ennemis.

- Le gouvernement d'une société libre est contraint par l'État de droit. Sa loi s'applique à tout le monde de manière égale. Il doit y avoir une procédure régulière dans toutes les affaires judiciaires, des procès équitables et il ne doit pas y avoir de détention prolongée sans procès. Les personnes accusées d'infractions doivent être traitées comme innocentes jusqu'à ce qu'elles soient prouvées coupables, et les individus ne doivent pas être harcelés en étant poursuivis plusieurs fois pour la même infraction.
- La tolérance des idées et des modes de vie d'autrui est une chance pour la société. La vérité n'est pas toujours évidente mais elle n'émerge que de la bataille des idées. Nous ne pouvons pas faire confiance aux censeurs pour ne faire disparaître que les mauvaises idées. Ils peuvent interdire par erreur des idées et des manières d'agir qui bénéficieraient grandement à la société dans le futur.
- Les technologies de communication rendent plus difficile pour les gouvernements autoritaires de cacher leurs actions du reste du monde. En conséquence, de plus en plus de pays s'ouvrent au commerce et au tourisme, et de nouvelles idées se répandent. De plus en plus de gens jouissent des merveilles de la liberté économique et sociale, et l'exigent.

Les Fondements d'une société libre

1. INTRODUCTION

Le but de cet ouvrage

Ce livre décrit les principes fondamentaux qui définissent une société libre. Cela est nécessaire parce que la liberté personnelle, sociale, politique et économique est trop rare – même dans des pays qui se considèrent eux-mêmes comme libres. Il y a certainement de grandes différences entre les pays les plus libres et les pays les moins libres. Pourtant dans chaque pays, dans une plus ou moins grande mesure, la vie sociale et économique des gens est restreinte ou contrôlée par les fonctionnaires et les hommes politiques. Ces restrictions et ces contrôles nous ont entourés depuis si longtemps, et restreignent tellement notre vie quotidienne, qu'ils font même partie intégrante de notre culture. Les gens les considèrent simplement comme faisant partie de la vie, comme naturels et inévitables.

Le résultat est que la majorité de la population mondiale, même si elle croit vivre dans une société libre, peut difficilement imaginer ce que signifie la liberté réelle – et elle comprend encore moins à quoi ressemble une société libre et comment elle fonctionne.

Néanmoins, la plupart des gens veulent la liberté. Ils veulent être capables de commercer sans avoir à acquérir d'innombrables permis. Ils veulent se sentir en sécurité en s'occupant de leur maison, de leur ferme et de leur atelier, plutôt que de courir le risque que les politiciens les expulsent et les ruinent. Ils veulent décider ce qui est le mieux pour leur propre famille plutôt que de faire ce que les fonctionnaires leur imposent. Ils veulent se consacrer à leur vie sans avoir à donner des pots-de-vin à la police et aux bureaucrates pour qu'ils les laissent tranquilles.

C'est pourquoi il est très important de cartographier les principes fondamentaux de la liberté économique et sociale. Une vision claire de ce qu'est la liberté, et comment elle fonctionne, est une fondation sur laquelle les gens peuvent construire une véritable société libre.

Comment le livre est découpé

Le chapitre 2 explique non seulement les bénéfices *économiques* de vivre dans une société libre, mais également les arguments *moraux* pour la liberté. Une économie libre et une société libre sont basées sur des valeurs profondes – non sur des valeurs qui mettent au défi les autres systèmes moraux mais sur des valeurs qui les supportent, les renforcent et les améliorent. La liberté est pour tout le monde.

Le chapitre 3 explique comment une société libre peut satisfaire les besoins des individus avec douceur et efficacité sans avoir besoin de dirigeants puissants disant à chacun quoi faire. En effet, il explique pourquoi l'État doit être *limité* dans sa portée et son pouvoir, et montre à quoi ressemble une société libre et comment elle fonctionne.

Le chapitre 4 discute la tension apparente entre *liberté* et *égalité*. Il soutient qu'une plus grande liberté conduit en fait à une plus grande égalité dans tous les domaines importants. Mais les tentatives d'imposer l'égalité de résultat dans une société sapent les principes de liberté et causent des dommages de long terme.

Le chapitre 5 décrit les contours du cadre économique d'une société libre, expliquant comment les marchés, quand ils sont libérés du contrôle étatique, créent et diffusent la prospérité. Il explique les règles que nous suivons pour que ce processus continue à fonctionner tranquillement, et l'importance cruciale du libre-échange dans la promotion de la coopération humaine.

Le chapitre 6 examine les principes de *propriété* et de *justice*. Il explique comment les lois d'une société libre doivent être générales et s'appliquer aux personnes en responsabilité comme aux citoyens ordinaires, si la coercition et l'exploitation veulent être minimisées. Et il explique comment une société libre respecte les droits humains fondamentaux.

Le chapitre 7 explique avec plus de détails comment une société libre opère sans avoir besoin d'être organisée par des personnes en responsabilité. Il esquisse les *règles comportementales* et *morales* fondamentales qui établissent un ordre social fonctionnel mais libre. Il souligne le besoin de *tolérance*, et explique les problèmes qu'engendre une société basée sur l'altruisme.

Le chapitre 8 examine comment construire une société libre là où il n'en existe pas. Il montre l'importance d'améliorer les *incitations* dans la vie quotidienne, et la folie qui

consiste à vouloir essayer d'imposer des décisions par le haut. Il montre comment des services vitaux peuvent tout autant être fournis sans État. Et il souligne l'importance du *libre-échange* et de la *paix*.

2. LES BÉNÉFICES MORAUX ET ÉCONOMIQUES DE LA LIBERTÉ

Une société libre

Ce que signifie la liberté

La liberté¹ signifie davantage que de ne pas être emprisonné ou asservi. Cela veut dire avoir le droit d'agir, de parler et de penser comme vous le voulez, sans que les autres, y compris ceux qui disposent de l'autorité, ne vous imposent des restrictions oppressives. Cela s'applique autant à votre vie personnelle, familiale et sociale qu'à vos conceptions politiques et à vos transactions économiques avec les autres.

Une société libre est une société qui cherche à défendre ces idéaux. Historiquement et actuellement, la liberté a prouvé son succès remarquable en générant de la richesse et en la diffusant auprès des citoyens. Elle a prouvé être l'une des forces les plus créatives et les plus productives. Elle a amélioré la vie des gens – en particulier celle des plus pauvres – à travers le monde.

La liberté signifie qu'aucun obstacle n'est mis sur votre chemin, et qu'aucune restriction ne vous empêche d'agir comme vous le choisissez. Cela signifie ne pas être forcé, dirigé, menacé, intimidé, ne pas subir la pression, l'imposition, l'interférence ou la manipulation par autrui. Cela signifie être capable de réussir dans votre vie sans être attaqué, escroqué, volé ou meurtri. C'est pourquoi le principe de liberté s'applique également à tout le

¹ [NdT] « Liberté » peut se dire "freedom" ou "liberty" en anglais. Les termes sont à peu près interchangeables et seront traduits par le même mot au cours du livre.

monde dans une société libre. Aucun de nous n'a le droit d'interférer, d'entraver ou d'attaquer les autres, car cela nierait la liberté dont nous disposons de manière égale.

Une telle liberté n'existe que dans la mesure où autrui n'est pas lésé ou blessé. Votre droit d'utiliser votre poing s'arrête là où mon nez commence. Vous n'exercez pas votre liberté si vous menacez, entravez, volez, attaquez ou assassinez autrui. Au contraire, vous réprimez leur liberté d'agir sans encombre. Cela s'appelle le principe de « non-agression » : *vous êtes libre de faire ce que vous voulez, dans la mesure où vous ne faites pas de mal à autrui.*

De la même façon, vous ne réprimez pas la liberté d'autrui en résistant à leur agression. La liberté et le principe de non-agression vous permettent d'empêcher les autres de vous faire du mal et de faire du mal à ceux que vous chérissez. Vous êtes également dans votre bon droit d'intervenir afin d'empêcher que du mal soit fait à autrui, y compris aux étrangers – bien que cette fonction de protection des autres citoyens est souvent laissée à la police et aux autorités légales.

Cependant, le principe de non-agression s'applique seulement au mal fait à *autrui*. Il vous permet de faire ce que vous voulez avec votre propre corps et votre propre propriété, du moment que vous ne violez pas la liberté des autres dans le processus. Par exemple, vous pouvez abandonner tous vos biens, risquer d'être blessé en faisant quelque chose de dangereux, ou nuire à votre propre corps, du moment que cela ne cause pas de mal à autrui. Et bien que les autres personnes peuvent bien essayer de décourager cette automutilation, elles ne peuvent pas physiquement vous stopper, si c'est votre choix délibéré.

La liberté et le rôle de l'État

Il peut sembler difficile de dire que nous n'avons pas la liberté d'interférer dans les actions des autres, même si c'est pour leur propre bien. Mais aucun d'entre nous ne peut réellement savoir ce qui est en réalité dans l'intérêt d'autrui. Les individus sont les meilleurs juges de leur propre bien-être. Ils ont une compréhension bien plus aigüe de leurs propres valeurs, circonstances, besoins, désirs, peurs, espoirs, objectifs et aspirations que n'importe qui d'autre. Ils sont les meilleurs juges de leurs propres objectifs et de leurs propres actions.

Et les inconnus peuvent avoir des biais quand ils jugent autrui. Si nous permettons aux gens d'interférer avec la liberté d'autrui, ils peuvent agir de façon à (consciemment ou inconsciemment) en tirer un bénéfice personnel avant de chercher à satisfaire le vôtre. C'est pourquoi les décisions qui visent à restreindre la liberté d'autrui sont laissées à la police et à la justice, qui – dans une société véritablement libre, en tout cas – peuvent être plus objectives pour en juger.

Qui que nous soyons, nos objectifs individuels sont alors mieux servis dans une société où nous sommes libres. Le rôle de l'État dans une telle société est de protéger notre liberté contre la violation par les autres – et de l'étendre où elle n'existe pas pleinement et de

l'élargir quand elle est incomplète. Quand les gens en viennent à former un gouvernement ou une quelconque autre autorité sur eux-mêmes, c'est qu'ils ont à l'esprit de protéger et d'étendre leurs libertés, pas de les réprimer.

Bien trop souvent, cependant, les gouvernements ne sont pas créés ainsi. Ils sont imposés sur la population par des groupes qui sont prêts à utiliser le pouvoir pour favoriser leurs propres intérêts, pas pour étendre la liberté de chacun. Une telle prédation se produit souvent avec le consentement total de la majorité, qui gagne aussi à exploiter la minorité. Mais la liberté n'est pas seulement celle des nombres : pour avoir une quelconque signification, cela doit s'appliquer également à toute la population.

Même les gouvernements qui ont l'intérêt général à cœur diminuent souvent la liberté parce qu'ils ne comprennent pas pleinement ou ne respectent pas le principe de non-agression, ou ne voient pas le mal que causent leurs interventions. Les censeurs publics, par exemple, peuvent interdire certaines pensées et certains mots ou opinions qui sont prononcés ou diffusés, croyant qu'ils peuvent causer une offense publique. Mais dans le processus ils nuisent à des auteurs talentueux, des artistes, des cinéastes, des journalistes, et d'autres encore, en réprimant leur liberté de pensée et d'expression, en contrariant leurs carrières et en leur déniaient les fruits de leur travail, de leur créativité et de leur intelligence. Et une fois que le principe de la censure publique est accepté, cela devient trop facile pour les hommes de pouvoir de l'étendre – en interdisant toute critique de leur gouvernement, par exemple, ou en supprimant toutes les idées qu'ils trouvent menaçantes.

Encore une fois, les autorités bien intentionnées peuvent imposer des prélèvements obligatoires qui visent à égaliser les revenus, négligeant les conséquences de la suppression de la liberté des contribuables de jouir de leur propre propriété, aussi sûrement que le fait le vol ordinaire. Et comme le vol ordinaire, la menace d'une telle confiscation est une manière sûre d'empêcher les gens d'épargner et d'investir – qui aura à son tour des effets dommageables sur la sécurité et la prospérité de toute la population.

De tels gouvernements peuvent revendiquer agir dans l'intérêt général, mais qui est capable de connaître l'intérêt général ? Des gens différents auront des intérêts différents qui seront souvent en concurrence. Équilibrer ces intérêts en concurrence est un travail impossible. Mais les individus sont bien meilleurs pour savoir et pour agir dans leurs propres intérêts que les autorités distantes qui utilisent le pouvoir officiel pour le faire à leur place.

La coercition est un mal. Et bien qu'une certaine coercition – comme la maîtrise des agresseurs – puisse être un mal nécessaire, nous devrions toujours chercher à réduire la coercition à son minimum. Beaucoup de défenseurs de la liberté soutiennent que tous les êtres humains ont des « droits naturels » – comme le droit à la vie et le droit à la propriété privée – qui établissent les limites du pouvoir étatique sur nous. Nous ne devrions pas

permettre aux autres citoyens de nous voler ou de nous limiter, donc pourquoi devrions-nous permettre aux États de le faire ?

Dans l'essentiel de l'histoire humaine, cependant, les gens n'ont pas été libres. Les États n'ont pas été établis par l'accord volontaire des individus mais ont été imposés par ceux qui étaient disposés à utiliser la force. Mais un individu dont la vie est dirigée par l'exercice de la force d'une certaine autorité n'est pas une personne à part entière. Les gens ne sont moralement responsables que lorsqu'ils prennent des décisions pour eux-mêmes. Ils ont peu de valeur morale si les autres choisissent pour eux. Car alors, ils ne sont que des simples chiffres et non des êtres humains à part entière.

La défense morale de la liberté

La liberté permet aux gens de devenir des êtres humains à part entière en leur permettant d'utiliser leurs talents et leurs capacités comme ils l'entendent – pas seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs familles et leurs proches. Une société libre n'est pas une masse d'individus isolés ; c'est un réseau de personnes humaines et sociales à part entière. Sa capacité à aider toute l'humanité souligne la dimension morale d'une société libre.

Les racines spirituelles et culturelles de la liberté

Comme l'économiste au Prix Nobel Amartya Sen l'a souligné, la liberté est une idée universelle.² Elle a des racines solides dans presque toutes les religions et les cultures, de l'islam au bouddhisme, de l'Asie à l'Occident. L'empereur indien Ashoka défendait la liberté et la tolérance politique il y a plus de vingt siècles. L'empereur moghol Akbar du XVI^e siècle faisait des observations classiques sur la tolérance même avant que l'Inquisition ne persécute les dissidents religieux en Europe. L'islam, dès ses origines très précoces, était ouvert à la liberté économique et à l'entreprise bien avant qu'elles soient respectées en Occident. Les empereurs turcs étaient souvent plus tolérants que les monarques européens.

La liberté, en d'autres termes, est parfaitement compatible avec toutes les grandes cultures et religions du monde. Ce n'est pas une idée particulièrement occidentale, ni une idée matérialiste, ni une idée en contradiction avec une société basée sur des valeurs sociales

² Amartya Sen, "Universal Truths: Human Rights and the Westernizing Illusion", *Harvard International Review*, 20(3), 1998, pp. 40-43.

fortes. En effet, une société libre repose sur des gens prêts à accepter des normes et des règles communes qui prohibent le préjudice, la fraude, l'exploitation et l'abus de pouvoir – des règles qui aident à créer un ordre social harmonieux dans lequel les gens peuvent coexister et collaborer. Au sein de ce cadre général, la liberté permet aux gens de décider de leurs propres valeurs, de maintenir leur propre culture et de suivre leurs propres pratiques religieuses. Ils ne sont pas forcés à accepter les valeurs, la culture et les pratiques d'une certaine autorité publique.

Une culture de confiance et de coopération

Une société libre n'opère pas sur la base du pouvoir et de l'autorité, mais sur une base de confiance et de coopération. La richesse dans une société libre vient à travers l'échange volontaire, grâce aux gens qui fabriquent des produits utiles et les échangent avec les autres. Elle ne découle pas des tactiques de saisie et de pillage des élites prédatrices, utilisant leur pouvoir pour extraire des impôts au public ou pour octroyer des monopoles et des privilèges à eux-mêmes, leur famille et leurs amis. Ce doit être la manière dont la plupart de la richesse a été accumulée dans la plupart des pays à travers l'histoire humaine – à travers l'exploitation basée sur la force coercitive. Une société libre dépend au contraire d'une motivation plus saine fondée sur la coopération volontaire et l'échange.

Pour fonctionner, la coopération volontaire et l'échange requièrent la *confiance*. Personne n'échangera avec des gens qu'ils pensent être des escrocs stupides – à moins qu'ils y soient forcés, ou qu'ils n'aient pas d'autre alternative (par exemple, quand les États ou leurs copains contrôlent la production). Dans une société libre, les gens ont le choix et sont libres de faire des affaires ailleurs, ce qui explique pourquoi les producteurs doivent convaincre la clientèle – à la fois la clientèle actuelle et la clientèle potentielle future – qu'ils sont honnêtes. Ils doivent tenir leurs promesses, ou ils perdront leur réputation et sortiront des affaires. Et pour la plupart des gens, une perte potentielle de réputation et de moyens d'existence est une préoccupation sérieuse.

Une société libre n'est pas dirigée d'en haut par des élites qui utilisent la force. Elle fonctionne assez naturellement et spontanément à travers les interactions volontaires des gens ordinaires – soutenues par une culture de la fiabilité et de l'honnêteté. Les règles et les normes qui déterminent cette coopération spontanée deviennent si naturelles dans une société libre que les gens n'ont même pas besoin de penser à elles. Il n'y a pas besoin d'une quelconque autorité pour dire aux gens d'être honnêtes et efficaces, ou de travailler dur et de coopérer avec les autres. Les gens le font naturellement tous les jours.

Le besoin de confiance et de coopération dans une société libre rend les relations entre les individus et les groupes bien plus importantes qu'elles ne le sont dans des sociétés orientées par le pouvoir. Les liens de valeurs spirituelles, de famille, d'amitié, de

communauté, de patrimoine, de quartier et d'associations de personnes ayant des intérêts communs deviennent plus importants. De nombreux États dans les sociétés non-libres regardent de telles associations comme une menace à leur propre autorité, et ont cherché à les affaiblir, à les subvertir ou à les abolir. Généralement, ils n'ont réussi qu'en mettant les groupes dans la clandestinité. L'association volontaire est si importante pour les gens qu'elle est bien plus solide que la loyauté des gens aux autorités publiques.

L'intérêt personnel et les règles

Une société libre n'a pas besoin d'ordres d'en haut. Elle fonctionne grâce à des individus ordinaires qui ajustent leurs propres plans et actions aux plans et actions des autres gens. Ce qui leur permet de le faire est un ensemble simple de règles et de valeurs communes – comme l'honnêteté et la non-violence – qui empêchent le conflit entre différentes personnes ayant des intérêts personnels différents.

De telles règles fondamentales et valeurs communes font plus que simplement permettre aux individus de vivre en paix. Elles laissent également les gens libres de coopérer pour satisfaire leurs intérêts mutuels. Par exemple, une société libre laisse les gens libres d'échanger et de conclure des marchés que les deux parties considèrent bénéfiques. Ce n'est pas à une autorité de décider ce qui peut leur bénéficier, ni de décider comment leurs intérêts différents devraient être équilibrés, ni de décider ce qui devrait être fait pour servir leurs intérêts, ni de contraindre les gens à suivre ce plan. Dans une société libre, les gens eux-mêmes décident ce qui est dans leur propre intérêt, et choisissent comment mieux satisfaire leurs intérêts en coopérant avec les autres gens. Et ils sont libres de conclure les accords qu'ils choisissent, aussi longtemps que personne d'autre n'est blessé dans le processus.

Certains critiques n'arrivent pas à comprendre comment une société peut fonctionner et prospérer à moins qu'elle ne choisisse des objectifs communs et oblige tous ses citoyens à travailler pour les réaliser. Ils ont peur qu'une société libre soit une collision constante, improductive et discordante des ambitions personnelles – qui doivent être supprimées pour permettre la prévalence de l'intérêt général.

C'est une erreur. Une société libre accepte que les gens soient motivés par l'intérêt personnel. Mais elle accepte aussi que l'intérêt personnel soit une telle forte motivation qu'il ne puisse pas être aisément supprimé. Les gens regardent « l'intérêt général » – ainsi que défini par les fonctionnaires et les politiciens – comme bien moins urgent et important que leurs propres intérêts. Et nous devons nous souvenir que l'intérêt personnel est réellement utile et important : si les individus négligeaient leurs propres besoins de base (comme la nourriture, l'eau, le logement et les vêtements), ils ne survivraient pas très longtemps, peu importe le niveau de bienfaisance de la société dans laquelle ils vivent.

Une société libre canalise l'intérêt personnel de façon bénéfique. Elle ne le supprime pas dans l'espoir vain de créer une certaine utopie. Un ensemble de règles requiert seulement que les gens n'imposent pas leurs propres ambitions sur les autres. Les gens sont libres de poursuivre leurs propres intérêts, individuellement ou en partenariat avec les autres, aussi longtemps qu'ils respectent la liberté des autres de faire de même. Ils ne peuvent pas forcer les autres à accepter et à servir leurs propres objectifs particuliers.

La crainte des critiques qui veut qu'une société libre soit une guerre perpétuelle d'intérêts en concurrence est ébranlée par le fait que les sociétés relativement libres prospèrent – et prospèrent presque toujours mieux que les sociétés plus contrôlées. En utilisant un ensemble de règles simples sous lesquelles les gens respectent les libertés des autres, elles canalisent l'intérêt personnel dans une coopération et une collaboration utiles.

L'autre crainte que les individus dans une société libre ne pensent qu'à satisfaire leurs propres intérêts est tout aussi erronée. Les êtres humains sont des créatures sociales. Ils ont une affinité naturelle avec la famille, les amis et les voisins, et tiennent compte de leurs intérêts dans leurs actions. Ils recherchent le respect et la bonne volonté des amis, et la réputation d'être un bon voisin. Par conséquent, ils tempèrent volontiers leurs propres intérêts afin de maintenir de bonnes relations avec les autres. Leur considération est récompensée, parce qu'alors les autres seront plus susceptibles de les aider en retour.

Nous pouvons voir cela fonctionner dans les sociétés libres. Donner aux autres, même à des complets étrangers, à travers la philanthropie privée, est une activité bien plus développée dans les sociétés libres – non seulement car les gens y sont plus riches, mais aussi parce que les sociétés libres mettent une emphase plus grande sur les obligations sociales volontaires, plutôt qu'imposées.

La coopération à travers des règles convenues

Pour coopérer avec succès avec les autres, nous avons tous besoin de rendre nos actions prévisibles et fiables. La coopération serait impossible si les gens changeaient constamment leur esprit, agissaient de manière aléatoire ou reniaient leurs promesses. Une société libre permet aux gens d'agir comme ils le souhaitent dans leur vie personnelle, à condition que les autres ne soient pas blessés. Mais cela encourage également une sorte de cohérence dans le comportement qui est essentielle pour la coopération sociale.

Par exemple, une société libre a des *règles légales* sur la propriété, le contrôle et le transfert de propriété. Cela permet à chacun d'acquérir des biens et d'investir en biens d'équipement – comme des logements, des usines et des équipements qui vont améliorer leur vie future et rendre la production plus facile et moins chère – sans la menace d'être volé ou exploité par d'autres gens ou par les fonctionnaires. Ces règles (« droits de propriété ») n'ont pas été conçues par les États, mais ont simplement évolué à travers les siècles. Leurs limites

ont été testées dans d'innombrables litiges dans d'innombrables tribunaux, accumulant un corps de lois et de pratiques qui ont rendu les gens plus fiables dans leurs relations avec les autres – et ont donc rendu la coopération plus facile et plus fructueuse.

Les sociétés plus libres en sont également venues à accepter de nombreuses autres règles et normes comme essentielles pour la coopération sociale harmonieuse. Les *règles morales* établissent des limites qui aident à rendre l'interaction sociale plus facile pour tout le monde. Et il y a des *critères généraux du comportement social* – les manières, la politesse et les normes de bonnes pratiques commerciales – qui se développent progressivement sur une longue période d'interactions sociales. De telles normes bénéfiques, si courantes dans les sociétés les plus libres, peuvent être difficiles ou impossibles à reproduire pour les États des pays moins libres.

Les citoyens d'une société libre ont également certains *droits civils* fondamentaux. Leur forme exacte peut varier, mais ces normes acceptées incluent l'interdiction du travail forcé ou de l'esclavage, et l'interdiction de la torture ou des punitions disproportionnées pour les infractions. Ils incluent la liberté de conscience et de croyance – la liberté d'avoir vos propres idées sur la religion ou la politique, la liberté de pratiquer votre propre religion et de prendre part à la politique sans craindre des menaces ou des intimidations. Ils incluent la liberté d'expression – la liberté de s'exprimer et la liberté des médias de communication (radio, télévision, journaux et fournisseurs d'accès internet) à informer et commenter comme ils le souhaitent. Ils incluent la liberté de réunion et d'association avec qui vous voulez. Et ils incluent la vie privée – ne pas être espionné et surveillé par les autres, en particulier ceux qui disposent de l'autorité. En résumé, une société libre attend de leurs citoyens d'être tolérants vis-à-vis des idées, des croyances, des modes de vie et des actions des gens, et de ne pas intervenir dans ceux-ci, en respect de la règle de non-agression.

La justice et l'État de droit

Une société libre a également des *règles de justice*. Il y a des sanctions pour ceux qui nuisent aux autres personnes, que cela concerne un mal physique, une fraude ou bien d'autres préjudices. Et, peut-être plus important encore, une société libre défend la primauté du droit. Le problème principal de l'organisation politique n'est pas la manière de choisir nos leaders – c'est facile – mais la manière de les *restreindre*. Dans une société libre, le rôle et le pouvoir des autorités publiques sont strictement limités. Cela garantit que le pouvoir qui leur est donné pour défendre les citoyens contre l'agression et pour punir le méfait ne soit pas utilisé arbitrairement ou pour l'intérêt personnel de ceux qui le manient.

Les sociétés libres ont développé toutes sortes de différents mécanismes – comme la loi électorale, les constitutions et la séparation des pouvoirs – afin de restreindre le pouvoir officiel. Mais l'élément clef pour protéger les citoyens contre l'exploitation par leurs

dirigeants est d'être sûr que les lois s'appliquent également à tous. C'est connu comme l'*État de droit*. En vertu du principe, un État ne peut pas voter des faveurs ou des privilèges à des tribus particulières, par exemple, ou imposer des taxes sur des groupes sociaux particuliers. Et les lois doivent aussi bien s'appliquer à l'État qu'au public.

La même chose s'applique à l'exécution de ces lois. Afin de s'assurer que le pouvoir judiciaire est utilisé sans passion et de manière non arbitraire, les règles de justice s'appliquent également dans une société libre. Les citoyens ont droit à un traitement égal et à des procédures judiciaires régulières. Cela inclut de ne pas être sujet à une arrestation arbitraire, de ne pas être emprisonné sans procès, d'avoir droit à un procès équitable conformément aux règles de la preuve, à un jugement réalisé par un jury de citoyens ordinaires plutôt que de fonctionnaires nommés, et de ne pas être sujet au même procès pour le même délit.

L'effet de toutes ces limites sur les hommes politiques, les fonctionnaires et les juges est d'éroder l'abus de pouvoir auprès de ceux qui disposent de l'autorité, d'ébranler les privilèges spéciaux et de réduire le mal de la coercition. Après tout, le rôle de l'État dans une société libre est de protéger et d'étendre la liberté des individus, pas de la diminuer.

La défense économique de la liberté

L'augmentation exponentielle des niveaux de vie

Jusqu'aux années 1750, la vie humaine n'avait pas beaucoup changé. Presque tout le monde travaillait à l'extérieur dans les champs, dans une activité agricole laborieuse et incertaine de culture de la nourriture. Les méthodes de cette agriculture étaient assez semblables à ce qu'elles étaient à l'époque des pharaons. La plupart des gens n'avaient pas d'argent pour des luxes comme des vêtements de rechange. Ils étaient peu nombreux à pouvoir se permettre de la viande. Seuls les gens nés dans la richesse étaient ostensiblement riches. Et généralement, cette richesse allait de pair avec le pouvoir de taxer la population paysanne pour leur propre gain – ou on était un serviteur ou un ami de quelqu'un qui avait ce pouvoir.

C'était, pour la plupart des gens, une existence misérable. En 1800, calcule l'économiste Deirdre McCloskey, le revenu moyen du citoyen mondial était quelque part entre \$1 et \$5 par jour – difficilement assez pour une tasse de café dans la plupart des capitales du monde aujourd'hui.³ Aujourd'hui, les revenus mondiaux moyens sont plus proches de \$50 par jour. C'est une augmentation exponentielle de la prospérité.

³ Deirdre N. McCloskey, « La liberté et la dignité expliquent le monde moderne », dans Tom G. Palmer (ed.), *La Moralité du capitalisme*, Students for Liberty et Atlas Foundation, Arlington, VA, 2011.

Mais même cela est uniquement une moyenne qui masque la prospérité que certains pays – bien que cela n’a pas été le cas d’un certain nombre – ont été capables de réaliser. Les revenus moyens au Tadjikistan, un des pays les moins libres du monde, sont toujours à un peu plus de \$7 par jour. Mais les revenus moyens aux États-Unis, l’un des plus libres, sont maintenant autour de \$100 par jour. Grâce aux bénéfices de la liberté, les Américains sont toujours 14 fois plus riches que les gens au Tadjikistan, et entre 20 et 100 fois plus riches que leurs ancêtres en 1800. En Suisse, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni – tous classés par le *Rapport mondial de la liberté économique* parmi les pays les plus libres du monde – les revenus moyens sont plus de \$90 par jour. La liberté et la prospérité vont ensemble.⁴

Ce n’est pas une surprise, par conséquent, que les gens quittent les pays pauvres, moins libres, et migrent vers les pays riches, plus libres. Chaque année, les 20 pays les moins libres voient à peu près 1,12 personnes par population de 1000 personnes émigrer plutôt qu’immigrer. Par contraste, les 20 pays les plus libres voient 3,81 personnes par 1000 personnes immigrer plutôt qu’émigrer.⁵ Et les plus libres économiquement de ces 20 pays ont connu l’immigration nette la plus élevée. En moyenne, les pays dans la moitié inférieure de l’échelle de liberté perdent des migrants, tandis que ceux dans la moitié supérieure en gagnent.

En d’autres termes, les gens votent pour la liberté avec leurs déplacements. Et ils le font en dépit des efforts considérables des pays moins libres pour empêcher les gens d’émigrer et des pays plus libres pour restreindre l’immigration.

La liberté et la philanthropie

Ce n’est pas l’exploitation de leurs propres pauvres qui rend les pays libres riches. Comme le philosophe moral russe Leonid Nikonov l’a observé, la *proportion* moyenne de revenu national allant au décile le plus pauvre de la population dans les pays plus libres et moins libres était presque identique (2,58% et 2,47% respectivement). Mais il vaut bien mieux être pauvre dans un pays riche (où le décile le plus pauvre gagne en moyenne \$23 par jour) que d’être pauvre dans un pays pauvre (où le décile le pauvre gagne juste \$2,50 par jour).⁶

La richesse dans les pays riches et libres est également plus accessible aux gens. Les citoyens les plus pauvres ne sont pas exclus de manière permanente de pouvoir devenir riches eux-mêmes – à la différence de ceux dans les pays moins libres qui ne viennent pas de la bonne famille, caste, race ou religion, ou groupe politique. Il y a une bien plus grande

⁴ Fraser Institute, *Economic Freedom of the World 2012 Annual Report*, Fraser Institute, Vancouver, BC, 2012.

⁵ Gabriel Openshaw, “Free Markets and Social Welfare”, *Mises Daily*, 4 Octobre 2005, http://www.mises.org/daily/1915#_edn2.

⁶ Leonid Nikonov, « La logique morale de l’égalité et de l’inégalité dans la société de marché », dans Tom G. Palmer (ed.), *La Moralité du capitalisme*, Students for Liberty et Atlas Foundation, Arlington, VA, 2011.

mobilité dans les pays plus libres. L'homme le plus riche du monde, le fondateur de Microsoft Bill Gates, a lancé de manière fameuse son entreprise de logiciels dans un garage.

Et maintenant, Gates cherche à abandonner toute sa fortune pour de bonnes causes. C'est tout à fait typique : la philanthropie privée est encore une fois bien plus développée dans les pays riches. Une étude par la Barclays Wealth a montré que les deux-cinquièmes des plus riches Américains ont déclaré les *dons de bienfaisance* comme l'une de leurs trois priorités de dépenses.⁷

Selon la Charities Aid Foundation du Royaume-Uni, les cinq pays dans lesquels les gens sont les plus susceptibles de donner de l'argent et du temps à des causes philanthropiques sont l'Australie, l'Irlande, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis – tous de haut rang en termes de liberté.⁸ Et ces pays ont souvent plus de richesse à abandonner que ne l'ont les citoyens des pays pauvres, moins libres.

La liberté contrarie la discrimination

Dans les pays non libres, la discrimination est répandue. Il peut être difficile d'avoir un bon travail, ou d'accéder à de bons services, si vous n'êtes pas de la bonne classe, caste, religion, famille ou sexe. Mais les économies de marché libre évincent la discrimination. Les producteurs dans les sociétés libres ne peuvent pas se permettre de discriminer quand ils choisissent avec qui échanger ou qui embaucher.⁹

Les employeurs, par exemple, peuvent ne pas aimer les immigrants, en particulier s'ils viennent d'une culture, d'une race ou d'une religion différente. Mais les groupes d'immigrants peuvent – et le font souvent – répondre en acceptant des salaires moins élevés pour le même travail. Les employeurs qui discriminent alors en embauchant seulement des travailleurs autochtones se trouveront dans un désavantage comparatif. Leur masse salariale sera supérieure à celle des concurrents qui sont prêts à embaucher des immigrants. Leurs profits seront moins élevés, ou ils devront mettre des prix plus élevés et risquer de perdre au change. C'est mauvais pour les affaires. Ce n'est simplement pas dans les intérêts commerciaux des employeurs de discriminer.

Même au sein de la force de travail domestique, l'économie de marché libre évince la discrimination. Par exemple, il peut y avoir une opposition culturelle aux femmes qui sortent pour travailler, rendant plus difficile pour les hommes d'obtenir un emploi. Mais les employeurs qui discriminent les femmes auront un beaucoup plus petit bassin de talents à attirer que leurs concurrents qui ne le font pas. Un autre exemple intéressant est la fracture

⁷ Barclays Wealth, *Global Giving: The Culture of Philanthropy*, Londres, 2010.

⁸ Charities Aid Foundation, *World Giving Index 2012*, Charities Aid Foundation, West Malling, 2012.

⁹ Pour une bonne esquisse sur ce point, voir Milton Friedman et Rose Friedman, *Capitalisme et liberté*, Paris, A contre courant, 2010.

de caste en Inde. L'augmentation des industries de haute technologie dans des centres comme Hyderabad ont énormément stimulé les perspectives d'emploi des travailleurs indiens des castes inférieures. Les employeurs dans cette industrie concurrentielle ont besoin de gens pour leur matière grise. Ils ne peuvent pas se permettre de discriminer sur la caste, ou tout autre facteur culturel. Ce que des lois anti-discrimination ont échoué à réaliser pendant des décennies, le simple intérêt personnel des hommes d'affaires libres l'a fait en quelques années.

Question : les sociétés libres ne sont-elles pas bassement matérialistes ?

Non. La liberté économique donne des choix et des opportunités aux individus. Elle satisfait bien mieux leurs besoins fondamentaux – la nourriture, le logement et les vêtements. Enfin, elle leur donne des opportunités qui étaient insoupçonnées avant la montée du libre-échange et des marchés. Au lieu de condamner les gens à une existence de travail acharné et dégradant, elle permet aux gens de jouir de choses qu'ils considèrent comme plus exaltantes, comme le voyage, la musique, l'art, la culture et les activités sociales. Elle leur permet de pouvoir bénéficier d'une santé correcte et une meilleure éducation.

La richesse est un outil simple qui nous donne accès à ce que nous valorisons vraiment – non seulement notre confort matériel, mais également ce que nous valorisons culturellement et socialement. C'est pourquoi les pays les plus riches et plus libres ont plus de stades de sport, de salles de concert, de théâtres, d'universités, de bibliothèques et de musées.

La créativité d'un peuple libre

Une des raisons qui expliquent que les économies plus libres sont aussi plus riches est qu'elles utilisent tout le talent disponible. Avec moins de discriminations pour les contrarier, tous les citoyens d'une société libre sont libres de mettre leur esprit et leurs capacités au travail. S'ils créent, améliorent et fournissent des produits qui améliorent la vie des autres, ils seront récompensés par les clients qui achèteront leurs produits. Ce qui explique que les sociétés libres sont plus créatives et innovantes, et se développent plus vite.

La liberté économique canalise l'intérêt personnel des gens dans des directions socialement bénéfiques. Vous gagnez de l'argent en produisant ce que les autres gens veulent et sont prêts à vous payer pour l'obtenir. Et vous souhaitez qu'ils reviennent pour davantage, et pour qu'ils disent à tous leurs amis combien vous êtes bon. Cela focalise énormément les producteurs sur leurs clients plutôt que sur eux-mêmes. La plupart des hommes d'affaires bien connus dans les sociétés plus libres disent qu'ils ont fait un succès de leur entreprise en répondant aux désirs et besoins de leurs clients, plutôt qu'en essayant d'extraire davantage de profits pour eux-mêmes.

La réalité est très éloignée de la caricature « le chien mange le chien » des économies libres. Une économie véritablement libre est un système grandement coopératif, basé non sur la coercition mais sur l'échange volontaire et l'échange entre des personnes libres.

La création de capital

Autant qu'encourager l'innovation et le service des clients, les économies libres deviennent riches à travers l'accumulation de capital productif. Il est bien plus facile d'attraper du poisson avec un hameçon qu'avec la main, mais cela signifie attraper moins de poissons pour un temps, lorsque vous travaillez à la construction de l'hameçon. Par une consommation reportée, vous accumulez du capital, et rendez la production future bien plus efficace.

C'est la base du capitalisme. Les gens accumulent du capital, comme des maisons, des usines et des machines, qui rendent leur vie plus facile et leur travail plus productif (souvent bien plus productif : pensez à la différence d'effort qu'implique la culture de la terre avec les tracteurs, plutôt qu'avec des charrues à main). Et le processus est cumulatif : chaque addition et chaque amélioration de la technologie productive stimule la production et réduit l'effort encore davantage.

Une société libre ne peut accumuler ce capital productif et continuer d'augmenter sa productivité et sa prospérité que parce qu'elle donne aux gens la capacité de posséder des maisons, des usines, des machines et d'autres biens d'équipement sans crainte qu'ils leur soient confisqués ou volés. Elle défend les gens contre la confiscation, et elle a des règles morales et légales sur la propriété qui rendent le vol moins susceptible de se produire.

Cette protection de la propriété, à travers la loi et la culture, est un trait très important d'une société libre et d'une économie libre. Après tout, peu de fermiers sont susceptibles d'aller faire l'effort de semer, planter, cultiver et nourrir les cultures s'ils croient que leur récolte risque d'être volée par des bandits. De la même façon, peu de gens vont chercher à travailler plus qu'ils le doivent si la plupart de leur revenu est prélevée en impôts. Les familles n'épargneront pas si elles sont dépouillées de leur argent par l'impôt furtif qu'est l'inflation. Les entrepreneurs ne vont pas non plus investir dans leur entreprise si leurs actifs peuvent être nationalisés sans compensation. Les privilèges qui faussent le marché pour bénéficier aux élites favorisées rendent moins probable que quelqu'un tente de faire fructifier de nouvelles entreprises.

Et plus grande est l'exploitation par les voleurs ou les États, plus grande est la désincitation au travail, à l'épargne et au progrès. Ibn Khaldun, le savant et juriste musulman du XIV^e siècle, le comprenait très bien. Il écrivait :

« Il faut comprendre que les attaques contre la propriété privée éliminent l'incitation à l'acquiescer. Les gens finissent par être persuadés que l'objectif et

la fin ultime de (l'acquisition d'un patrimoine) est de s'en voir privé. Lorsque l'incitation à acquérir et à obtenir des richesses a disparu, les gens ne s'efforcent plus pour en avoir. L'étendue et le degré des restrictions imposées à la propriété déterminent l'étendue et le degré auxquels les efforts des sujets vont diminuer... »¹⁰

La propriété et le progrès

Mais bénéficier de la garantie des droits de propriété vous donne un enjeu dans votre propre avenir et celui de votre famille. Par exemple, si vous pouvez posséder votre propre maison – ce qui n'est pas possible dans de nombreux pays – vous avez un endroit sûr où vous pouvez vivre votre vie. Vous avez également un actif avec lequel vous pouvez emprunter afin de monter une entreprise et d'accumuler votre propre capital productif, au lieu d'être toujours à la merci de l'élite riche. Cela vous donne un coussin financier qui vous permet d'expérimenter de nouvelles choses – par exemple de quitter votre emploi et d'en chercher un autre, ou de financer un nouveau projet d'entreprise.

La protection des droits de propriété promeut la spécialisation et l'échange, qui augmente la productivité humaine et ainsi ajoute à la richesse humaine. Nos vies seraient très pauvres si nous avions à faire tout pour nous-mêmes – produire notre propre nourriture, acheminer notre propre eau, forer pour notre propre carburant, faire nos propres vêtements, construire nos propres maisons ou nous défendre nous-mêmes contre l'attaque. Peu d'entre nous ont les compétences pour faire toutes ces choses, et nous aurions besoin des bons outils pour les réaliser avec aisance et efficacité. Mais si le droit de propriété des gens est respecté, nous n'avons pas à tout faire nous-mêmes. Les gens peuvent accumuler les outils de spécialistes dont ils ont besoin pour faire une tâche très efficacement, et ensuite vendre leurs produits au reste d'entre nous. Le fermier peut investir dans des charrues et des tracteurs, le maçon dans des échelles et des pelles, la couturière dans des métiers à tisser et des machines à coudre. Et ils peuvent devenir plus bien compétents dans leur propre profession, et de meilleurs dirigeants de leur production, que de véritables amateurs auto-suffisants ne pourraient jamais l'espérer. À travers cette *division du travail* nous jouissons tous de produits de meilleure qualité, de coûts moindres et de vies bien plus abondantes.

Mais cela n'est encore possible que si les gens sont assez confiants pour accumuler le capital productif et s'engager dans l'échange, certains qu'ils ne seront ni volés ni trahis. L'alternative est sinistre. Comme Ibn Khaldun poursuivait : « Quand les gens ne travaillent plus pour gagner leur vie et qu'ils cessent toute activité lucrative, la civilisation matérielle

¹⁰ Ibn Khaldun, *Muqaddimah. An Introduction to History*, 1377.

dépérit et tout va de mal en pis. Les gens se dispersent pour trouver de quoi vivre à l'étranger. La démographie est en baisse. Le pays se vide et ses villes tombent en ruine. » C'est quelque chose qui est trop évident aujourd'hui alors que nous voyons la migration des pays non libres vers les pays libres.

Créer la richesse aux dépens de personne

Certaines personnes s'imaginent que la propriété d'une personne peut n'arriver qu'aux dépens de quelqu'un d'autre. Ce n'est pas le cas. Une économie libre *crée* en réalité un bien et *ajoute de la valeur* au bien existant.

La valeur n'est pas une qualité physique dans les choses. C'est ce que les gens *pensent* des choses. Les vendeurs se séparent des produits parce que ces derniers ont moins de valeur que l'argent des clients. Les clients se séparent de l'argent parce que les biens qu'ils achètent ont plus de valeur que l'argent qu'ils paient pour les obtenir. Même les écoliers échangent des jouets, chaque enfant calculant qu'il bénéficie en échangeant quelque chose dont il s'est lassé pour quelque chose qu'il désire davantage. Leur échange a créé de la valeur. Personne n'est moins bien loti par un tel échange : en effet, aucune partie n'aurait accepté l'accord si elle avait pensé perdre en le faisant.

De manière similaire, si quelque sème des graines et développe une culture où personne n'était allé auparavant, et que les autres sont prêts à payer pour ce produit, il crée de la nouvelle valeur à partir de quelque chose qui était précédemment improductif. La richesse a été créée, mais personne n'a été volé.

Et de plus, si un entrepreneur construit une usine pour fabriquer des chaussures, des vêtements ou des voitures ou une certaine nouvelle invention que les gens sont prêts à acheter – et fait de l'argent à partir du processus – qui est volé ? Il peut accumuler une fortune, mais il n'a volé rien à personne. Au contraire, il a créé et répandu de la valeur où il n'en existait pas auparavant.¹¹

Une société libre n'est pas le capitalisme de connivence

Certaines personnes soutiennent que dans le capitalisme, les intérêts des entreprises riches exploitent les pauvres, et les hommes politiques volent la richesse des masses en accordant des monopoles, des privilèges, des subventions et des aides à leurs amis.

¹¹ Ce point est bien fait par l'homme d'affaires britannique Sir Ernest Benn dans *Why Freedom Works*, Sir Ernest Benn Ltd, Londres, 1964.

Mais dans une société véritablement libre, la concurrence rend l'exploitation et le « capitalisme de connivence » impossible. Les entreprises dépendent des clients pour leur existence même. S'ils ne livrent pas un bon service, ces clients les désertent pour d'autres fournisseurs. Et il y aura toujours d'autres fournisseurs potentiels car dans une société libre les États n'ont pas le pouvoir de créer des monopoles, de protéger des entreprises particulières, ou d'empêcher les gens de développer de nouvelles entreprises. Une économie véritablement libre produit la concurrence, qui donne du pouvoir aux clients sur les producteurs : les entreprises sortiront des affaires si elles ne fournissent pas les produits au bon rapport qualité-prix que les gens désirent. Certaines entreprises peuvent bien grossir énormément – par exemple, dans des secteurs comme la production automobile, qui requiert un gros investissement en capital. Mais elles font toujours face à une concurrence réelle ou potentielle des autres grands investisseurs qui pensent qu'ils peuvent faire mieux. Les problèmes commencent à partir du moment où les autorités répriment la concurrence et découragent ou empêchent de nouveaux concurrents de venir.

Certainement, la concurrence véritablement ouverte est difficile à maintenir. Même dans les sociétés plus libres du monde d'aujourd'hui, les hommes politiques imposent des règles et des réglementations qui – souvent de manière non-intentionnelle – réduisent la concurrence et donc affaiblissent le pouvoir que les consommateurs ont sur les producteurs. Et les producteurs conspirent tous trop souvent en provoquant cela. Par exemple, des entreprises établies peuvent presser les politiciens à mettre en place des réglementations sur la qualité des produits et les normes de fabrication, spécifiant ce qui peut être produit et comment. Ils peuvent soutenir que ces règles sont nécessaires pour protéger le public des biens de mauvaise qualité. Mais le résultat réel est de protéger leur entreprise contre de nouveaux fournisseurs plus petits qui peuvent fabriquer des produits innovants d'une manière innovante qui ne soit pas listée dans les réglementations. Ou encore, les politiciens peuvent intervenir pour utiliser l'argent public afin de consolider les industries qui sont menacées de faillite ou qui font face à la concurrence étrangère, soutenant que les emplois domestiques ont besoin d'être protégés. Cela peut apporter un soulagement temporaire pour ceux qui travaillent dans ces industries – mais à un coût pour les contribuables et le public, qui ont alors moins de choix et doivent payer davantage qu'ils le devraient pour des biens de qualité moindre.

Plus une société dérive de la liberté et octroie à la place le pouvoir économique aux autorités, plus les producteurs et les politiciens ont de possibilités de conspirer pour exploiter les gens pour leur propre bénéfice. Les traces d'un tel capitalisme de connivences peuvent se trouver partout, mais le problème est bien pire dans les économies les moins libres. Souvent, nous prenons simplement pour acquis que ceux qui réalisent le pouvoir l'utiliseront pour

s'enrichir eux-mêmes, leurs familles et leurs amis. Cela peut même être pensé comme un signe de faiblesse s'ils ne le font pas.

Mais dans une société véritablement libre, les autorités ne sont pas autorisées à utiliser le pouvoir législatif ou les fonds du contribuable pour octroyer des privilèges économiques particuliers aux amis. Ce sont des règles strictes quant à comment le pouvoir est exercé et où les fonds publics sont dépensés. Les producteurs ne peuvent pas faire pression avec succès sur ceux au pouvoir pour obtenir des subventions et des protections, puisque le pouvoir d'octroyer ces faveurs n'existe simplement pas.

Ce qui donne aux entreprises et aux politiciens le pouvoir d'exploiter les gens ordinaires est un manque de liberté, pas le capitalisme de concurrence.

Le triomphe de la liberté

Bien que la liberté économique et l'échange soient rarement complètement libres, ils ont malgré tout réussi à sortir peut-être 2 milliards de personnes de la pauvreté la plus abjecte durant les 30 dernières années. C'est quelque chose que les États centralisés et puissants de la Russie, de la Chine et de l'Asie du Sud-Est n'ont jamais pu réaliser, en dépit d'un demi-siècle de tentatives. Mais comme les murs et les barrières à l'échange sont tombés, de plus en plus de pays sont entrés dans le système mondial d'échange, et la richesse s'est répandue. Elle s'est répandue en particulier aux gens les plus pauvres dans les pays les plus pauvres qui ont adopté internationalement la nouvelle liberté d'échange. Peut-il y avoir un principe plus bienveillant et plus productif sur la planète que la liberté ?

3. LES INSTITUTIONS D'UNE SOCIÉTÉ LIBRE

La société sans État

Liberté et culture

Dans une société libre, une large partie de la vie des gens est vécue dans une absence complète d'État. Ce n'est pas seulement le cas de la vieille blague indienne : « l'économie croît la nuit, quand l'État dort ». C'est plutôt que l'État n'a aucun rôle du tout dans la plupart des activités qui sont réellement importantes pour les gens.

Les gens dans une société libre ne sont pas des individus isolés. Au contraire, ce sont des créatures sociales. Ils recherchent la compagnie des autres, essaient de s'adapter aux autres, et collaborent avec les autres de différentes façons. Ils peuvent être des membres actifs des groupes religieux. Dans les clubs et les sociétés, ils s'associent avec les autres qui apprécient les mêmes choses qu'eux, que ce soit le chant, la lecture, la cuisine, la pêche, le jeu, le sport ou la collection. Ils s'associent et forment des groupes avec ceux qui leur ressemblent : jeunes, vieux, amis d'enfance, nouveaux parents, ou personnes handicapées. Ils peuvent organiser des soupes ou des foyers pour les nécessiteux et les sans-abris. C'est ce qu'on appelle la *société civile*.

En en dépit de la liberté d'action et de mouvement dont jouissent les gens dans les sociétés libres, les citoyens partagent et respectent pour l'essentiel des valeurs, des cultures et des traditions communes. Les individus libres, en particulier les jeunes, peuvent parfois défier les vieilles habitudes – c'est en effet ainsi que de meilleures manières de faire les choses sont découvertes et que le progrès est réalisé. Mais la liberté n'est pas l'ennemie de la culture. Même les immigrés qui ne partagent pas une culture particulière doivent néanmoins

respecter la culture dominante s'ils veulent être acceptés dans la société. Ils peuvent avoir besoin d'apprendre la langue s'ils veulent obtenir un emploi. Et bien qu'ils ne puissent pas comprendre au début les traditions et les principes moraux de leur pays adoptif, ils ont à le faire rapidement s'ils veulent éviter l'offense et prospérer. Ce n'est pas qu'on les discriminerait activement : dans une société libre, les gens sont traités également. Mais personne dans la population locale – ou dans toute autre – ne recherche la compagnie des gens qu'ils trouvent désagréables, qui ne respectent pas leurs bonnes manières, ou qui ne peuvent pas communiquer correctement avec eux.

Les êtres humains désirent la compagnie, et en ont besoin comme un moyen de s'assurer des opportunités et de réaliser leurs propres intérêts. Donc être un étranger vous place dans un grand désavantage. Les gens dans une société libre ne peuvent pas tous partager les valeurs d'autrui, mais il vaut mieux les tolérer dans les relations humaines quotidiennes. La liberté de pensée, d'expression et d'action que les gens ont dans une société libre accorde nécessairement du respect à la culture, à la morale et aux traditions dominantes.

Qui a besoin de l'État ?

Ce réseau informel d'intérêt mutuel, de collaboration, d'obligation, de confiance et de dépendance améliore grandement nos vies. Mais il n'a pas besoin d'État pour fonctionner. Nous coopérons avec autrui, et nous prospérons à travers notre appartenance à des groupes variés, sans qu'aucune autorité ne soit impliquée.

Même dans le champ de la loi, dont chacun peut penser que c'est incontestablement une fonction de l'État, nous décidons la plupart des choses entre nous. Les contrats dans une société libre ne sont pas conçus et imposés par l'État mais établis par les parties concernées, qui soulignent les termes qu'ils sont préparés à accepter et sur lesquels ils se mettent d'accord entre eux, volontairement. Ceux qui entrent dans des contrats s'accordent souvent sur le fait qu'un éventuel conflit entre eux soit jugé par un arbitre indépendant plutôt que dans des tribunaux d'État, qui peuvent être bien plus lents, bien plus chers et bien moins justes que l'alternative privée.

Cela aide à la création de ces relations sociales informelles et coopératives si la population elle-même est clairement homogène. Si la plupart des gens viennent de la même race ou religion, ils partageront des valeurs et trouveront aisé de conclure des accords dans une relation de confiance. Les régimes coloniaux et les conférences internationales post-guerre, qui ont redessiné les frontières traditionnelles et regroupé ensemble différents groupes ethniques, n'y ont pas contribué. De nombreux pays qui se sont récemment déchirés par des conflits, comme en Syrie, en Libye, au Liban ou en Irak, n'existaient pas un siècle plus tôt ; ils sont les créations des politiciens, pas des peuples. Les Britanniques ont fait des

erreurs similaires en Afrique et dans le sous-continent indien, regroupant ensemble des groupes tribaux et ethniques différents dans la même colonie administrative.

Pas étonnant que nous ayons autant d'États fragiles, dans lesquels les États ne peuvent même pas protéger la vie et la propriété de leurs citoyens. C'est un sol rocailleux sur lequel on peut faire naître une société libre et une économie libre. Il n'est pas facile de recréer une culture coopérative une fois qu'elle a été brisée et qu'il n'y a pas de liens de respect mutuel et de confiance sur laquelle baser notre coopération. Le mieux qui puisse être espéré est que les différents groupes puissent élaborer des règlements qui leur permettent de coexister, même s'ils ne peuvent pas coopérer convenablement ensemble. Mais la coexistence et la coopération entre les différents peuples sera toujours beaucoup plus facile si les conditions d'une société libre sont établies, avec la perspective d'un avantage mutuel résultant.

Pourquoi l'État doit être limité

Que doit faire l'État ?

Peu de gens croient aujourd'hui que l'État devrait contrôler tous les aspects de nos vies. Nous croyons tous que le rôle de l'État doit être limité d'une certaine façon. La plupart des gens acceptent que nous ayons besoin d'État pour décider ou pour faire des choses qui doivent être décidées ou faites collectivement, mais pensent qu'il ne devrait pas interférer dans des choses que nous pouvons faire parfaitement bien nous-mêmes. Et la plupart des gens réfléchis concluent qu'il devrait y avoir des restrictions sur nos dirigeants pour les empêcher d'outrepasser leur autorité.

La question n'est pas tellement la *taille* de l'État, mais *qui* décide, et *comment* on décide et on réalise ces choses. Puisqu'une société libre et son économie sont basées sur la confiance, les citoyens des sociétés libres attendent naturellement que leur État les protège contre la fraude et le vol. Mais nous ne voudrions pas que les autorités emprisonnent les gens à vie pour ne pas avoir payé leur ticket de bus, pas plus qu'on installe des caméras d'espionnage dans les maisons de chaque individu, au cas où on télécharge illégalement de la musique sur des sites de partage sur Internet. L'action de l'État doit être proportionnelle au problème.

Une autre raison pour laquelle l'État doit être limité dans son champ d'action est que les décisions prises par les individus – pour l'échange d'un bien particulier, par exemple – sont purement volontaires. Mais les décisions prises par l'État – par exemple d'*empêcher* les gens d'échanger un bien particulier – requièrent l'usage de la force pour être efficaces. L'usage de la force est un mal, même s'il est parfois nécessaire. Quand nous prenons politiquement des décisions, nous devrions comparer le bénéfice qu'elles réalisent à la

malfaisance que peut engendrer l'usage de la force sur laquelle elles reposent. Nous ne devrions pas nous précipiter sur le bénéfice sans penser au préjudice causé.

Et la vie économique et sociale ont besoin toutes deux de liberté pour prospérer. Elles se développent à travers un processus graduel d'essais et d'erreurs à petite échelle. De nombreux innovateurs essaient de nombreuses idées différentes – un nouveau produit, par exemple, ou une nouvelle méthode d'enseignement. Les idées qui ne fonctionnent pas sont bientôt abandonnées, mais celles qui améliorent la vie sont copiées et répandues par les autres personnes. Mais le contrôle étatique des institutions économiques et sociales dénie aux innovateurs tout champ d'action : le processus graduel mais constant d'essais et d'erreurs est ralenti.

Par ailleurs, quand les États interviennent, c'est généralement dans une large échelle. Ils prennent des décisions pour la population entière sur des questions comme quels produits doivent être fabriqués ou quelles méthodes d'enseignement doivent être adoptées. Inévitablement, cela ralentit l'innovation ainsi que le progrès. Et quand les États font des erreurs – comme ils en feront inévitablement – elles peuvent être des erreurs gigantesques, catastrophiques.

Pourquoi avoir besoin d'un État ?

Il y a toujours de bonnes raisons d'avoir des États pour faire certaines choses. Nous pouvons avoir besoin d'une autorité pour décider et pour appliquer certaines règles essentielles sur la manière dont nous agissons – décider de quel côté rouler, par exemple, ou être sûr que nous honorons nos contrats.

De plus, il peut y avoir certains projets qu'il est dans l'intérêt de tous d'être réalisés, mais qui ne sont pas susceptibles d'être faits (ou bien faits) par un seul individu. C'est ce qu'on appelle les *biens publics*. La défense et la police peuvent être des exemples : puisque tout le monde bénéficie de l'amélioration de la sécurité, pourquoi devrait-on se porter volontaire pour servir ? Un autre exemple est la pollution de l'air qui étouffe l'air des villes dans de nombreux pays en voie de développement. L'utilisation de combustibles sans fumée pour le chauffage, le montage de convertisseurs catalytiques pour les voitures, et l'installation de filtres à déchets sur les cheminées d'usine peuvent aider à résoudre le problème et à rendre la vie meilleure tout autour. Mais les gens ne seront jamais volontaires pour payer pour tout cela, quand ils savent que tout le monde pourrait simplement profiter de leur sacrifice, et bénéficier d'un air pur à leurs dépens. Donc au lieu de cela, nous pouvons décider de ces questions politiquement, et forcer chacun à restreindre sa pollution, ou imposer tout le monde à payer pour la police et la sécurité. Alors nous réalisons des choses qui produisent des bénéfices généraux, mais que le marché ne fournit pas.

Certains partisans de la liberté – nous pouvons les appeler les *libertariens* – soutiendraient que nous n'avons pas besoin d'État du tout. Ils disent que les sociétés libres sont extrêmement bonnes pour trouver des manières de coopérer et de procurer des prestations à ceux qui payent. Ils ne sont pas du tout convaincus que nous ayons besoin d'États pour appliquer les contrats ou pour protéger nos vies de l'attaque, et notre propriété du vol, pensant que les individus ou les groupes peuvent faire tout cela très bien pour eux-mêmes.

D'autres partisans d'une société libre – les *libéraux classiques* – soutiennent qu'au moins une certaine décision politique, et un certain pouvoir étatique, sont nécessaires pour nous protéger, pour appliquer les contrats et fournir les biens publics – bien que cela doit être limité à ces fonctions. Les libertariens, cependant, ont toujours peur que si vous donnez aux États un pouce, ils vous prendront le bras : presque tous les États du monde aujourd'hui ont trouvé des rôles pour eux-mêmes – aux dépens du public – qui vont bien au-delà de ces fonctions essentielles.

Question : l'État doit-il nécessairement fournir des choses comme la défense ?

Non. Il y a certaines choses qui doivent nécessairement être *décidées* collectivement, comme aller en guerre, mais il y a peu de choses qui ne peuvent pas être *fournies* par le privé. De nombreux pays contractent au moins certaines de leurs fonctions de défense auprès de compagnies privées, qui fabriquent les véhicules, les bateaux, les avions et l'équipement, construisent et maintiennent les casernes, et fournissent l'alimentation et la logistique.

Il n'y a pas longtemps, nous avons l'habitude de penser que seuls les États pouvaient livrer le courrier, faire fonctionner le système téléphonique, exploiter les chemins de fer, pourvoir l'eau, le gaz et l'électricité, construire les routes, les hôpitaux et les prisons, ou même produire l'acier et construire des voitures. Maintenant des entreprises privées font toutes ces choses. Et, parce qu'elles font face à la concurrence, la qualité qu'elles doivent produire est supérieure.

Idées sur la liberté personnelle et économique

Décider de l'étendue sur laquelle devrait se prolonger le rôle de l'État n'est pas une simple question de « gauche » contre « droite ». Les gens sont en désaccord non seulement quant à déterminer si les décisions doivent être prises par les *individus* ou *collectivement*, mais également si elles doivent s'appliquer à la fois sur nos décisions *personnelles* et *économiques*.

Nous pouvons identifier quatre points de vue différents.

- Le premier groupe, nous pouvons les appeler les *individualistes*. Ils soutiennent que les individus doivent être libres de prendre leurs propres décisions sur leur vie *personnelle* et *économique*.
- Diamétralement opposés, nous avons les *autoritaires* qui soutiennent le contrôle collectif sur le comportement *personnel* et *économique*.
- Le troisième groupe est ceux qui soutiennent la liberté économique dans les décisions *économiques* mais l'autorité collective sur les choix *personnels* des gens. Ils peuvent être appelés *conservateurs* (bien que le terme a une signification différente selon les cultures). Ce mélange de liberté économique et de contrôle social est un trait commun de nombreux pays asiatiques.
- Le dernier groupe est ceux qui veulent le contrôle collectif sur la vie *économique* mais qui laisseraient les individus conduire leur vie *personnelle*.

C'est particulièrement difficile de trouver un nom correct pour ce dernier groupe. Aux États-Unis, on les appelle les *liberals*, mais c'est un usage trompeur du mot. Dans la plupart des autres pays, *liberal* signifie *libéral classique* – l'idée qu'un certain cadre de règles étatiques est nécessaire, mais que l'essentiel des décisions économiques et personnelles doit être laissé aux individus. En effet, le terme a été volé par les politiciens et les intellectuels américains qui croient en la liberté personnelle mais qui veulent l'État pour avoir plus de contrôle sur la vie économique.

Toutes ces brèves descriptions sont des manières plutôt inexactes de décrire ce qui est en réalité un spectre complexe de conceptions sur les questions économiques et sociales. Il y a un large éventail de points de vue au sein même de chaque groupe. (Les *individualistes*, par exemple, varient des *libertariens*, qui défendent la liberté totale, aux *libéraux classiques*, qui voient un rôle limité pour l'État. Les *autoritaires*, dans le même temps, varient des *totalitaires*, qui défendent le contrôle total, aux *étatistes* qui préfèrent un rôle limité pour la prise de décision privée.)

Néanmoins, il est utile d'être conscient que les conceptions politiques ne peuvent être décrites de manière adéquate par un simple spectre « gauche-droite », qui amalgame ensemble des personnes avec des conceptions tout à fait différentes de la société. Il est plus utile de penser cela en termes de combien de liberté les gens pensent qu'il devrait y avoir sur deux parties différentes de la vie, la vie *économique* et la vie *personnelle*.

Pourquoi le choix individuel ?

Il y a de fortes raisons de préférer la liberté dans la vie économique et personnelle. Pour commencer, les gens connaissent leurs propres besoins bien mieux que les États distants ne le pourront jamais. Ils ressentent leurs propres espoirs, peurs, rêves, désirs, besoins, souhaits et ambitions. Ils sont bien plus conscients de leurs propres circonstances et celles de leurs amis, familles et communautés qu'ils chérissent et cherchent à aider. Ils savent bien mieux les opportunités qui leur sont ouvertes, et les problèmes que différentes actions peuvent causer. C'est pourquoi ils sont de loin dans la meilleure position de prendre des décisions pour leur propre vie et leur propre futur.

Il y a également l'argument moral que les gens pour lesquels on prend des décisions ne sont pas des êtres humains à part entière mais de simples esclaves. Et n'ayant aucune responsabilité personnelle pour ce qu'il se passe, ils n'apprennent jamais de leurs succès et erreurs. Ils peuvent souffrir des maux que provoquent les mauvaises politiques conduites par les autorités, mais ne peuvent pas faire grand-chose pour les empêcher de se produire encore, donc ne voient aucune raison d'essayer. Mais les individus qui jouissent des bénéfices de leurs succès, et souffrent des coûts de leurs erreurs, sont fortement motivés à répéter ce qui fonctionne et à éviter ce qui ne fonctionne pas.

La diversité promeut le progrès

Il y a également un avantage à la diversité. Les gens qui sont libres de prendre leurs propres décisions agiront dans une variété de différentes manières. Ils peuvent choisir les actions qu'ils pensent bonnes pour leurs propres circonstances. Ils peuvent expérimenter différents styles de vie – des « expériences de vie », comme le philosophe anglais John Stuart Mill les appelait dans son essai *De la liberté* de 1859.¹² Certains peuvent avoir du succès, d'autres non. Mais nous pouvons tous apprendre d'elles, et achever nos propres progrès, en continuant ce qui semble fonctionner et en arrêtant ce qui ne fonctionne pas.

Dans une société autoritaire, au contraire, seule une manière de faire les choses domine car les décisions sont prises collectivement. Toute erreur est catastrophique pour tout le monde. Et même si l'approche officielle réussit, nous ne sommes pas autorisés à essayer d'autres choses qui pourraient fonctionner encore mieux. La prise de décision sera plus lente et plus bureaucratique. Notre progrès dans un tel monde sera lent et souvent douloureux.

Dans une société libre, les producteurs obtiennent un retour continu de leurs clients. Chaque instant de chaque jour, les gens choisissent les produits qu'ils préfèrent aux autres. Ils mettent constamment en balance le prix, la fiabilité, la taille, la forme, la couleur et les évaluations des autres qualités pour chaque produit qu'ils achètent. Ces préférences diverses sont instantanément transmises aux producteurs, qui voient ce qui se vend et ce qui ne se vend pas. Conscients que leurs concurrents font la même chose, les fournisseurs se déplacent aussi vite qu'ils le peuvent pour produire plus de ce que les gens veulent, et moins de ce qu'ils ne veulent pas. Et ils seront encouragés à expérimenter en introduisant de nouveaux produits différents, en espérant que les clients les aimeront encore plus.

Faites la comparaison à nouveau avec une économie où les autorités décident de ce qui est produit. Ce n'est pas grave s'ils contrôlent l'ensemble de l'économie, ou juste certaines parties de l'économie, comme c'est habituellement le cas : la prise de décision sur ce qui doit être produit et comment cela doit être produit sera toujours une entreprise lente et maladroite. Au mieux, les clients peuvent être en mesure d'exprimer leurs choix une fois toutes les quelques années, lors des élections. Mais ils ne voteront pas sur les tendances et les produits particuliers : s'ils ont un véritable choix, ils voteront sur un paquet entier de politiques qui peuvent inclure tout de la défense, à l'école et au système de santé, en passant par l'irrigation, l'agriculture et le transport rural. Les autorités n'ont rien d'autre que le retour incitatif constant que les clients donnent aux fournisseurs dans une économie de marché. Il y

¹² John Stuart Mill, « De la liberté », 1859, dans John Stuart Mill, *De la liberté*, Folio essais, Paris, 1990.

a peu de pression sur les autorités pour innover, et les consommateurs n'obtiennent pas ce qu'ils veulent réellement.

Les effets dépressifs de l'intervention

Il y a peu de pays aujourd'hui où l'État dirige – ou même essaie de diriger – la production entière de la nation. Le fait bien plus commun est que l'État contrôle des secteurs spécifiques – en particulier ceux considérés comme essentiels, comme le système de santé, l'éducation, l'agriculture ou la police – ou qu'il essaie d'orienter la production plus généralement à travers des subventions, le plafonnement des prix et les réglementations sur les entreprises.

Même quand l'État n'essaie de diriger que quelques secteurs, les problèmes de la prise de décision lente et maladroite restent, en particulier quand ces secteurs sont d'une grande importance critique. L'État peut diriger seulement la production alimentaire, par exemple : mais il échoue à produire des quantités suffisantes de nourriture dont le peuple a besoin, le résultat étant une famine générale.

De la même façon, les efforts étatiques pour orienter la production plus généralement produisent la même inadéquation entre l'offre et la demande. Par exemple, les politiciens peuvent essayer de maintenir bas les prix de certains biens et services – disons la nourriture, ou la santé, ou les taux d'intérêt – en leur imposant le plafonnement des prix. Mais les producteurs gagnent ensuite moins pour fournir ces choses. Le prix qu'ils obtiennent ne justifie pas l'effort qu'ils dépensent sur la production. Donc ils produisent moins, ou quittent le secteur complètement.

Le résultat est la pénurie. Aux prix artificiellement bas imposés par la loi, les producteurs fourniront moins, mais les consommateurs voudront acheter plus. La nourriture peut officiellement être bon marché, mais il n'y a rien sur les étagères ; les taux d'intérêt peuvent être faibles mais les prêts sont impossibles à trouver ; le système de santé peut être gratuit mais vous devez faire la queue pour y accéder.

Il y a des problèmes similaires quand les États essaient d'orienter la production en subventionnant la production de biens ou de services particuliers. L'Union européenne, par exemple, a longtemps subventionné et protégé son secteur de l'agriculture, peut-être pour assurer une offre continue et solide de nourriture, mais en vérité pour protéger les agriculteurs européens inefficaces contre la concurrence internationale (et pour acheter le soutien de ce groupe important politiquement). Les subventions encourageaient une surproduction massive – avec des « montagnes » de beurre dont personne ne voulait et des « lacs » de vin invendu.

Mais il y a d'autres conséquences moins visibles que celles-là. Les plus grands gagnants des subventions agricoles de l'Europe ont été les plus gros propriétaires terriens, et pas les agriculteurs les plus pauvres. Et la corruption a été en proie avec des agriculteurs qui

revendiquaient des subventions pour l'alimentation qu'ils n'ont jamais produite. Il y a de nombreuses histoires similaires tout autour du monde, et tout au long de l'histoire : dans son livre *La Richesse des nations* de 1776, l'économiste écossais Adam Smith se plaignait des bateaux de harengs équipés de manière à maximiser leurs subventions plutôt que leur prise.¹³

Subventionner toute forme de production attire les ressources à ce secteur et les éloigne des autres où le temps, l'effort et le capital peuvent être mieux employés. Par exemple, de nombreux États sont actuellement en train de subventionner les énergies éolienne et solaire, extrêmement chères, en prenant l'argent des individus et des entreprises qui peuvent trouver des manières bien plus efficaces en termes de coûts pour investir. C'est un frein à la croissance économique qui réduit la prospérité de long terme pour le public.

Des décisions par quelques-uns

Une autre raison de préférer la prise de décision par les individus plutôt que par les autorités est que les choix sont faits par le grand nombre plutôt que par une petite élite puissante. Inévitablement, les autorités qui prennent les décisions pour tout le monde auront besoin d'avoir le pouvoir de mettre leurs décisions en pratique. Mais les autorités sont également des êtres humains ; et c'est trop leur demander de résister à la tentation d'utiliser ce pouvoir pour promouvoir leurs propres intérêts et ceux de leur famille ou amis ou voisins ou clans ou partis politiques. Les contrats et les monopoles sont attribués à leurs associés. Un montant disproportionné de dépenses publiques va aux régions d'origine des hauts responsables politiques. Les emplois au sein de l'État, de la police et du système judiciaire vont aux favoris, au lieu de les attribuer sur le mérite.

Mais moins de décisions sont prises politiquement, et plus les décisions sont prises par les individus eux-mêmes, et moins de portée il y a pour ce genre de corruption. L'État peut se focaliser sur son rôle primordial de minimisation de la coercition – plutôt que d'en profiter.

Parfois le mercantilisme est trop subtil à voir. « Il n'y a pas d'art qu'un gouvernement apprenne plus vite que tout autre », écrivait le père de l'économie moderne Adam Smith, « que celui de puiser l'argent dans les poches du peuple ».¹⁴ En empruntant, par exemple, les gouvernements peuvent dépenser sur les projets qui leur font gagner les élections et qui enrichissent leurs soutiens, pendant qu'ils font passer le coût sur les autres. Ils peuvent même faire passer le coût sur la prochaine génération. Si leur dette devient trop redoutable, ils peuvent simplement imprimer de la monnaie et rembourser leurs créanciers en monnaie

¹³ Adam Smith, *La Richesse des nations*, 1776, Livre IV, ch. V

¹⁴ *Ibid.*, Livre V, Ch. II, Part II, Appendice aux articles I & II.

dévaluée. Mais un tel vol, ouvert ou caché, décourage le peuple d'accumuler de la richesse. Les individus deviennent moins susceptibles de lancer de nouvelles entreprises et d'accumuler du capital productif, et la société toute entière s'appauvrit.

Le gouvernement d'une véritable société libre ne serait pas permis d'emprunter à l'exception des situations extrêmes, et même cela devrait être limité. Il n'aurait pas non plus un monopole sur la monnaie et le gouvernement ne pourrait pas imprimer davantage quand il a besoin de monnaie. Quant aux impôts dans une société libre, ils seraient faibles et perçus sur une base large – et non pas entassés auprès des opposants politiques ou des minorités comme « les riches ». Les impôts seraient simples, transparents, faciles à payer et prévisibles. Ils ne seraient pas « cultivés » par des agences publiques ou privées qui ont un intérêt à augmenter le montant qu'ils tirent des contribuables.

L'argument paternaliste

Un point de vue assez commun parmi les élites dirigeantes est qu'elles doivent prendre toutes les décisions parce que le public est, comme les enfants, incapable de prendre des décisions pour lui-même. C'est auto-contradictoire : cela dégrade « le peuple » duquel leur pouvoir est supposé venir. Et c'est illogique de suggérer que les gens ont assez de sagesse collective pour élire le bon gouvernement, mais pas assez de sagesse individuelle pour diriger leur propre vie.

Il y a certainement peu de cas où la société entière bénéficierait si les gens se comportaient un peu mieux. Mais la plupart de ces cas sont des questions morales que ce n'est pas à la loi d'appliquer. Et alors que nous pouvons *presser* moralement les gens à faire des choses qui aideraient les autres, le gouvernement d'une société libre ne *peut* pas les faire. Il est seulement habilité à empêcher le mal d'être fait aux autres, pas à forcer les gens à bénéficier des autres. Il y a l'argument des « biens publics » pour faire contribuer les gens à certains projets communs comme la défense, mais de tels cas sont rares.

Il est vrai que les gens montrent souvent une apathie surprenante sur des questions comme la manière dont sont fournis les services publics. Mais c'est habituellement parce qu'ils savent que se plaindre est un gaspillage de parole, puisque rien ne changera. Si quoique ce soit s'est en fait amélioré comme la conséquence de l'implication des gens, plus de gens s'impliqueront encore.

Question : nous avons sûrement des responsabilités auprès de l'État ?

Non. Dans une société libre, l'État a des responsabilités envers nous. Dans de nombreux endroits, les gouvernements étaient établis et restaient au pouvoir, seulement par l'usage de la force. Ce n'est pas une forme légitime de gouvernement. Le gouvernement d'une société libre est celui qui est formé par le peuple comme une agence qui décide ou réalise ces quelques choses qui doivent être décidées ou faites collectivement (comme la défense) ou impartialement (comme la justice). Le gouvernement est là pour servir les citoyens – pas l'inverse.

Les manières de limiter le gouvernement

La démocratie

Dans des cas rares où les décisions collectives sont inéluctables, une société libre consulte la population entière, puisque la population entière est affectée par le résultat. En d'autres termes, il y a une certaine forme de démocratie.

Ce n'est pas que toute la population doit prendre toutes les décisions – ce serait trop pesant et prendrait trop de temps. Normalement, la population entière élit des représentants qui décident à leur place. De tels représentants ne sont pas de simples délégués, dont on attend qu'ils reflètent aveuglément les opinions de leurs électeurs ; ils amènent leur propre jugement dans le processus.

La démocratie n'est pas la même chose que le populisme. La majorité du public peut bien croire que les minorités religieuses ou ethniques devraient être abattues, mais le gouvernement d'une société libre ne peut pas faire ça. Il existe pour les *empêcher* de faire du mal aux autres, pas pour les faciliter. Une vieille blague décrit la démocratie comme deux loups et un mouton qui décident quoi manger pour dîner. Mais dans une société libre il y a des limites sur les pouvoirs des majorités afin de protéger les minorités.

Le plus gros problème n'est pas de savoir comment choisir les gouvernements, mais plutôt comment les restreindre. Nous n'avons affaire qu'à des humains : le pouvoir qu'ils exercent peut les corrompre. Si la liberté veut être sauvegardée, il doit y avoir un certain mécanisme pour soustraire les dirigeants au pouvoir. Les élections dans une société libre ne doivent pas juste servir à choisir les dirigeants, mais également à se débarrasser d'eux.

Certains autoritaires soutiennent que les élections ne font que créer de l'instabilité car on peut voter pour ou contre des gouvernements différents, peut-être avec des politiques radicalement différentes. Mais puisque le pouvoir des gouvernements est limité dans une société libre, la mesure de toute instabilité est réduite. Si les gouvernements sont considérés comme légitimes, les chances d'avoir une instabilité perturbatrice sont plus petites, pas plus

grandes, que s'ils ne le sont pas. Grâce à la force des armes, un gouvernement illégitime peut rester au pouvoir pour un long moment ; mais les seules alternatives réelles sont des élections périodiques et pacifiques, ou des révolutions occasionnelles et sanglantes. Dans les sociétés libres les élections sont préférées, car elles limitent la coercition et la violence, et permettent que le changement et le progrès se produisent plus vite.

Certaines conditions sont requises si les élections veulent être acceptées comme légitimes. Il doit par exemple y avoir un choix véritable des partis. Ce n'est pas une élection libre s'il y a seulement un seul candidat pour lequel voter : dans une société libre il y a toujours une diversité des opinions. Cela implique donc que les différents candidats doivent être capables à leur tour d'exprimer et de publier leurs opinions, et d'être libres de critiquer les autres candidats et partis. Et le peuple doit être capable de voter pour son candidat préféré sans craindre un châtime – c'est pourquoi les scrutins doivent rester secrets. Certains pays mettent des limites sur les dépenses de campagne électorale afin de s'assurer que les candidats ou les partis riches n'aient pas un avantage. Beaucoup imposent des mandats fixes entre les élections, plutôt que de permettre au gouvernement en exercice de décider quand elles doivent être organisées.

La prise de décision publique

Les gouvernements des pays les moins libres arrivent en poste à travers la force. Certains y restent grâce à la force, bien que beaucoup aient trouvé des façons de leur donner l'apparence de la légitimité – en s'installant comme les seuls gardiens de l'héritage religieux ou culturel, par exemple. Dans une société libre, au contraire, le gouvernement existe pour des objectifs très limités et par le consentement du public.

Malgré tout, les gouvernements s'égarent bien souvent au-delà de leurs objectifs d'empêcher le mal et de faire collectivement ce qui ne pourrait être fait individuellement. Par exemple, ils monopolisent souvent la distribution des biens publics. Alors que les décisions sur ce que devraient fournir les biens publics devraient être collectives, les biens publics peuvent toujours être distribués, en totalité ou en partie, par des agences privées. Les organismes de charité peuvent par exemple fournir des soins pour les pauvres et les malades. Et en termes de prévention du mal pour les autres – comme les effets de la pollution – le degré de mal fait peut être difficile à mesurer, et l'intervention publique peut en fait ne pas être pleinement justifiée.

Si certaines décisions doivent être prises collectivement, par quelles règles ces décisions devraient être prises ? L'idéal serait l'unanimité : chacun prend part au processus de décision, et aucune action n'est prise à moins que tous ne soient d'accord. Puisque le peuple est susceptible de voter pour une action collective qu'il pense qu'elle le ferait souffrir,

il y a alors peu de chance pour chaque individu ou groupe d'être lésé par les décisions collectives.

Mais l'unanimité est difficile à réaliser. Pour commencer, ce serait très consommateur en temps pour chaque personne de prendre le temps d'étudier et de voter sur chaque proposition. C'est pourquoi nous élisons des représentants à la place. Car arriver à une entente serait un véritable combat, puisque n'importe qui pourrait placer son veto sur le plan tout entier. Donc les décisions collectives – si elles sont prises à travers les élections populaires, les référendums ou les votes dans la législature – sont généralement prises à la majorité. Cela pourrait être une majorité simple (50% + 1) ou une majorité qualifiée (disons deux-tiers). Cela réduit la difficulté de prendre des décisions, et assure toujours que les décisions sont prises par la plus grande partie de la population plutôt que par des petites élites.¹⁵

L'intérêt personnel des électeurs

Il y a une histoire à propos d'un empereur qui, lorsqu'on lui demandait de juger les finalistes lors d'un concours de chant, entend l'un d'entre eux et donne le prix à l'autre, sur le fondement que le second ne pouvait pas être pire. Aujourd'hui, les gens ont tendance à penser que lorsqu'ils ne sont pas satisfaits avec ce que produit une société libre ou une économie libre, l'action étatique ne peut qu'améliorer les choses. Si le marché échoue à fournir des biens publics comme la défense ou l'aide sociale, par exemple, l'État doit les fournir à la place. Ou si une usine pollue l'air, l'action étatique est nécessaire pour la stopper. Mais cela n'est pas nécessairement une bonne conclusion.

Les marchés peuvent en effet échouer à rencontrer nos besoins à certaines occasions. Mais quand on parle de « défaillances du marché » nous devons nous rappeler qu'il y a aussi des *défaillances de l'État*. Même dans les sociétés relativement libres, les gouvernements ne sont pas des forces objectives, mesurées, dépassionnées, qui ont un esprit civique. L'intérêt personnel passe par le gouvernement, du haut vers le bas.

Les gens imaginent les élections comme des moyens d'identifier « l'intérêt général » et de le mettre en application. Mais dans une société libre il y a de nombreux intérêts différents – et ces intérêts rentrent en conflit. Les électeurs qui veulent des impôts plus faibles vont à l'encontre des autres qui veulent davantage de dépenses publiques. Ceux qui bénéficieraient d'une nouvelle autoroute s'opposent à ceux dont les maisons seraient démolies. Les élections n'établissent pas « cet » intérêt général. Ils mettent simplement de

¹⁵ Pour un résumé plus détaillé de cela et des points suivants, voir Eamonn Butler, *Les choix publics – Une introduction*, Institute of Economic Affairs, Éditions de l'Institut Coppet, Paris, 2014 [2012].

nombreux intérêts en concurrence. Les décisions collectives sont prises sur ce fondement du conflit.

L'intérêt personnel des politiciens

Tout comme les électeurs ont leurs propres intérêts à servir, les politiciens aussi. Beaucoup voient le pouvoir comme une manière de s'enrichir et de faire descendre leurs ennemis. Ils peuvent même être considérés comme faibles s'ils n'exploitent pas ainsi le pouvoir. Et même dans les sociétés libres, la corruption peut être un problème.

Même si les politiciens veulent réellement servir le public, ils doivent d'abord accéder au pouvoir. Ils doivent collecter assez de votes pour être élus. Mais cela ne signifie pas qu'ils doivent refléter une opinion publique large pour y arriver. Ils peuvent gagner davantage de votes en attirant de petites minorités non-représentatives.

Les petits groupes avec de gros intérêts dominent le processus politique parce qu'ils ont quelque chose de spécifique à gagner en poussant une politique favorable à être mise en place – comme une subvention pour leur propre industrie. Petits et très motivés, ils sont faciles à organiser et plus susceptibles de mettre de l'effort dans des campagnes et du lobbying. Mais des groupes plus larges, comme les consommateurs ou les contribuables, avec des conceptions moins spécifiques, sont plus durs à organiser. Et ils sont moins motivés, parce que les coûts des politiques comme la subvention aux industries sont trop dispersés entre eux tous.

Les coalitions et l'échange de faveurs

La domination des conceptions de la minorité devient même plus importante quand les groupes d'intérêt forment des pactes avec autres pour mettre en commun leur force de vote. Une coalition de plusieurs groupes, toute menaçante à abandonner un candidat, a même davantage d'influence sur le candidat qu'un groupe seul.

Le même proxénétisme des intérêts particuliers se passe dans la législature. Les politiciens qui veulent désespérément des projets de dépenses publiques dans leur propre région peuvent échanger des votes avec d'autres qui veulent désespérément d'autres projets dans la leur. Mais le résultat de ces arrangements (« tu votes pour ma mesure et je vote pour la tienne ») – qu'on appelle aussi des échanges de faveurs – est qu'un nombre croissant de propositions réussissent et que l'État grossit davantage que quiconque ne le veut réellement.

Et quand ces lois entrent en vigueur, davantage d'intérêt personnel rentre en jeu. Les fonctionnaires qui sont délégués pour les administrer auront leurs propres intérêts. Leur statut et leur salaire dépendent en partie d'avoir un grand cabinet et – consciemment ou inconsciemment – ils peuvent rendre le processus bureaucratique plus compliqué afin de

justifier ce grand cabinet, un processus connu comme la *construction d'un empire*. Et ils recevront encore davantage de lobbying des petits groupes d'intérêt que du grand public, et donc peuvent concéder davantage aux intérêts particuliers, et peut-être même recevoir des pots-de-vin de leur part.

Établir les règles

Pour résumer, en choisissant les gouvernements, en faisant les lois et en administrant les lois, les minorités avec des intérêts concentrés comptent davantage que les majorités avec des opinions plus diffuses. Les décisions prises politiquement sont très pauvres pour refléter les conceptions larges du public. Et le secteur public a une tendance inhérente à bien grossir au-delà ce que veulent les gens, au-delà ce qui fait sens et bien au-delà ce qui est nécessaire pour maintenir une société libre – au point, en effet, que la liberté est en fait érodée.

Les sociétés libres adoptent des règles variées pour essayer de limiter ces problèmes. Les élections en sont une partie vitale. Mais elles sont une restriction faible sur les politiciens et les fonctionnaires. Elles viennent rarement, et sont souvent dominées par des gros partis, rendant le changement lent. Des restrictions plus fortes sont nécessaires.

L'accord constitutionnel

Une manière commune de restreindre le processus politique est d'adopter une constitution qui soit acceptée par tous, ou par une écrasante majorité, et qui planifie les règles par lesquelles les élections sont tenues et les décisions politiques sont prises. Si tout le monde est d'accord sur ce que sont les règles, il devient impossible pour les gouvernements d'imposer des règles conçues pour leur propre bénéfice – par exemple, en bannissant les candidats de l'opposition ou en imposant des impôts disproportionnés sur les électeurs de l'opposition.

Le processus politique peut être donc restreint par la *séparation des pouvoirs*. Au lieu d'une seule personne ou d'un seul corps brandissant toute la puissance d'élaboration des lois, l'idée est de séparer cette autorité entre les différentes institutions, dont chacune peut bloquer, modifier ou restreindre ce que les autres font. Pour cette raison ce système est souvent appelé *l'équilibre des pouvoirs*.

Si un seul corps, comme un politburo ou un conseil législatif, a tout le pouvoir, les majorités politiques et les groupes d'intérêts sectoriels vont certainement essayer de le capturer pour leur propre avantage. Mais si la constitution divise le pouvoir entre deux chambres législatives différentes, elle rend le pouvoir plus difficile à capturer pour les groupes d'intérêt. Si ces chambres sont élues de manière différente, il sera même encore plus difficile pour les mêmes groupes d'intérêt de les dominer. Si chaque chambre peut bloquer ou

modifier les décisions prises par l'autre, cela rend l'échange de faveurs et l'exploitation des minorités encore plus difficiles.

Comme un long arrêt dans ce système d'équilibre des pouvoirs, de nombreuses constitutions des sociétés libres nomment également un président comme le représentant de la population entière, qui (on l'espère) peut surmonter le combat politique et mettre son veto sur la législation qui porte préjudice aux minorités.

Un contre-pouvoir à l'exploitation est une *justice indépendante*. C'est essentiel pour une société libre. Les juges ne doivent pas être politiquement alignés, et doivent être capables d'abattre les lois inconstitutionnelles et l'exploitation des minorités – et le faire sans crainte du châtimement par les hommes politiques.

Les constitutions mettent parfois d'autres restrictions sur les activités du gouvernement, comme des *budgets équilibrés* – insistant pour que ces budgets s'équilibrent sur une certaine période fixe (disons trois à cinq ans), et mettent en place des *limitations budgétaires* d'emprunt annuel et de total de dette publique. Certains limitent même la proportion du revenu national que le gouvernement peut dépenser, afin de freiner sa tendance inhérente à croître. De plus il peut y avoir des *limitations de mandats* pour que les hommes politiques ne puissent pas rester au pouvoir pendant des années, et des *clauses d'extinction* pour empêcher les agences publiques d'être inutiles.

Les majorités qualifiées

Une autre manière de protéger les minorités est l'utilisation du *vote à majorité qualifiée*. La liberté peut être exposée au danger, si par exemple les autorités dirigeantes peuvent changer les règles constitutionnelles par un simple vote dans la législature. Donc une société libre définit des obstacles beaucoup plus élevés – comme le vote aux deux-tiers dans les deux chambres plus des marges également élevées dans un plébiscite ou dans les régions et États particuliers.

Sur les questions où il est facile d'exploiter les minorités dans des manières très dommageables, les décisions devraient requérir de très grandes majorités. Par exemple, il est facile de concevoir des impôts qui peuvent imposer de lourdes charges sur des groupes particuliers. Certains défenseurs d'une société libre demandent donc que les règles fiscales – pas le taux d'imposition mais qui paie quels impôts – doivent être décidées unanimement afin que la minorité soit protégée, même si la majorité est écrasante.

Le public captif

Dans l'économie de marché, vous êtes libre d'amener votre entreprise ailleurs si vous pensez qu'un commerçant triche avec vous ou vous donne une mauvaise valeur pour de l'argent.

Mais si votre gouvernement triche ou vous exploite, il n'y a nulle part où vous pouvez aller. Vous pouvez peut-être quitter le pays – même étant données la langue ou d'autres barrières, ce n'est pas une option pour la plupart des gens. C'est une recette pour la coercition – ce qui le rend d'autant plus important pour s'assurer que le rôle et les actions de l'État, et chaque partie de cela, soient soigneusement spécifiés et strictement limités à ceux requis pour préserver et étendre la liberté de la population.

4. ÉGALITÉ ET INÉGALITÉ

L'égalité dans une société libre

Beaucoup de gens imaginent que les sociétés libres peuvent être très inégales. Après tout, elles permettent aux gens de gagner et d'amasser une grande richesse. Cela doit (poursuit l'argumentation) créer une grande inégalité économique.

Mais cet argument est faux. Comme nous l'avons vu, la disparité des revenus entre pays libres et pays non-libres est à peu près la même. S'il y a une différence, c'est que les sociétés libres sont légèrement plus égales.

En outre, les sociétés non-libres ont d'autres inégalités non financières que les sociétés libres n'ont pas. Chaque citoyen d'une société libre peut aspirer à augmenter sa richesse et son revenu en trouvant un meilleur emploi, ou en s'engageant dans des activités commerciales qui vont lui profiter. Dans les sociétés non-libres cela n'est pas toujours possible. Les emplois publics peuvent n'être ouverts qu'à ceux qui soutiennent le parti dirigeant, ou aux amis et associés des dirigeants. La loi, ou le préjudice, peuvent empêcher les femmes, les minorités ethniques ou d'autres groupes de travailler dans certains emplois. Les gens d'une race ou d'une caste particulière peuvent être restreints aux plus basses besognes. Les immigrants peuvent être interdits d'établir ou de détenir des entreprises, ou même de détenir un compte bancaire.

Même parmi ceux qui obtiennent un emploi, les inégalités persistent. Dans la Moscou soviétique, par exemple, le grand magasin exclusif GUM dans le quartier rouge étaient seulement ouvert aux touristes des pays à monnaie forte et aux hauts fonctionnaires du parti. Seuls les derniers pouvaient aspirer à être conduits par une limousine Zil – la circulation

s'arrêtaient pour faciliter leur passage – ou à bénéficier de longues vacances dans des stations thermales en région boisée. Les appartements et les maisons de campagne du week-end étaient alloués par les autorités, qui favorisaient leurs amis avec les meilleures maisons.

Ce sont toutes des inégalités desquelles il n'y a pas d'échappatoire : ceux qui en souffrent ne peuvent même pas avoir le droit de voter ou de faire campagne pour un changement de la loi. Par contraste, tous les membres d'une société libre peuvent aspirer au moins à obtenir un bon emploi ou à implanter une entreprise ainsi qu'à acquérir de la richesse et des revenus. Ils ne peuvent pas tous réussir, mais personne ne les en empêche.

Les types d'égalité

L'égalité dans une société libre ne veut pas dire donner aux gens la même richesse, le même revenu ou niveau de vie. C'est s'assurer que les gens sont *traités* de la même façon.

Cela se traduit de quatre façons différentes.¹⁶ Les citoyens d'une société libre ont une *égalité morale* : ils ont chacun le même droit de choisir pour eux-mêmes et d'être traités avec considération et respect. Il y a l'*égalité devant le droit* : le droit les protège et les traite de manière identique, sans égards pour leur race, religion, sexe, richesse ou liens familiaux. Ils ont l'*égalité politique* : ils peuvent tous voter ou se présenter pour une fonction politique. Et ils ont l'*égalité des chances* : il n'y a pas de barrières arbitraires pour travailler ou aller à l'école ou toute autre chemin dans l'avancement personnel.

L'égalité morale

Dans une société libre, les gens sont considérés comme étant également importants, et autant dignes de considération et de respect. Ils ont tous le même droit de faire leurs propres choix de vie, du moment qu'ils ne causent pas de mal à autrui dans le processus.

Cette conception est basée sur une croyance profonde dans la nature même des êtres humains, une nature que nous partageons tous. Nous voulons tous prendre nos propres décisions, sans considération de notre ethnicité, religion ou genre ; et nous voulons tous que les autres respectent notre droit à agir ainsi. La règle dans une société libre est « ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse ».

Ce n'est pas dire que les gens sont également moraux dans leurs actions. Ceux qui attaquent ou volent les autres n'agissent pas moralement. Certains peuvent délibérément mépriser les conventions sociales ou sexuelles. Mais leur vie a la même valeur. Leur

¹⁶ Un bon aperçu de ces arguments peut être trouvé dans Nigel Ashford, *Principles for a Free Society*, Jarl Hjalmarson Foundation, Stockholm, 2003.

délinquance ou leur immoralité les conduit à la punition ou au blâme, qui doit être proportionnel à leur offense. Mais on ne doit pas les condamner à la cruauté arbitraire ou excessive et à l'humiliation.

L'égalité devant le droit

Le droit dans une société libre protège et punit les gens de manière impartiale. Les délinquants ne reçoivent pas un traitement différent par la police, les tribunaux ou les prisons à cause de certaines caractéristiques personnelles qui ne sont pas liées au crime, comme leurs liens, richesse, caste, genre, religion ou ethnicité. Les citoyens ne peuvent pas être sujets à l'arrestation arbitraire ou au harcèlement juste parce que les hommes de pouvoir ne les aiment pas. Chacun a le même accès à la justice s'ils sont violentés ou volés par autrui, qu'ils soient ou quelle que soit l'éminence de l'accusé.

Sur les bâtiments des tribunaux du monde, la statue représentant la figure de la justice est habituellement dépeinte comme tenant une balance dans une main et une épée dans l'autre. Mais le trait le plus important est que la figure a les yeux bandés. Dans une société libre, la justice est aveugle à tout sauf aux faits pertinents de chaque affaire.

L'égalité politique

Une autre forme d'égalité qui découle de la nature des êtres humains est l'égalité politique. Les intérêts et les opinions de chacun sont tenus comme d'égale considération. Donc tout le monde dans une société libre a le droit de voter dans les élections ou les plébiscites, et personne ne peut voter plus d'une fois. Cela assure que les intérêts de tous sont pris en compte par les candidats et les politiciens élus.

Il y a des exceptions très limitées. Nous ne permettons normalement pas aux enfants de voter, pensant qu'ils ne sont pas encore assez matures pour exprimer une opinion réfléchie sur comment eux et les autres devraient être gouvernés. De la même manière, les gens avec des incapacités mentales sévères peuvent être exclus du vote ; mais une telle incapacité doit être évaluée indépendamment afin d'empêcher les élites dirigeantes d'exclure leurs opposants sur ces bases.

Les opinions sont divisées sur le fait de savoir si les criminels condamnés devraient être autorisés à voter. Dans certains pays, les gens en prison perdent leur droit de vote, sur les fondements que quelqu'un qui a sérieusement violé les lois ne devrait pas être impliqué dans le processus d'élaboration. Dans d'autres, seuls ceux qui sont emprisonnés pour les plus sérieuses offenses sont exclus. Dans d'autres encore, les criminels sont vus comme entièrement habilités à voter en vertu de la nature que nous partageons tous d'êtres humains.

Le principe d'égalité politique signifie que les femmes sont autant habilitées que les hommes à voter – bien que même dans les sociétés relativement libres, ce droit n'a été reconnu qu'il y a un peu plus d'un siècle. La Nouvelle-Zélande a été la première à octroyer aux femmes adultes le droit de voter en 1893. L'Australie a fait la même chose en 1902, bien que les restrictions sur le vote par les femmes aborigènes ont persisté jusqu'en 1962. La plupart des pays européens ont permis le vote des femmes peu après la Première Guerre mondiale, bien qu'en France, c'était aussi tard que 1944, et en Suisse 1971.

Toute exception au droit de vote devrait être sévèrement limitée. Il est trop facile pour les autorités des pays non-libres de nier le droit de vote à leurs ennemis en les envoyant en prison ou en les déclarant mentalement incapables, ou une grande variété d'autres excuses. C'est un abus de pouvoir.

Autant que possible, le vote de chaque personne doit compter de manière égale. Par exemple, il devrait y avoir un nombre approximativement égal d'électeurs dans chaque circonscription électorale dont les représentants sont choisis. Les grandes circonscriptions signifient que chaque électeur a moins à dire dans le résultat. La seule excuse pour avoir des circonscriptions avec des tailles vraiment différentes, ce sont les réalités brutes de la géographie. Les frontières électorales doivent être décidées par des corps indépendants afin qu'elles ne puissent pas être biaisées au profit des groupes au pouvoir.

En même temps que le droit de vote, tout le monde a un droit égal de se présenter aux élections et d'être au gouvernement. Il n'y a pas de sièges dans la législature qui soit restreint aux gens d'une religion, d'une race ou d'un genre particulier. Le système électoral doit sauvegarder cette égalité, assurant par exemple que tout le monde puisse se présenter aux élections sans peur d'être menacé ou intimidé – en particulier par les autorités politiques en exercice. Cela signifie qu'on doit être libre de faire campagne et de s'exprimer, de publier et de diffuser ses opinions et ses critiques des autres candidats et bien sûr des lois et de la constitution. Les élections sont supposées être une compétition des idées, et il ne peut y avoir d'élections libres si les idées et la liberté d'expression sont supprimées. Dans certains pays non-libres c'est une offense criminelle de critiquer le gouvernement ; dans les sociétés libres, une telle critique est une partie parfaitement normale du débat politique de tous les jours.

L'égalité des chances

L'égalité des chances signifie que les individus ne devraient pas faire face à des barrières arbitraires pour poursuivre leurs propres ambitions, dans l'éducation, le travail, ou toute autre partie de la vie. Leur race ne devrait pas les exclure d'une place à l'école ou dans une équipe de sport, par exemple. Leurs idées politiques ou leur genre ne devrait pas leur dénier la chance pour un emploi. Leur pauvreté ou leur classe sociale ne devrait pas non plus les empêcher de se marier avec quelqu'un de circonstances différentes.

Cela ne signifie pas cependant que les écoles ou les employeurs ou n'importe qui d'autre soient forcés de prendre quiconque, sans considérer leurs qualifications. Une école peut bien restreindre ses admissions à ceux qui réussissent un examen, et un employeur peut demander des références et l'expérience. Une femme libre n'a pas à se marier avec un homme juste parce qu'il est tombé amoureux d'elle. L'égalité des chances signifie seulement qu'il n'y a pas d'obstacles arbitraires mis dans la route de quelqu'un, et qu'il ne soit pas forcé à faire quelque chose qu'il ne veut pas faire. Par exemple, les mariages arrangés sont communs dans certaines cultures et sont parfaitement acceptables dans une société libre du moment que les deux partenaires y consentent. Mais les gens ne peuvent pas être *forcés* de se marier avec leurs femmes, même si leurs parents le demandent. Dans une société libre, quelqu'un d'assez vieux pour se marier est considéré assez vieux pour choisir pour lui-même. Comme dans tout autre contrat, un mariage est vide si chaque partenaire y a été forcé.

Bien que les gens ne doivent faire face à aucune barrière sociale dans leurs choix de vie, il y a bien sûr des inégalités naturelles. Quelqu'un né sourd n'est pas susceptible de devenir un compositeur ou un chef d'orchestre (bien qu'à la fin de sa vie, Beethoven ait réussi à le faire). Une personne sans membres ne peut pas aspirer à escalader des montagnes. Et les enfants ont des départs différents dans la vie en fonction de leurs circonstances familiales : les parents d'un élève peuvent lui acheter des livres et l'aider dans leur travail scolaire, alors que les parents d'un autre peuvent les négliger.

Certaines personnes en Occident soutiennent que même si les enfants ont des départs différents dans la vie, les écoles devraient chercher à s'assurer qu'ils atteignent la même position au moment où ils atteindront l'âge adulte et entreront dans le marché du travail. En conséquence, les écoles mettent des ressources conséquentes sur les cours de rattrapage, et « nivèlent vers le bas » les enfants les plus brillants plutôt que de les étirer vers leur plein potentiel. Mais en réalité, on ne peut pas compenser les différences naturelles – et la seule manière de compenser les différences sociales serait une perspective cauchemardesque où l'État prendrait les enfants de leurs parents à leur naissance et chercherait à les éduquer de manière identique.

Question : les gens pauvres ne sont pas libres d'acheter des limousines, si ?

Si, ils le sont. Dans une société libre, tout le monde est *libre* d'acheter des biens de luxe, même si seule une minorité peut se les *fournir*. C'est une question de pouvoir, pas de liberté ; les gens les plus pauvres manquent de *pouvoir d'achat* pour acheter une grosse voiture ; mais aucune personne ou autorité ne les en empêche. Tout le monde peut aspirer à détenir des biens de luxe, en travaillant dur pour gagner de l'argent, en épargnant ou même en empruntant.

Souvenez-vous aussi que même les familles les plus pauvres dans les sociétés les plus riches et les plus libres du monde bénéficient maintenant de choses comme le chauffage domestique, l'éclairage, l'énergie et l'eau courante qui étaient des biens de luxe il y a seulement quelques décennies. Dans les sociétés non-libres, au contraire, les gens ne peuvent même pas aspirer à des choses comme une plus grande maison ou un terrain agricole fertile à moins que les autorités leur octroient ces choses.

La discrimination positive

Certains pays ont tenté de compenser les différences naturelles, et de briser les préjugés avec des programmes de discrimination positive. Cela peut impliquer simplement d'atteindre les minorités qui ne peuvent pas imaginer que certaines opportunités sont à leur portée – des enfants brillants mais pauvres, par exemple, qui ne pourraient jamais penser candidater à une université de renom – et les encourager à essayer. Une telle sensibilisation et un tel encouragement sont irréprochables, puisqu'ils augmentent simplement les options disponibles pour ces groupes.

Mais la discrimination positive peut également prendre la forme de donner la préférence aux groupes minoritaires – par exemple en imposant des quotas sur les écoles et les employeurs afin de les forcer à prendre une plus large proportion de candidats issus de la minorité. Jusqu'à un certain point, cela peut fonctionner : la discrimination positive aux États-Unis depuis les années 1960 a sans doute permis aux noirs de montrer leurs capacités dans les écoles et le marché du travail, et les a ainsi aidés à briser le préjugé des blancs contre eux. Mais la discrimination positive n'est pas compatible avec une société libre. Bien que cela puisse les aider à briser les préjugés et donc à promouvoir la liberté, cela favorise les groupes particuliers au lieu de les traiter également.

Certains peuvent soutenir les préférences et les quotas afin de se rattraper de la discrimination négative passée contre les minorités. Mais le passé n'appartient qu'au passé : discriminer positivement en faveur de certaines personnes ne rectifie pas aujourd'hui l'injustice et les préjudices faits hier à d'autres personnes issues de la même minorité. Et une telle politique peut bien être vue comme une injustice par la majorité, qui doit parfois atteindre des critères plus élevés pour être acceptée dans la même école ou accéder aux mêmes opportunités de carrière. La minorité peut être vue comme une nouvelle classe privilégiée, et il peut y avoir une réaction de ressentiment ou même de violence contre cette politique et les minorités qui en bénéficient.

La discrimination négative

Mais bien sûr, la discrimination n'est pas toujours conçue pour aider les minorités. Bien plus souvent, la discrimination est une affaire de la majorité qui se vote pour elle-même des droits, des privilèges et des préférences qui ne sont pas disponibles pour les groupes de la minorité. La Malaisie et l'Afrique du Sud sont deux exemples évidents, mais le monde regorge de cas où la loi discrimine les populations minoritaires seulement sur la base de leur race, religion, langue, de leurs préférences sexuelles ou de leurs conceptions politiques.

Encore une fois, une telle discrimination n'a pas lieu d'être dans une société libre : dans une société libre, les gens sont égaux devant le droit et aucun groupe ne peut se voter des privilèges spéciaux. Trop souvent, cette sorte de discrimination a dérivé pour devenir une persécution pure et simple des populations minoritaires. Dépouillée des droits dont jouissent la majorité, la minorité n'a aucune manière de s'améliorer par elle-même. Les personnes issues de la minorité peuvent être vues comme une sous-classe, voire même comme des sous-hommes. Et quand leur humanité est dépouillée, il n'y a aucune limite à l'indignité et au mauvais traitement dont elles peuvent souffrir.

L'égalité de résultat

Quand la plupart des gens parlent d'égalité, ils ne veulent pas dire le droit au traitement égal sous des principes d'égalité morale, d'égalité devant le droit, d'égalité politique et d'égalité des chances. Ils veulent dire l'égalité dans les *récompenses matérielles* comme la richesse, les revenus et les niveaux de vie. Et beaucoup défendent une certaine forme de *redistribution* du riche vers le pauvre afin d'égaliser ces récompenses.

Les statistiques d'inégalité des revenus

Les gens qui défendent l'égalité de résultat citent souvent une statistique appelée le *coefficient de Gini*, nommé d'après le statisticien et sociologue italien Corrado Gini. C'est un indice de l'inégalité dans les mesures comme le revenu. Un coefficient Gini de 0 signifie qu'il y a une égalité totale, un coefficient de 1 signifie une inégalité totale (comme si une seule personne détient tous les revenus).

Des institutions variées comme la Banque mondiale et la Central Intelligence Agency (CIA) des États-Unis tentent de mesurer le coefficient Gini de différents pays en les classant en termes de leur inégalité. De tels classements suggèrent que la plupart des pays avancés ont des coefficients allant de 0,25 à environ 0,5 – signifiant un niveau élevé d'égalité. La plus

grande inégalité est exposée dans les pays africains, avec l'Afrique du Sud en tête avec un coefficient d'environ 0,7.

Nous devrions rester sceptiques sur de tels calculs, et même davantage sur la suggestion que les revenus dans les pays à haut coefficient devraient être égalisés par la force. Premièrement, peu de pays ont des données fiables sur les revenus, rendant le coefficient Gini une mesure également peu fiable (ce qui pourrait expliquer pourquoi les différentes institutions qui le calculent arrivent à des chiffres différents). Deuxièmement, de grandes différences de revenus peuvent refléter des tendances sociales qui sont en fait positives. Elles peuvent indiquer une croissance rapide dans les nouvelles technologies, ou l'augmentation de la prospérité dans les villes, qui n'a pas encore atteint la campagne. Cela ne ferait aucun sens d'étouffer cette augmentation de la prospérité en réduisant les revenus des travailleurs des technologies de l'information de la ville pour augmenter ceux des agriculteurs en subsistance. Nous devons plutôt rendre possible pour les plus pauvres de partager cette prospérité en supprimant les frontières (comme les restrictions à la liberté de circulation) qui les empêchent actuellement de le faire.

Un autre problème avec les statistiques est qu'elles comparent des revenus « bruts », ignorant les impôts que les gens paient et les prestations sociales (aide sociale, pensions, système de santé gratuit et ainsi de suite) qu'ils reçoivent. Pour prendre une mesure légèrement différente de ce phénomène avec le Royaume-Uni, les revenus bruts des 10 % les plus riches des salariés sont environ 30 fois supérieurs à ceux des 10 % les moins riches, ce qui semble une importante inégalité. Pourtant une fois que les gens ont payé leurs impôts et ont reçu les prestations sociales, le multiple est un bien plus modeste 6. Les gens citent encore le premier chiffre afin de justifier une nouvelle redistribution, mais c'est un usage frauduleux des statistiques.

Égalité de revenus ou de richesse ?

L'idée que les gens devraient bénéficier de récompenses égales à leur participation à la société est appelée *égalitarisme*. Mais cela peut être difficile de cerner la signification exacte de ce terme, en partie à cause de ses propres contradictions.

Les égalitaristes peuvent être vagues quant à savoir s'ils veulent l'égalité des revenus – ou de la richesse. S'ils veulent que les revenus soient égaux, ils devraient accepter que de grandes différences de richesse se produisent presque toujours sans discussion. Une personne peut épargner et investir le revenu à bon escient et accumuler du capital et de la richesse, alors que d'autres bénéficiant du même revenu pourraient le dilapider ou le dépenser pour une satisfaction instantanée. Leur richesse serait bientôt très différente.

De la même façon, si tous les emplois donnaient un salaire égal, il y aurait trop de demande pour des emplois faciles et agréables et une pénurie massive de gens prêts à

accepter des emplois difficiles et désagréables. Pourquoi s'embêterait-on à travailler dur si les employés sont récompensés identiquement que leurs collègues paresseux ?

Il y a aussi davantage dans un emploi que le simple revenu matériel. Il y a ce que les économistes appellent le *revenu psychologique* – avoir des collègues agréables, par exemple, ou travailler dans une région sympathique d'un pays ou dans un quartier pratique et bien aménagé d'une ville. Ces qualités peuvent être considérées comme une bonne affaire pour ceux qui en bénéficient, mais ce ne sont pas des choses qui peuvent être égalisées.

Si, d'un autre côté, les égalitaristes veulent dire que la *richesse* devrait être égalisée, il pourrait toujours y avoir de grandes différences dans les revenus, en fonction des compétences et des talents des gens et de la demande des employeurs pour eux. Et si certaines personnes épargnent et accumulent de la richesse, pendant que d'autres dépensent et la réduisent, leur fortune sera bientôt très différente. Quoi faire, alors ? Wilfred Pickles, le présentateur d'une émission radio britannique de quiz, populaire pendant les années 1950, *Have a Go*, commencerait en demandant aux candidats de parler d'eux-mêmes et de leurs ambitions. Quelqu'un avait d'ailleurs répondu : « Mon ambition est d'obtenir tout l'argent dans le monde et de le diviser également entre tout le monde. » Il y a eu des applaudissements bruyants à ce sentiment charitable. Malheureusement le candidat a gâché l'effet en ajoutant : « Et quand j'aurai dépensé ma part nous le ferons encore. » Dans un monde changeant, il serait difficile de garder la richesse égale.

Les résultats égaux, que ce soit en matière de revenus ou de richesse, sont donc à la fois contre-nature et instables. Les égaliser et les conserver égaux requerrait une violation massive de la liberté et de la propriété, Cela impliquerait de prendre la richesse par la force à certaines personnes et de la donner à d'autres – et de le faire encore et encore afin de garder les choses à peu près égales partout.

Une certaine richesse est impossible à disperser et à redistribuer : une usine complexe, en bon fonctionnement, qui produit de la richesse, peut être démantelée en ses composants, comme les briques et les pièces de machine, mais ne produit alors rien. Elle ne pourrait pas non plus être vendue afin de redistribuer l'argent – dans un monde de richesse égale, aucun individu n'aurait les ressources pour l'acheter.

De telles politiques de redistribution seraient coercitives et également inefficaces. Elles nieraient aux personnes les fruits de leur propre travail et éroderaient toutes les incitations à travailler et à épargner. Elles détruiraient la richesse plutôt que la redistribuer. Et elles requerraient un pouvoir politique colossal pour les appliquer – un pouvoir qui est incompatible avec une société libre.

La mécanique de la redistribution

Un autre problème est de décider exactement qui devrait faire partie du processus de redistribution. Habituellement, les égalitaristes dans les pays riches confinent leurs propositions aux résidents de leur propre pays, ou au maximum à un groupe de pays similaires. C'est parce que partager le revenu ou la richesse également avec le reste du monde signifierait (même si c'était faisable) une énorme baisse des niveaux de vie pour les gens des pays riches. Ce n'est pas une politique qui est susceptible d'être acceptée pacifiquement.

Les égalitaristes dans les pays pauvres, au contraire, ont généralement une vision du monde de l'égalité : ils raisonnent en disant que partager la richesse des pays riches ferait une différence énorme pour les populations appauvries. Mais c'est un rêve impossible, puisque les pays les plus riches ne seraient jamais d'accord.

Une telle redistribution ne garantirait pas non plus une richesse durable pour le pauvre. La richesse n'est pas un « jeu à sommes nulles ». Il n'y a un gâteau fixe de richesse de telle façon qu'une personne ne peut devenir plus riche que si quelqu'un d'autre est rendu plus pauvre. La richesse est au contraire *créée* à travers l'innovation, l'entreprise, l'échange et la constitution de capital. La destruction du capital productif de ses propriétaires ne fait rien pour aider ceux qui n'en ont pas. Une bien meilleure politique serait de s'attaquer aux incitations, comme la guerre ou le vol, qui découragent les gens dans les plus pauvres nations d'accumuler leur propre capital.

Ces questions quant à ce qui doit être redistribué, de qui et à qui, montrent clairement qu'il ne peut jamais y avoir d'accord quant à ce à quoi devrait ressembler une politique de redistribution. Pourtant, pour faire fonctionner la redistribution, il doit y avoir un plan défini auquel tout le monde se conforme. En l'absence d'accord, la seule manière de la réaliser est par la force.

La soumission forcée à l'égalité matérielle tuerait complètement l'action de ceux qui luttent pour un monde meilleur. Puisqu'aucun bénéfice matériel issu de l'innovation, de l'entreprise ou du travail ne pourrait être accaparé, pourquoi quiconque devrait s'efforcer de créer de la richesse ? Il y a même une perte encore plus profonde pour l'humanité que cela. L'entreprise est créative : les gens qui s'efforcent de produire de meilleurs biens et services atteignent de nouveaux produits, processus et technologies qui améliorent la vie de tous. En étouffant cette entreprise et cette créativité, l'égalitarisme ferme la perspective de l'amélioration continue des vies matérielles du monde entier.

L'égalité et la justice

Deux significations de la justice

De nombreuses personnes qui favorisent la redistribution de la richesse et des revenus soutiennent qu'il est « injuste » que certaines personnes soient plus riches que d'autres – et que quelques-uns peuvent être bien plus riches que les plus pauvres. Cette « injustice sociale » est aggravée par le fait que la richesse des gens ne reflète pas nécessairement leur « valeur pour la société ».

Cependant, cet argument détourne le mot de « justice » – que nous l'acceptons tous est appréciable, désirable et lié à notre nature d'êtres humains – et lui donne une signification complètement différente, celle de l'égalité et de l'équité.

La signification originelle de la justice concerne le comportement que nous attendons de l'autre. Si quelqu'un rompt un contrat ou vole, nous disons qu'il a agi injustement, parce qu'un tel comportement serait interdit selon le principe de non-agression et selon nos règles légales et morales. En d'autres termes, cette signification de la justice, appelée la *justice commutative*, concerne la manière dont les êtres humains se comportent. Elle s'applique seulement où les gens agissent délibérément. Si quelqu'un contracte la grippe ou souffre d'une invalidité physique, c'est un malheur, mais ce n'est pas injuste, car personne n'a agi injustement.

La seconde utilisation du mot « justice », parfois appelée *justice distributive*, ne concerne pas la conduite entre les individus, mais la distribution des choses entre eux. Pourtant dans une société libre, la distribution de la richesse ou des revenus qui émerge est simplement le *résultat* de l'activité économique volontaire où chacun suit les règles morales et légales. Cela ne peut être « injuste » car personne n'a agi injustement. Personne ne visait ce résultat particulier ; c'est juste une réalité de la vie.¹⁷

« La valeur pour la société »

L'utilisation du terme de « justice sociale » fait l'erreur de considérer que la société est une sorte de personne qui décide du modèle de richesse et de revenus. Mais la « société » n'a aucune volonté propre : seuls les individus peuvent prendre des décisions et agir sur elles. Et les individus sont en fort désaccord sur les questions de politique sociale et économique. Une raison pour laquelle l'idée de « justice sociale » appelle les réserves de beaucoup de gens est que c'est extrêmement vague quant au résultat exact qui devrait en résulter, et qu'elle dissimule les désaccords.

Quand nous essayons d'étoffer ce à quoi devrait ressembler une distribution « socialement juste » des salaires, l'impossibilité d'atteindre un accord devient évidente. La plupart des gens sont d'accord pour dire que *l'égalité totale des revenus* n'est pas un bon

¹⁷ Cela et les arguments suivants sont bien expliqués dans F. A. Hayek, « Le Mirage de la justice sociale », Tome 2 dans *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 2007 [1978].

objectif, parce que les individus auraient alors les mêmes salaires sans égards pour le niveau de paresse ou d'obstruction qu'ils ont choisi d'exercer. Simplement, la récompense doit prendre en compte l'effort ou la réalisation. Une conception commune est donc qu'au lieu d'une égalité totale, les salaires devraient être alloués en fonction de la « valeur pour la société » des individus.

Mais alors qui doit décider de la « valeur pour la société » d'une personne ? La société n'est pas une personne, et n'a pas ses propres valeurs. Les gens ne peuvent pas attribuer de la « valeur » à quelque chose qui n'a pas ses propres valeurs. Seuls les *individus* ont des valeurs, et ces valeurs sont largement différentes et rentrent en effet souvent en conflit. Un groupe de gens peuvent évaluer la performance d'un boxeur, alors que d'autres peuvent apprécier celle d'un joueur de violon : il est impossible de dire qui apporte la plus grande « valeur pour la société » parce que le plaisir de différentes personnes ne peut pas être comparé. Comment pouvons-nous même décider de la « valeur pour la société » d'une infirmière, d'un boucher, d'un mineur, d'un juge, d'un plongeur en haute mer, d'un inspecteur fiscal, de l'inventeur d'un médicament qui sauve des vies ou d'un professeur de mathématiques ?

La distribution sur le mérite

Une autre suggestion des égalitaristes est que les salaires devraient être distribués sur le « mérite ». Mais encore, il n'y a aucune manière dépassionnée de décider du « mérite » relatif de différentes personnes et comment il devrait être récompensé. Des gens différents peuvent avoir des idées très différentes sur l'évaluation des qualités individuelles.

Même dans ce cas, il y a des questions pratiques pour décider combien de mérite est impliqué. Le « mérite » de quelqu'un qui investit des années de labeur mais échoue devrait-il être récompensé, alors qu'on devrait pénaliser quelqu'un qui apporte de la valeur à des millions de personnes parce que c'était le résultat d'un accident chanceux ? Nous ne voulons pas encourager le travail infructueux : le progrès économique est d'augmenter la valeur de ce que nous produisons et de réduire le sacrifice engagé. Récompenser les gens pour le sacrifice personnel encouragerait simplement le sacrifice, pas les services aux autres. Aucune économie ne peut être conduite sur un tel principe.

Les récompenses du *marché* ne reflètent pas les mérites moraux et personnels des producteurs, ni le temps et l'effort qu'ils dépensent pour apporter leurs biens et services dans le marché. Il importe peu que leurs produits aient requis des années de labeur et d'investissement ou qu'ils aient été le résultat d'un accident chanceux. Mais les récompenses du marché reflètent le plaisir et la valeur que les gens apportent aux autres. Les clients payent les producteurs pour les biens et services qu'ils produisent parce qu'ils valorisent ces

produits. Et dans ce sens très réel, les récompenses du marché dépendent de la valeur que les gens apportent aux autres membres de la société. Elles reflètent aussi la rareté et le talent des producteurs, le nombre de clients qui veulent le service et l'urgence ou l'importance que les acheteurs attachent à l'avoir.

La distribution selon le besoin

Une autre suggestion égalitariste est que les ressources devraient être distribuées en fonction du « besoin ». Mais encore, qui peut décider quel est ce « besoin » ? Il n'y a pas de ligne évidente qui séparent les nécessiteux des personnes non-nécessiteuses. Les circonstances des gens sont très variées : ils ont des richesses et des revenus différents, mais cela peut fluctuer grandement. Ils vivent également dans des endroits plus beaux ou plus désagréables, ont des capacités mentales ou physiques différentes, et travaillent avec des gens différents dans des emplois différents. Il est impossible de mettre des chiffres sur les bénéfices non-financiers comme avoir un emploi agréable avec des collègues de travail agréables.

Que les gens soient « nécessiteux » ou non, donc, est une question de jugement, et différentes personnes l'évalueraient différemment. La redistribution sur la base du besoin ne serait seulement réalisable que si le pouvoir était accordé à une certaine autorité politique pour décider le « besoin » et agir sur lui. Mais les gens dans une société libre ne pourraient jamais être d'accord pour donner un tel pouvoir à une quelconque autorité. Ce serait un pouvoir complet sur leur vie. Ils ne seraient plus des gens libres. Ils seraient les esclaves de cette autorité.

L'existence du besoin ne crée pas non plus d'*obligation* sur les autres. Une personne avec une insuffisance rénale peut avoir besoin d'un nouveau rein. Mais cela n'oblige personne à donner de son propre chef. Des parents proches peuvent ressentir un devoir moral et familial de donner, et même des étrangers peuvent être mus par la compassion. Mais cela reste leur choix. Nous pouvons encourager et applaudir de telles actions, mais une société libre ne peut pas *contraindre* les individus à faire des sacrifices afin d'aider les autres.

Une économie libre distribue les choses, non par contrainte, mais à travers les valeurs que les consommateurs mettent sur les biens et services différents qu'une économie de marché produit. Si les gens préfèrent le poisson organique au poisson d'élevage, par exemple, ou les chaussures aux sandales, alors c'est ce qui doit être produit. Et elle distribue les ressources également par les valeurs que les gens expriment dans leurs cadeaux philanthropes aux autres. De telles décisions sont laissées aux individus : l'idée que seul l'État peut savoir quelles causes méritent le soutien est rejetée sans une société libre.

Les autres ravages de l'égalitarisme

Un résultat dommageable de la focalisation égalitariste sur la « justice sociale » est qu'elle éclipse l'idée et la réalité de la justice commutative véritable. Les principes fondamentaux qui font une société libre – tels que l'égalité devant le droit – sont traités et dévalorisés par ce nouveau terme. Avec la redistribution, il ne peut y avoir aucune égalité de traitement : au lieu de traiter les gens de la même façon, nous aurions à prendre des montants différents auprès de chaque contributeur et à donner des montants différents à chaque bénéficiaire.

Les désirs matériels persistent

Alors que la justice réelle existe pour régler les conflits, la « justice sociale » les crée. Dès que l'État essaie de redistribuer les revenus sur la base du mérite, du besoin, ou de la valeur pour la société, il se trouve être l'objet de pressions par de nombreux groupes différents, revendiquant tous que leurs salaires soient augmentés. Puisqu'il n'y a pas de réelle manière de décider entre eux, ce conflit politique demandera des décisions arbitraires. La puissance brute décide en dernier ressort des choses, ce qui est incompatible avec une société libre.

Et les individus essaieront de trouver des moyens de contourner le système afin de bénéficier à eux-mêmes et à leurs familles. C'était certainement l'expérience dans l'Union soviétique, où la majorité de la population était probablement engagée dans une certaine forme d'activité illicite pour améliorer son niveau de vie. L'égalité matérielle forcée transforme tout simplement un peuple respectueux de la loi en une nation de criminels.

Le rôle des riches

Les inégalités de revenus et de richesse ont aussi des fonctions positives. Le désir des gens de gagner davantage et peut-être de devenir riche est une incitation puissante. Cela les stimule à chercher de meilleurs emplois, d'inventer, de produire et de distribuer de meilleurs produits qui améliorent la vie des autres gens. Les gens riches ont un rôle important comme pilotes d'essai de ces nouveaux produits.

La plupart des nouveaux produits viennent sur le marché comme des biens de luxe – sans avoir établi un marché de masse, ils sont produits en petites quantités, à coût élevé. Puis ils sont achetés et essayés par les personnes riches. Les retours de ces personnes permettent aux producteurs d'établir le niveau de demande pour les produits et où et comment ils nécessitent une amélioration. Cela leur permet d'abandonner les produits défectueux avant de s'engager dans une production à grande série, et d'améliorer la qualité des produits qui viennent sur le marché de masse. De cette manière, l'expérience des clients riches pionniers bénéficie à tous.

Les gens avec de la richesse et des revenus élevés ont d'autres rôles sociaux importants. Ils ont les ressources pour expérimenter la fourniture de nouveaux produits et services, qui étendent le choix et nourrissent le processus d'amélioration. Ils peuvent sponsoriser les arts, l'éducation et les projets de recherche qu'ils considèrent négligés par l'État. Et ils ont la capacité financière de mettre au défi une autorité oppressive pour propager de nouvelles idées politiques que les fonctionnaires de l'État peuvent voir comme profondément menaçantes. Ce sont toutes d'importantes considérations si nous voulons préserver une société libre.

La destruction du capital

Tout le monde n'est pas également bon pour la gestion des ressources productives. Ceux qui font une carrière comme entrepreneurs doivent l'être : s'ils veulent faire un profit de leurs projets, ils doivent savoir comment gérer les risques et apporter des ressources productives afin de produire des biens meilleurs et moins chers. Mais la redistribution prendrait des ressources des mains de ces praticiens compétents, et les répandrait autour d'eux. Cela signifie une perte de capital et de création de capital. Mais le capital est ce qui rend une économie productive ; avec moins de capital créé, et plus de ressources simplement consommées, la prospérité de long terme de la société doit inévitablement décliner.

L'inégalité conduit également l'amélioration économique. Les gains élevés réalisés par les producteurs prospères agissent comme un aimant, tirant des personnes et des ressources vers la plus grande valeur qui puisse être gagnée, et les extirpant des utilisations moins productives et précieuses. En conséquence, les gens et les ressources sont attirés vers où ils ajouteront le plus aux revenus futurs. C'est un processus continu, dynamique et en croissance. L'inégalité que tellement de gens ressentent est finalement la même attraction qui dirige les gens et les ressources vers les utilisations les plus productives, augmentant la prospérité partout. Si nous redistribuons les revenus en poursuivant l'égalité, nous bloquons cette force attractive, et nous perdons la valeur, la production et la croissance futures que cela aurait pu générer. Avec autant de gens pauvres dépendant d'une économie en croissance, ce sont eux qui souffriraient le plus. Comment pouvons-nous appeler cela de la « justice sociale » ?

L'imposition et l'aide sociale

L'égalité totale de richesse ou de revenus peut être un objectif impossible, mais de nombreux États ont néanmoins essayé de s'en approcher, avec des impôts progressifs qui mettent en place des taux plus élevés d'impôt sur les personnes riches. Mais ces impôts peuvent être

hautement dommageables. En réduisant les bénéfices de l'entreprise et de l'effort, ils découragent ces activités utiles et l'emploi et l'amélioration qu'ils créent.

Pire encore, de tels impôts sont souvent levés sur l'épargne et le capital. Les impôts sur l'épargne laissent les gens avec moins d'argent à investir dans des projets d'entreprises qui élèvent la prospérité de la société toute entière. Les impôts sur le capital font que moins de ressources iront à l'accumulation des actifs productifs, réduisant la prospérité future et la communauté entière.

Dans une société libre, le commerce et l'échange sont purement volontaires. Les producteurs ne font de l'argent qu'en créant des produits et des services que les autres gens désirent et sont prêts à payer. Les gens qui deviennent riches ne volent personne. Ils ne sont pas coupables d'une quelconque injustice. Nous ne permettrions pas à un voleur de les voler sur l'idée que cela réduirait l'inégalité matérielle ; donc pourquoi devrions-nous permettre aux États de le faire ?

5. LIBRE ENTREPRISE ET ÉCHANGE

L'économie de marché libre

Le système économique dans une société libre est l'économie de marché libre. Elle fonctionne grâce à l'échange volontaire de biens et de services entre les personnes – parfois directement mais le plus souvent par le moyen de la monnaie. Les individus sont libres de choisir si, comment, quand, où et avec qui ils travaillent, dépensent, investissent, épargnent et commercent. Personne n'est forcé à faire de telles transactions.

Les règles pour encourager la coopération

L'économie de marché n'est pas une jungle anarchique dans laquelle les gens peuvent faire ce qu'ils veulent, sans considération pour les conséquences engagées pour les autres. Le principe de non-agression règne toujours. Et il existe un cadre juridique qui protège l'acquisition, la propriété et l'échange de biens, les droits des personnes sur leur propre travail, et la force exécutoire des contrats. Ces règles ne protègent pas seulement le comportement des individus mais aussi celui des groupes tels que les partenariats, les sociétés et les organismes de bienfaisance. Le rôle de l'État est de maintenir les règles qui protègent la propriété et la liberté des personnes, et de faire respecter leurs contrats.

Ce rôle est cependant limité. Les règles ne doivent pas servir à diriger le commerce mais à le faciliter. Elles sont comme un barbecue qui contient du feu. Et il est important que l'énergie de l'économie de marché ne soit pas étouffée par un excès de règles et de réglementations. Mais les règles fondamentales de propriété, d'échange et de contrat permettent aux gens de coopérer comme ils le souhaitent dans un intérêt mutuel sur une base

de confiance, de fermeté et de sécurité. Cela encourage une coopération économique supérieure et multiplie les nombreux bénéfices qui en découlent.

Les avantages de l'échange volontaire

Il est facile d'imaginer que seuls les vendeurs bénéficient du commerce. Après tout, ils se retrouvent avec plus d'argent grâce à la transaction, alors que l'acheteur se retrouve avec moins. Ce qui conduit certaines personnes à penser que les vendeurs sont cupides et intéressés par leur propre bénéfice et non par celui des autres.

C'est une erreur. Pourquoi, après tout, avons-nous besoin de la monnaie ? À l'époque où la monnaie était composée d'or et d'argent, on pouvait au moins en faire une certaine utilisation comme métal qui pouvait être utilisée dans les bijoux et les ornements. Mais la monnaie de fabrication papier et autres métaux de base ont quelques autres utilisations. La seule chose utile qu'on peut faire de la monnaie est de l'échanger contre des biens ou des services.

En d'autres termes, la monnaie est un *moyen d'échange*. L'acheteur l'échange contre un bien ou un service alors que le vendeur l'échange contre différents biens et services auprès d'un tiers. Ils bénéficient tous les deux de la transaction. Ils n'auraient pas eu d'accord autrement.

Comment le commerce crée de la valeur

Puisque personne ne voudrait échanger une chose pour une autre de valeur inférieure, comment les deux parties pourraient en bénéficier ? La raison est que la valeur, comme la beauté, est dans les yeux de l'observateur. Ce n'est pas qu'une qualité scientifique des objets, comme le poids et la taille. C'est ce que chaque individu pense de cet objet. Les personnes qui vivent dans un pays où il pleut beaucoup mettraient la tasse d'eau à un tout petit prix, tandis que ceux qui vivent dans le désert la considèreraient comme précieuse. Une nouvelle mode de vêtement peut être un accessoire obligatoire pour les adolescents tandis que leurs parents pourraient penser que c'est ridicule.

C'est précisément parce que les êtres humains sont différents dans la façon dont ils apprécient les choses qu'ils peuvent gagner à chaque échange. Un client qui achète un poulet à un commerçant au marché apprécie le poulet plus que l'argent qu'il a échangé pour l'avoir. Mais c'est tout à fait le contraire pour le commerçant qui pour sa part, préfère l'argent au poulet. Lorsque le commerçant utilise cet argent pour acheter autre chose (du pain par exemple), la même chose se produit. Le commerçant apprécie davantage le pain que la demande du boulanger pour l'échange. Ils ont tous les trois gagné et c'est pourquoi ils se soumettent tous volontairement à ces échanges.

En fait, plus la différence de valeur du poulet, de l'argent et du pain, est *grande*, plus ils y gagnent à les échanger. Ils ont tous besoin de se mettre d'accord sur les règles et les conditions par lesquelles ils échangent des biens. Les règles de propriété, d'honnêteté et de contrat forment le cadre de l'économie du marché libre. En dehors de cela, les partenaires de toute affaire sont totalement égoïstes : chacun procède à l'échange pour son propre bénéfice, pas pour le bénéfice de l'autre.

Pourtant, en suivant les règles, chaque bénéfice profite non-intentionnellement aux autres, guidé par « une main invisible », comme Adam Smith le disait. Bien que motivés par l'intérêt personnel, ils coopèrent volontiers avec l'autre.

Par l'intermédiaire de la monnaie, chacun de nous peut maintenant négocier et coopérer, non seulement avec d'autres personnes sur le même marché, mais avec des millions d'autres dans des pays que nous ne visiterons jamais, qui s'expriment dans des langues que nous ne parlerons jamais, et dont nous pouvons même désapprouver les cultures et la politique. Dans des transactions quotidiennes innombrables, tout le monde gagne. Les gens coopèrent. De la valeur est créée. La condition des êtres humains s'améliore. L'humanité prospère.

Les pauvres gagnent plus

Ce système de libre échange est si naturel et bénéfique qu'il s'est propagé partout. Il existe même de manière illicite, ou est toléré, dans des pays qui rejettent les marchés libres pour une question d'idéologie. Beaucoup de pays (dont un certain nombre en Asie) qui accordent à leurs citoyens peu de liberté sur des questions personnelles et sociales, leur permettent néanmoins une liberté économique considérable.

En effet, l'échange et le commerce étaient des facteurs importants dans les premières années du monde islamique et de sa propagation ultérieure. L'ouverture des routes commerciales du monde a créé l'énorme richesse de l'Europe de la Renaissance, ce qui a eu pour conséquence la floraison de l'art, de la culture et de la connaissance. Les Américains ont prospéré grâce à leurs liens commerciaux avec l'Europe, et puis avec la Chine.

Mais ce ne sont pas les riches qui sont le plus préservés par cette marée montante de la prospérité humaine. Là où s'est propagée la liberté économique, c'est le niveau de vie des pauvres qui a le plus augmenté. Comme l'économiste américain, Milton Friedman, l'a dit : l'eau courante domestique était un luxe inimaginable dans la Rome impériale mais le sénateur romain n'en avait pas besoin parce qu'il avait une foule de serviteurs pour l'acheminer jusqu'à lui.¹⁸ Les pauvres de la Rome impériale vivaient dans la misère mais les

¹⁸ Milton Friedman et Rose Friedman, *Free to Choose*, Harcourt Brace Jovanovich, New York, 1980, p.

pauvres de la Rome moderne ont maintenant le luxe de disposer pour acquis de l'eau chaude et de l'eau froide.

Cet effet peut être perçu comme assez frappant avec la récente ouverture au commerce international et la diffusion des principes de marché dans des pays tels que la Chine et l'Inde. En seulement trois décennies, peut-être un milliard de personnes ou plus ont été affranchies de la pauvreté absolue. Des millions d'autres peuvent aspirer maintenant à la classe moyenne et profiter de luxes tels que les téléphones portables, les téléviseurs et les transports en commun ; et même un travail dans des usines ou des bureaux confortables, frais et secs, plutôt que sur le terrain par tous les temps.

Comment devenir riche

Les producteurs doivent servir les clients

Dans une société libre, les clients ont le choix. Ils ne sont pas obligés d'acheter à un producteur en particulier, tel que les monopoles gérés par les États ou leurs amis. Les fournisseurs peuvent s'entendre pour augmenter les prix, mais il est difficile d'afficher une telle conspiration puisque l'un d'entre eux pourrait tricher en baissant les prix afin d'attirer plus de clients. En attendant, d'autres fournisseurs sont libres d'entrer sur le marché et de rivaliser avec les entreprises qui cherchent à maintenir les prix élevés.

Dans une société de marché libre, véritablement concurrentielle, les producteurs n'ont donc pas le pouvoir d'exploiter leurs clients. À moins qu'ils produisent ce que ce que veulent les clients, avec la qualité qu'ils veulent et au prix qui leur semble attractif, les producteurs perdront alors le marché. Les individus ne sont pas retenus prisonniers par le pouvoir des entreprises. Au contraire, les producteurs ne suivent que pour répondre à l'évolution des demandes du public.

Une entreprise peut être grande mais sera toujours confrontée à la concurrence. Une grande entreprise fabrique de nombreux produits et est engagée dans de nombreuses affaires différentes. Elle fait non seulement face à la concurrence potentielle d'autres grandes entreprises, mais elle est également confrontée aux nombreuses petites entreprises qui peuvent rivaliser sur une certaine partie du secteur de marché. Les petites entreprises, avec moins de frais généraux, peuvent être en mesure de produire certains des biens des grandes entreprises, moins chers et de meilleure qualité. Les nouvelles entreprises innovantes peuvent produire de nouveaux produits qui rendent obsolètes un ou plusieurs produits des grandes entreprises.

Ce n'est donc qu'un mythe que le capitalisme conduit à des entreprises de plus en plus grandes, et éventuellement à des monopoles, car les entreprises cherchent à faire des

économies d'échelle. L'échelle a aussi ses coûts : les grandes organisations sont très difficiles à gérer et lentes à s'adapter. Il est très instructif de jeter un œil sur n'importe quel magazine occidental d'il y a cinquante ans, par exemple. Peu d'entreprises qui faisaient de la publicité à cette époque existent encore. Elles ont toutes été dépassées par des concurrents qui ont commencé petit mais qui étaient plus innovants et rentables.

Pas d'emprise sur le pouvoir économique

Donc, il n'y a pas d'emprise intergénérationnelle sur le pouvoir économique par les entreprises, ni par les gens qui les dirigent. Les individus peuvent devenir riches dans une économie libre, mais seulement s'ils continuent à servir le public et à attirer les clients. En effet, « des chemises à manches aux chemises à manches en trois générations » est un phénomène dans les sociétés plus libres : des personnes créent des entreprises et créent de la richesse pour leurs familles, mais le temps que leurs petits enfants aient l'âge pour reprendre l'entreprise, d'autres entreprises auront commencé à les supplanter.

C'est un système beaucoup plus juste que celui où les élites contrôlent l'accès au pouvoir politique et économique et s'assurent qu'eux et leurs familles s'y maintiennent. Dans une économie libre, n'importe qui avec du talent et de la détermination peut aspirer à créer de la richesse à condition qu'il serve les autres. La chance de devenir riche n'est pas limitée à des amis, une famille ou au parti des dirigeants, ni à ceux qui font partie de groupes ethniques ou religieux particuliers. En effet, certaines des personnes les plus prospères dans les sociétés libres sont les immigrants, qui viennent avec différentes expériences et idées et produisent de nouveaux produits ou services que les gens sont prêts à acheter.

Question : La concurrence, le profit et la publicité ne sont-ils pas inutiles ?

Non. Le profit est ce que les gens cherchent pour accomplir, pour rechercher des opportunités et créer les produits et services que d'autres choisissent bien volontiers d'acheter. Le profit indique également que les ressources sont utilisées pour produire des biens ou des services qui ont plus de valeur pour la communauté que les ressources premières elles-mêmes.

La publicité est importante car elle indique aux gens les nouveaux produits et les améliorations des produits existants. La concurrence donne aux gens le choix entre différents produits, poussant les fournisseurs à innover et à fournir une meilleure qualité à moindre coût. Sans concurrence, les consommateurs seraient impuissants. Ils auraient à prendre ce que les fournisseurs monopolistes se refusent à fournir – ou à s'en passer.

Là où un État puissant distribue des faveurs à ses amis, les hommes d'affaires essaient de l'utiliser à leur propre avantage. Ils peuvent demander une réglementation qui réduise le

nombre de concurrents ou même qui donne un monopole total. Bien qu'ils puissent être tentés de justifier cela en disant qu'on va protéger le public contre les marchandises de qualité inférieure, leur véritable motivation est de s'accaparer le marché. Mais ce serait leur donner un pouvoir coercitif qui est incompatible avec une société libre. Les États ne devraient avoir le pouvoir de fausser les marchés et de créer des monopoles, mais leur rôle devrait plutôt être d'étendre la liberté et la concurrence.

L'entrepreneuriat

Le succès dans une société libre n'est pas toujours de travailler dur, bien que cela aide souvent. On doit fournir des biens et des services que d'autres personnes désirent et sont prêtes à acheter. Cela peut impliquer de prendre un risque, de deviner les nouveaux produits que les gens vont exiger et d'organiser une chaîne de production qui peut impliquer de nombreux autres fournisseurs, travailleurs et distributeurs. Relativement peu de gens sont prêt à prendre ces risques et ces responsabilités, mais l'anticipation réussie de la demande et l'organisation des systèmes de production, des réseaux et de l'effort est la réelle contribution de ces entrepreneurs. Ils prennent de gros risques, et si le public achète effectivement leurs produits, ils finissent par être récompensés.

Cela encourage à leur tour la productivité et l'innovation. Cela pousse les gens à créer de meilleurs produits et processus nouveaux dans l'espoir d'atteindre eux aussi la richesse que les entrepreneurs ont acquise. Et cette amélioration et innovation constante bénéficient aux clients et donc profitent à l'ensemble de la société. Les innovations qui économisent de la main d'œuvre ou bien améliorent leur vie élèvent la prospérité et la propagation de richesse d'une meilleure façon que tout régime étatique d'aide sociale.

Les clients bénéficient de biens et de services qu'ils ne pourraient jamais trouver ou produire eux-mêmes. Il faut une bonne dose de recherche et d'expertise pour, par exemple, développer et fournir un médicament efficace. Les individus sont peu susceptibles d'avoir l'expertise biologique et la fabrication chimique nécessaire mais les entreprises spécialisées l'ont. Même les pharmaciens locaux peuvent accumuler des connaissances spécialisées dans l'utilisation, l'efficacité et les effets secondaires de peut-être cinq cent ou plus de médicaments. Les clients peuvent éventuellement acquérir ces connaissances spécialisées – mais sans doute pas s'ils doivent aussi devenir des experts en alimentation, en boissons, en vêtements, en chaussures et dans toutes les autres choses dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne.

Les entrepreneurs peuvent accumuler de la richesse mais ils ne le font pas au détriment des autres. L'argent qu'ils gagnent ne vient que des versements volontaires de leurs clients. Ils s'enrichissent seulement en aidant les autres et non en taxant ou en exploitant les autres. Pour continuer à s'enrichir, ils doivent donc satisfaire le public, comprendre leurs

clients et anticiper leurs besoins. Ils sont donc toujours à la recherche d'une niche de produits vacants afin de la combler. C'est un processus quotidien d'essayer de garder leurs clients satisfaits.

Le profit et la spéculation

La perspective de profit pousse alors les producteurs, petits ou grands, à prendre des risques, à innover, à organiser et à travailler pour servir autrui.

Beaucoup de critiques des économies libres dénigrent l'idée de « profit », mais en réalité nous recherchons tous le profit. Nous sacrifions certaines choses afin de gagner quelque chose que nous apprécions davantage. Par exemple, nous passons du temps et de l'effort au nettoyage afin d'avoir une maison propre et bien rangée. Nous apprécions davantage une maison propre que l'effort qu'il nous a fallu pour en arriver à ce résultat : la différence est notre profit. Ce n'est pas un profit financier, mais à bien des égards, c'est comparable à un entrepreneur achetant des biens et produisant quelque chose qui se vend plus cher que le coût des facteurs de production. Même quand nous nous engageons dans la communauté ou dans des projets philanthropiques – à un conseil d'école par exemple – nous le faisons pour nos propres objectifs, même si ces objectifs sont de vouloir que tous les enfants locaux soient bien formés. Cela également est un profit (non financier) pour nous. Mais ce n'est que le profit *financier* que les critiques semblent remarquer et ne pas aimer. C'est illogique et incohérent.

La même chose est vraie quand la *spéculation* est critiquée. En réalité, la spéculation ne se limite pas aux marchés financiers. Nous sommes tous des spéculateurs. Les agriculteurs sèment des graines dans l'espoir de faire pousser une récolte commercialisable. Nous allons à l'école pour gagner des qualifications dans l'espoir de nous rendre plus employable. Ce sont des opérations de spéculation.

Dans le monde financier, la spéculation est extrêmement importante. Les navires ne partiraient jamais en mer si les compagnies d'assurance et les assureurs n'étaient pas prêts à spéculer et à prendre un risque sur la sécurité de leur voyage. Une grande partie de la production moderne fait appel à des contrats important sur le long terme, tels que des contrats d'approvisionnement ou des contrats pour construire et maintenir une usine. Les producteurs particuliers ne peuvent pas évaluer raisonnablement la totalité des risques. C'est pourquoi ils invitent les autres à acheter des actions de leur entreprise. C'est une autre forme de spéculation. Sur les marchés boursiers, les spéculateurs achètent et vendent dans l'espoir de faire du profit, mais pour ce faire, ils doivent avoir une compréhension experte des entreprises qu'ils négocient ainsi que leurs perspectives d'avenir. Cette expertise apporte des informations utiles sur le marché et contribue à ce que les prix atteignent leur niveau

correctement évalué plus rapidement qu'ils ne le feraient sans spéculation, rendant le marché plus réactif et plus efficace.

Réaliser un profit n'est pas la même chose qu'être gourmand. Les gens recherchent le profit pour leur propre intérêt mais c'est totalement différent de la cupidité. Une certaine mesure de l'intérêt est essentielle si nous cherchons tous à survivre, éviter la maladie et nous nourrir. Tandis que la cupidité est une notion morale qui indique que quelqu'un est trop égoïste, au détriment des autres. Dans une société libre, les producteurs peuvent satisfaire leurs propres intérêts seulement en aidant les autres.

Les affaires et les relations

La vie ne se résume pas à l'entreprise, aussi cruciale soit-elle. Même les hommes d'affaires les plus travailleurs dans une société libre ont une famille et d'autres intérêts comme le sport et les loisirs, ou des groupes et des associations avec des passions communes. Il suffit de regarder des pays capitalistes comme l'Italie, où les relations familiales sont très importantes, pour se rendre compte que la famille et l'économie de marché s'assemblent facilement.

Être en affaire avec quelqu'un ne justifie pas un traitement sans pitié, et ne signifie certainement pas nuire à autrui – cela est exclu par le principe de non-agression. Beaucoup de relations les plus enrichissantes sont en fait des collègues de bureaux dans le monde du travail. Une économie de marché libre favorise les relations sociales. Elle donne aux gens la richesse et du temps à consacrer à d'autres intérêts, tels que les organisations religieuses ou communautaires et des causes philanthropiques.

Le fonctionnement des marchés

Le système de prix des télécommunications

La plupart des marchés fonctionnent par le moyen de la monnaie. Il peut y avoir un échange direct – troc ou échange – mais la monnaie apporte de la facilité. Un vendeur peut échanger un bien ou un service pour de l'argent, puis aller faire du shopping pour chercher le meilleur rapport qualité-prix, avant d'échanger l'argent contre d'autres biens et services. Cela signifie que pour échanger, les barbiers qui ont faim n'ont pas à chercher des boulangers qui ont besoin d'une coupe de cheveux.

Les prix sont le plus souvent exprimés en valeur monétaire. Les prix ne sont pas un étalon de la valeur, parce que la valeur n'existe que dans l'esprit de ceux qui sont impliqués, et des personnes différentes apprécient la même chose différemment. Mais les prix révèlent

quelque chose sur la demande des gens pour les produits et sur leur rareté. Ils reflètent le taux auquel les gens sont prêts à échanger une chose pour une autre.

Comme indicateurs de la rareté, les prix sont difficiles à battre¹⁹. Et ils ne font pas que révéler que la demande est forte. En effet, des prix élevés induisent également les fournisseurs à répondre à cette demande. En voyant les prix élevés, les producteurs entrent dans le marché afin de capter les profits potentiels, en consacrant les ressources comme le travail et le capital à la satisfaction de la demande. De la même façon, des prix bas indiquent que la demande est faible et que les ressources sont mieux utilisées qu'ailleurs.

Ainsi, les prix jouent un rôle essentiel dans une économie libre, aidant à déplacer les ressources à l'endroit où leur nécessité est la plus élevée et en les attirant loin de là où il y a des excédents. Ils aident aussi à éliminer les gaspillages : pour obtenir de meilleurs profits, les fournisseurs doivent trouver les facteurs de production les plus rentables. Cela aide à préserver les ressources et à s'assurer qu'elles sont utilisées de manière la plus productive possible.

Cet effet se propage d'un marché à travers toute l'économie, et même à travers le monde entier. Supposons, par exemple, que l'on découvre une nouvelle utilisation à l'étain. Les fabricants d'étain commencent alors à être plus exigeants. Ils seront prêts à payer plus qu'avant. Les prix élevés incitent les entreprises minières à produire plus d'étain, et les grossistes à en fournir. Mais d'autres utilisateurs d'étain commenceront également à chercher des substituts, plutôt qu'à payer des prix élevés. Ils exigeront plus de ces substituts, et leur prix va augmenter. Cela encourage les gens à produire plus de substituts et induit les utilisateurs à rechercher des substituts pour ces substituts.

De cette manière, les prix transmettent des informations à propos de la pénurie dans tout le système économique. Le Prix Nobel d'économie F. A. Hayek a appelé le « système vaste de télécommunications » du marché, révélant en permanence où existent des excédents et des pénuries et disant aux gens où il est le plus judicieux d'engager leurs efforts et leurs ressources.

Les marchés peuvent ne pas être parfaits

Si vous lisez un manuel d'économie, vous pourriez avoir l'impression que les marchés reposent sur « une concurrence parfaite » entre un grand nombre de fournisseurs qui

¹⁹ Ces points sont bien présentés dans F. A. Hayek, « L'individualisme et l'ordre économique », Université de Chicago Press, Chicago, IL, 1949. Pour un bref résumé voir Eamonn.

vendent des produits identiques à des clients identiques. Ils ne le font pas. Ce ne sont que des abstractions théoriques. En réalité, les marchés fonctionnent – et ne peuvent fonctionner qu'ainsi – parce que les individus et les produits sont *différents*.

Si tout le monde partage les mêmes valeurs, personne n'aurait rien à commercer. Si les deux parties apprécient des produits identiques, il n'y aurait pas lieu de les échanger. L'échange se produit parce que nous sommes en désaccord avec la valeur. Et encore, si chaque fournisseur offre des produits à des prix identiques, il n'y aurait aucune indication pour les clients leur permettant de choisir entre eux. Aucun fournisseur ne pourrait battre la concurrence et gagner des profits élevés.

Mais ce sont des profits plus élevés qui poussent les entrepreneurs à surpasser la concurrence. Ils le font en rendant leurs produits moins chers, comme par exemple en rationalisant la production. Mais plus important, ils le font en produisant leurs propres produits et en particulier mieux que la concurrence. Ils innover et différencient leurs produits. Ils donnent aux consommateurs quelque chose de nouveau et de meilleur que les anciens produits qui sont utilisés. Et ils mettent en évidence les changements dans l'espoir que les acheteurs préfèrent en effet leurs produits à ceux des autres.

Cela rend les marchés libres étonnamment dynamiques et non statiques, gelés ou immobiles comme les courbes d'offre et de demande des manuels scolaires. Les fournisseurs ne cessent d'innover pour produire des produits plus attrayants, et les clients sont constamment à la recherche d'améliorations.

L'impossibilité de la planification centrale

Les tentatives de l'État d'orienter l'économie et de produire les biens que les gens veulent ne peuvent pas correspondre au dynamisme de ce système de marché.

Il y a peu de pressions sur les monopoles d'État pour innover. Les bureaucrates de l'État ne savent pas ce que les membres du public veulent réellement et à quelle valeur. Ils peuvent entreprendre des sondages occasionnels, mais cela est loin de la concurrence constante du marché, dans lequel les choix d'achats des consommateurs donnent aux producteurs des informations, minute par minute, sur la demande.

Pour réussir, les entrepreneurs doivent comprendre leurs clients. Ils ne peuvent pas attendre des années pour obtenir leur opinion sur tout un ensemble de produits, comme font les États lors des élections. Ils ont besoin de rester vigilants à ce que les clients veulent, et sur le coût et la disponibilité des offres et des facteurs de production. Un agent immobilier, par exemple, a besoin de savoir ce qui se passe sur le marché immobilier local – quels acheteurs potentiels sont intéressés par certains types de maisons par exemple – et pas seulement de mois en mois mais de jour en jour et même d'heure en heure. Aucune autorité centrale ne

pourrait recueillir cette information en changement rapide, sans parler d'agir sur cette information avant de la modifier à nouveau.

Certaines personnes pensent que parce qu'une économie libre n'est pas planifiée par le centre, elle doit être hasardeuse et irrationnelle. En fait, les marchés sont très ordonnés. En suivant les règles reconnues de propriété et d'échange, les individus sont en mesure d'échanger, de coopérer et d'anticiper les actions des autres. Les marchés sont aussi plus rationnels. Ils utilisent l'expertise locale et les connaissances de millions de personnes, qui ont tous leurs propres plans et qui s'adaptent aux plans des autres. Il y a beaucoup plus de planification dans une économie libre que dans un contrôle centralisé. Cela se fait à l'échelle des individus plutôt que de l'État.

Question : Les marchés libres ont-ils échoué à protéger l'environnement ?

Non. Les marchés libres n'ont pas échoué. Il n'y a tout simplement pas de marché dans de nombreux biens environnementaux. Les marchés fonctionnent bien quand les choses sont rares et quand les non-payeurs peuvent être exclus, et non quand les choses sont abondantes et que les non-payeurs ne peuvent pas être tenus à l'écart.

Les gens commencent à voir, cependant, qu'il peut aussi y avoir des marchés de biens environnementaux. Plutôt que de laisser les stocks de poissons de mer diminuer par la pêche intensive, par exemple, un certain nombre de pays ont maintenant fixé une limite durable ainsi que l'émission de permis de récolter une partie de ce total. Les permis sont négociables, et un marché émerge rapidement, promouvant l'efficacité tout en conservant des stocks élevés.

Vu que les gens s'enrichissent grâce à l'économie de marché, ils peuvent se permettre de prendre soin de leur environnement. La Chine souffre d'une grave pollution due à ses industries, mais les gens là-bas apprécient la croissance économique plus que le luxe de l'air pur. Comme ils s'enrichissent, comme tous les pays riches avant eux, les critères vont changer et ils seront en mesure de payer des procédés industriels plus propres qui polluent beaucoup moins.

Les entreprises d'État sponsorisées

Peu d'États aujourd'hui pensent qu'ils peuvent posséder et gérer efficacement toute l'activité productrice de leur nation. La plupart des économies du monde sont des pays « mixtes » dans lesquels les États ne possèdent que certaines industries et tentent de diriger et gérer la production des autres grâce à la planification, les réglementations, les subventions, les impôts et des actions détenues par l'État.

Le vingtième siècle a vu de nombreux pays nationaliser des secteurs industriels qui ont été dits d'une certaine importance stratégique, et de nombreux pays continuent à posséder et contrôler ces industries – qui peut inclure : les télécommunications, les transports, les services bancaires, les services publics, les mines et beaucoup d'autres choses.

Malheureusement, la propriété publique de ces industries crée presque toujours un monopole d'État. Ces monopoles sont souvent beaucoup trop grands pour que quiconque puisse les gérer efficacement. Mais ce n'est pas grave si un monopole est public ou privé ; quoi qu'il arrive, il deviendra inévitablement pléthorique et paresseux et fournira un service de piètre qualité à un coût élevé.

L'importance stratégique de ces industries est encore discutable pour justifier la propriété étatique. Les banques de la plupart des pays les plus riches sont privées : en effet, les transformer en monopole d'État ruinerait les banques, les entreprises et les familles qui comptent sur elles. Les sociétés commerciales, opérant en tant que fournisseurs de l'État ou traitant directement avec le consommateur, fournissent la plupart des télécommunications, des transports et des services publics du monde. De nombreux pays ont privatisé leurs entreprises publiques, en reconnaissant que ces importants services peuvent être livrés d'une meilleure façon par des entreprises compétitives qui de ce fait peuvent apporter une expertise en gestion privée et un capital privé.

Les États ont appris, cependant, qu'ils peuvent contrôler des industries sans les posséder. Ils pourraient tout simplement acheter une participation dans une entreprise importante (et théoriquement privée), et utiliser les droits d'actionnaires pour contrôler ce que l'entreprise fait et obtenir une nomination au conseil. Parfois, ils se donnent des « golden shares » qui leur donnent le dernier mot sur les questions clés.

Une pareille ingérence serait rejetée dans une société libre. Il en revient à la propriété de l'État et à l'expropriation, en permettant aux États de prendre des décisions pour l'industrie sans avoir à l'acheter. Les propriétaires – y compris des gens ordinaires qui peuvent investir leurs économies et leurs pensions dans des entreprises de premier ordre – sont effectivement privés de leur propriété. Et les possibilités de corruption sont monnaie courante. Des copains peuvent être récompensés par des positions lucratives au conseil d'administration, les usines peuvent être situées dans des zones défavorisées, et la production peut être utilisée au profit des partisans.

Les États peuvent aussi prendre le contrôle effectif des entreprises privées par la réglementation. Les réglementations peuvent limiter ou dicter la façon dont les entreprises fonctionnent, ce qu'elles produisent, à combien elles peuvent le facturer, où elles peuvent investir et créer des emplois, combien elles doivent payer leurs employés – et bien d'autres. Ce type de contrôle de l'État sur des ressources privées est très fréquent, même dans les pays

qui se disent libres – mais il est tout à fait contraire au principe de la propriété privée qui est un fondement essentiel d'une société véritablement libre.

Le commerce international

Commerce contre perfectionnisme

Les bénéfices qui découlent du libre commerce entre les individus d'un même pays sont également générés lorsque les individus échangent à travers les frontières internationales. Le commerce permet aux pays de se spécialiser dans ce qu'ils font le mieux, et d'envoyer leurs excédents aux pays qui sont les mieux placés pour faire d'autres choses. Une grande partie des fleurs coupées dans le monde proviennent du Kenya, où le sol et les conditions sont réunies dans le climat ; tandis que le Chili, l'Australie et la France sont connus comme les principaux producteurs de vin en raison de leurs conditions terrestres et climatiques ainsi que l'expertise qu'ils ont constitué. L'Inde, avec sa main d'œuvre relativement peu chère mais bien instruite, est devenue un pays important pour les services et la production informatiques. Le commerce international permet aux gens de se spécialiser et de se constituer un capital tel que les outils et l'équipement pour rendre les productions plus rentables.

Et parce que les valeurs des gens de différents pays diffèrent probablement plus profondément que la valeur des gens dans le même pays, les possibilités de gain mutuel par les échanges sont d'autant plus grands. À l'époque médiévale, par exemple, les voyageurs européens payaient des prix énormes pour des produits tels que le thé, qui poussait facilement et abondamment en Inde et en Chine, ou des épices qui étaient peu chères et banales dans le Moyen-Orient. Aujourd'hui, les individus survolent la moitié du monde pour visiter Venise et son architecture ou la culture de la Thaïlande, s'émerveillant des différences fondamentales avec leurs pays d'origine.

Une société libre est ouverte aux produits de tous les pays. Elle reconnaît les bénéfices dynamiques du commerce, et comment le commerce contribue à la propagation de la prospérité. L'alternative est le protectionnisme, par lequel les pays tentent de protéger leurs propres fournisseurs en empêchant les importations en provenance d'autres pays. Cela donne aux fournisseurs nationaux du répit. Mais cela signifie que les consommateurs domestiques sont privés de biens et de services de meilleure qualité et moins chers de l'étranger. Ils payent des prix plus élevés aux producteurs nationaux protégés, ont moins de choix et doivent s'accommoder avec des produits de moins bonne qualité.

Le protectionnisme est un gaspillage

Quand un pays produit quelque chose fait maison qui pourrait être produit de meilleure qualité ou moins chère à l'étranger, il gaspille les ressources (y compris les ressources de l'environnement). Adam Smith a souligné qu'à l'aide de serres, les vignes peuvent être cultivées dans le climat froid et pluvieux de l'Écosse, mais à des charges trente fois supérieures qu'au soleil naturel français. Pourquoi gaspiller des ressources – votre temps, argent et efforts – à essayer de faire quelque chose vous-même quand quelqu'un d'autre peut le faire mieux et moins cher ?²⁰

Sans surprise, les producteurs efficaces en veulent à d'autres pays qui tentent de garder leurs produits au travers d'interdictions, de quotas et de droits de douane. Ils peuvent ainsi exercer des représailles en élevant leurs propres barrières. Ces guerres commerciales ne profitent à personne. Il est préférable – en particulier pour les individus les plus pauvres des deux pays, qui ont le plus à gagner de l'importation moins chère – que tous les obstacles soient supprimés et que les individus soient autorisés à commercer comme ils le souhaitent.

La même chose vaut pour l'immigration. Dans une société libre, l'État ne voudrait pas poser des obstacles sur les individus que se déplacent entre les pays. Les immigrants apportent de l'énergie et de nouvelles idées qui bénéficient au pays où ils se déplacent. Les vagues d'immigration de l'Europe et de l'Amérique du Nord, par exemple, ont créé une énorme prospérité. Abandonner les contrôles mis en place depuis des décennies n'est peut-être pas facile, et peut causer d'énormes problèmes temporaires : mais cela doit rester un objectif ultime pour ceux qui croient en une société libre.

Le libre-échange dans la pratique

Les pays ayant des régimes commerciaux ouverts se développent plus rapidement et deviennent plus prospères que ceux sans. Envisagez les petites villes commerçantes comme Hong Kong et Singapour – aucune ne possède de nombreuses ressources pour l'aider. Dans les années 1960, ils étaient aussi pauvres que de nombreux pays africains et que les Caraïbes qui ont d'énormes ressources. Aujourd'hui, grâce au commerce et à la liberté économique, ils sont de nombreuses fois plus riches.

La propagation du commerce a réduit la pauvreté dans le monde à une grande échelle. Certaines personnes craignent que l'autorisation des importations et des investissements étrangers en particulier, conduise à l'exploitation de la population locale – telle que les « ateliers clandestins » produisant des chaussures et des vêtements. La vérité est que personne ne force personne à travailler dans les usines ; mais la plupart des individus ont une

²⁰ Adam Smith, *La Richesse des nations*, 1776, livre IV, ch. II.

préférence pour un travail dans les usines pour un salaire régulier à un travail épuisant dans les champs, sous un soleil brulant et pour un salaire incertain et inférieur. Dans les pays tels que le Vietnam, où l'investissement étranger s'est implanté, les ouvriers d'usine peuvent maintenant aspirer à posséder des scooters, des téléviseurs et autres produits de luxes auxquels ils n'avaient pas songé auparavant.

Aujourd'hui, presque tous les produits sophistiqués – comme les téléphones et les ordinateurs portables – impliquent des ressources, des compétences et de l'expertise rassemblée du monde entier. Les concepteurs peuvent vivre en Californie, mais la fabrication peut ainsi être gérée par des personnes vivant à Hong Kong et fabriquée par d'autres en Chine. Les métaux et autres matériaux utilisés dans le produit peuvent être extraits d'Asie, d'Australie ou d'Amérique du Sud. Les produits peuvent être transportés par des compagnies maritimes basées en Grèce ou des compagnies aériennes établies aux Pays-Bas. Et les utilisateurs sont, bien sûr, partout dans le monde.

Comme les individus échangent avec ceux d'autres pays, ils viennent à mieux les comprendre, ou du moins à les respecter. Les traders ne peuvent pas s'imaginer eux même supérieurs à ceux d'autres nations ou races. Pour leurs propres bénéfices, ils doivent commercer pacifiquement avec d'autres fournisseurs, collaborateurs ou clients. Le commerce international génère de la compréhension et de la paix qui a ses propres et plus grands avantages. Il n'est pas surprenant que les sociétés les plus libres et les plus ouvertes sont celles qui ont le commerce le plus libre et le plus ouvert.

6. PROPRIÉTÉ ET JUSTICE

Dans le chapitre 4, nous avons vu que la « justice » a un sens très spécifique – comment les individus doivent se comporter à l'égard des autres, plutôt que la façon dont le fruit de leurs actions devraient être réparti entre eux. Mais les règles qui régissent la façon dont les individus se comportent les uns avec les autres sont complexes. Préserver et faire respecter ces règles de bonne conduite nécessite certaines valeurs et institutions sociales – des choses telles que la propriété, l'État de droit et le respect des droits d'autrui.

La propriété privée

Le sens de la propriété

La capacité des individus à accéder à la propriété est fondamentale pour le fonctionnement d'une société libre. La propriété individuelle signifie que vous êtes capables de détenir et de contrôler quelque chose, et que vous avez – fondamentalement – le droit d'exclure les autres de cette propriété. Vous pouvez en profiter, la louer, la vendre, la donner ou même la détruire, mais d'autres individus ne peuvent pas l'utiliser ou le prendre sans votre permission. Votre propriété ne peut pas vous être légitimement retirée.

Les individus peuvent posséder des biens, mais les groupes le peuvent aussi, comme les couples mariés, les partenaires commerciaux et les sociétés commerciales, les gouvernements et les organisations publiques.

La propriété n'est pas toujours quelque chose de physique et d'inamovible comme un morceau de terrain ou un bâtiment. Cela peut être quelque chose de mobile, comme un animal de ferme, un camion ou un vêtement. Cela peut être aussi quelque chose de non

physique. Cela peut être une *propriété intellectuelle* comme une marque ou le droit d'auteur sur quelque chose que vous avez écrit ou enregistré, ou des brevets sur quelque chose que vous avez conçu. Cela peut inclure les actions d'une société, une dette que quelqu'un vous doit, ou vos économies. Il peut s'agir d'un bail d'occupation des terres de quelqu'un d'autre pour un temps donné ou le droit d'une station de radio à utiliser une certaine fréquence. La propriété n'est alors pas nécessairement quelque chose de fixe et de physique.

La propriété peut aussi être *créée*. Un camion ou un vêtement est assemblé à partir de pièces ou de composants afin de fabriquer un nouveau bien. Un animal de ferme est élevé et nourri jusqu'à sa maturité. Les gens écrivent de nouveaux livres, ou développent de nouveaux produits d'épargne. La technologie numérique a permis la création d'un très grand nombre de filières de téléphone portable – une nouvelle forme de propriété.

Et notamment, votre propriété comprend le droit sur votre propre corps et le droit de jouir de votre propre travail. Dans une société libre, vous ne pouvez pas être arrêté et emprisonné sans raison valable. Vous ne pouvez pas légitimement être obligé de travailler pour quelqu'un d'autre. Personne n'est autorisé à voler ce que vous avez créé par vos propres compétences, talents, connaissances ou efforts.

La propriété et le progrès

L'institution de la propriété privée est aussi vieille que l'humanité, bien qu'elle n'ait pas toujours été respectée. Dans la Sparte antique, l'idée de biens personnels a été méprisée. Plus récemment, des pays comme la Russie et la Chine ont expérimenté avec la propriété collective des fermes et des usines. Mais ce n'est qu'avec l'acceptation collective de la propriété privée et sa protection que le commerce moderne a émergé – apportant une énorme augmentation de la richesse entre les nations commerçantes.

Il est facile de voir pourquoi. L'écologiste Garrett Hardin a écrit de « la tragédie des biens communs ».²¹ Quand les gens possèdent une ressource, ils sont beaucoup plus intéressés par sa préservation et son entretien que s'ils ne la possédaient pas. Les terres privées sont bien mieux cultivées que les collectives. Les cages d'escaliers et les paliers communs des blocs d'appartements sont souvent sales et délabrés alors que les appartements individuels peuvent être magnifiquement entretenus. Les gens ne voient pas pourquoi ils devraient passer du temps et des efforts sur quelque chose qui ne leur appartient pas, car d'autres personnes en bénéficieraient alors qu'ils n'ont rien fait.

²¹ Garrett Hardin, "The Tragedy of the Commons", *Science*, 162 (3859), 1968, pp. 1243-8.

La protection de la propriété et le respect de la propriété permettent aux gens de se constituer un capital productif. Les agriculteurs sont le plus susceptibles d'utiliser des semences, de cultiver et de s'acheter des tracteurs s'ils peuvent bénéficier de la récolte qui en résulte. Les entrepreneurs sont plus susceptibles de prendre le risque d'investir dans des usines, des équipements et des réseaux de production s'ils peuvent décider eux-mêmes comment ils vont utiliser le bien et s'ils savent que personne n'a le droit de leur prendre. Si les droits de propriété sont protégés et respectés, les individus vont se constituer un capital, et la productivité va se développer, ce qui contribue à la société toute entière. Mais si la propriété peut être volée et détruite par d'autres, ou que quelqu'un peut prendre les choses qu'elle produit, personne ne sera incité à investir ses compétences, son temps, son argent, ses efforts et son expertise dans la production – et la société toute entière en souffre.

La propriété et les autres droits

Les droits et libertés dont jouissent les individus dans une société libre sont ancrés dans l'institution de la propriété. Sans propriété privée, il n'y a aucun droit et aucune liberté.

Prenez, par exemple, le droit des individus à s'exprimer librement, à s'associer avec d'autres, et à prendre part au processus politique. S'il n'y avait pas de propriété privée – par exemple, si l'État contrôle toutes les ressources – comment les candidats pourraient mettre en place une campagne électorale ? Pour communiquer leur message, ils auraient besoin de louer des salles de réunion, d'imprimer et de diffuser des dépliants sur leurs opinions. Mais si l'État possède tous les lieux de réunions, contrôle l'approvisionnement de l'impression et du papier, et dirige les médias audiovisuels, il pourrait effectivement arrêter la campagne de quelqu'un.²² (En effet, si le candidat a critiqué l'État et ses politiques, la chance que cela se produise est très élevée). Pire encore, si les individus n'avaient pas la propriété de leur propre personne, rien ne pourrait empêcher l'État de faire taire ses détracteurs en les arrêtant ou même en les tuant. (C'est choquant, mais ce sont des exemples trop fréquents.)

Sans propriété, il n'y a pas de justice. Si vous n'avez pas de droits sur votre propre corps, votre travail ou vos biens, ils peuvent vous être destitués sans dédommagements. Si vous n'avez aucun droit sur votre corps, vous pouvez être arbitrairement arrêté, emprisonné et tué ; si vous n'avez pas de droit sur votre travail, vous pouvez être esclave ; si vous n'avez aucun droit sur vos biens, vous pouvez être volé. Il n'y aurait pas de protection contre l'injustice.

Les avantages moraux de la propriété

²² Un point bien abordé dans F. A. Hayek, *La Route de la servitude*, Paris, PUF, 2002 [1944].

La propriété et la protection de ces droits donnent aux individus un tampon essentiel contre le pouvoir de l'État et la coercition des autres. Posséder la propriété donne aux individus la possibilité de se protéger, et de faire leurs propres choix, de façonner leurs propres plans, de poursuivre leurs propres ambitions ou d'exprimer leurs propres opinions, sans être soumis à la volonté arbitraire d'autrui, des États ou des individus.

La propriété et les règles du commerce et de l'échange qui se développe autour d'elle permettent également aux individus de coopérer pacifiquement dans un bénéfice mutuel. Elle leur permet de vivre les uns à côté des autres et de partager les ressources naturelles et les fruits de leur travail selon des règles convenues, sans conflits, violence et coercition.

Non seulement la propriété va promouvoir la coopération pacifique ; elle fera de la coopération une *nécessité* pour tous ceux qui veulent améliorer leur propre condition. Les gens ne peuvent pas tous simplement pas prendre ce qu'ils veulent par la force. La propriété ne peut être transférée – vendue, louée, partagée, cédée en location ou abandonnée – qu'avec le consentement du propriétaire. Les sociétés les plus libres ont des mécanismes puissants pour protéger ce droit important, comme les règles sur le paiement des dettes et le fait d'honorer un contrat. Les gens libres considèrent cela comme une façon plus morale de transférer des ressources face à la prise de force ou le vol par la fraude.

Un enjeu dans la société

Ce n'est pas seulement ceux qui possèdent des biens qui en profitent directement. Par la promotion des investissements, de la création de capital du commerce, l'ensemble de la société en profite. Par exemple, les habitants sans leur propre terre sont alimentés grâce à des agriculteurs qui sont incités à entretenir leurs récoltes et à les échanger volontairement avec des clients. Cela est rendu possible grâce à des droits de propriété des agriculteurs sur leurs terres et leurs cultures. Et le résultat est un contraste frappant dans des pays où les droits à la propriété ne sont pas respectés – par exemple, au Zimbabwe de Robert Mugabe, où les individus ont été encouragés à occuper la terre des agriculteurs qui était en leur possession. Comme les agriculteurs (principalement blancs) ont fui, la conséquence n'a pas été une plus grande prospérité, bien au contraire : l'absence de règles claires sur la propriété foncière a eu pour effet une baisse de la production et les citoyens se sont retrouvés désespérément à court de nourriture.

Dans une société libre, la protection des droits de la propriété des individus est donc une tâche importante de l'État. Elle aide les individus à se protéger de la coercition par des criminels et par des élites puissantes ou riches. L'institution de la propriété privée donne à chacun une place dans la société et un intérêt à coopérer pacifiquement.

Les règles de la justice

Trouver la justice

La justice se réfère aux règles par lesquelles les récompenses et les punitions sont distribuées. Elle est basée sur nos sentiments humains ordinaires de ce que les gens méritent en raison de leurs actions. Si une personne porte atteinte délibérément à autrui, par exemple, la plupart des êtres humains considèrent qu'elle doit indemniser la victime et soit punie pour son crime.

Les règles de justice ne sont pas quelque chose que nous pouvons faire par nous-mêmes. Elles font partie de notre nature même. Certaines personnes croient que cette « loi naturelle » nous est donnée par notre Créateur et se révèle à nous par le biais de notre religion. D'autres, comme le Prix Nobel d'économie et le philosophe F. A. Hayek, adoptent une conception évolutionniste, en faisant valoir que les règles de justice ont évolué avec nous car elles nous aident à vivre ensemble dans la paix en tant que créatures sociales. Quoi qu'il en soit, il semble que nous ayons des sentiments naturels de justice qui aident à promouvoir la coopération et le bon fonctionnement de la société humaine. Si nous n'avions pas de tels sentiments et que nous ressentions pas d'injustice – si nous ne prenions aucune mesure lorsque les gens sont volés ou assassinés – nous ne survivrions pas longtemps.

Le législatif et le judiciaire d'une société libre ne peuvent donc pas dicter ce que la justice devrait être. Toutes les règles qu'ils pourraient imaginer ne pourraient probablement pas mieux fonctionner que celles qui font partie de notre nature. Tout ce qu'ils peuvent espérer faire est de *découvrir* ce que sont les règles de la justice.²³

On peut le voir dans le fonctionnement du droit commun ou des systèmes juridiques locaux. Les litiges entre individus – les litiges sur les limites de terrain entre voisins par exemple – sont traduits en justice. Le tribunal doit décider quel est le résultat juste en fonction des circonstances particulières de l'affaire. Une deuxième affaire de litige entre voisins, qui peut sembler similaire à certains égards et pas à d'autres, et le tribunal doit à nouveau tenter de trouver une solution juste. Les juges ne viennent pas à une décision arbitrairement. Ils appliquent des principes éprouvés de longue date à de nouvelles situations. Et grâce à un long processus d'essais de ce genre, il se dégage progressivement une compréhension des conflits de voisinage considérés comme justes ou injustes.

La justice n'est pas la loi, la morale ou l'égalité

²³ Ce point est traité dans F. A. Hayek, « Le Mirage de la justice sociale », Tome 2 dans *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 2007 [1978].

Une caractéristique fondamentale des règles de justice dans une société libre, c'est qu'elles devraient s'appliquer également à tout le monde. Différentes personnes dans des circonstances similaires doivent être traitées de la même façon.

Les lois et la justice ne sont pas toujours la même chose. Par exemple, les lois ne peuvent pas toujours traiter les individus de manière égale. Elles peuvent être créées par des élites pour aider des amis et nuire à des ennemis. Ce sont des lois injustes.

La justice et la morale ne sont pas non plus la même chose. Beaucoup d'individus pourraient considérer des rapports sexuels avant le mariage comme hautement immoraux. Mais cela ne rend pas l'acte injuste. Personne n'est blessé par des actions consensuelles comme celle-ci, et en vertu de la règle de non-agression, il n'est pas juste d'infliger une punition à ceux qui les entreprennent. Encore une fois, les lois qui le font sont injustes. Si la loi peut punir les individus simplement parce que d'autres trouvent leur comportement offensant, il n'y aurait aucune liberté qui nous serait accordée.

L'égalité, de même, est différente de la justice. Le fait que certaines personnes soient riches et d'autres personnes soient pauvres ne rend pas une société injuste. Une société inégale peut être aussi juste qu'une société égale dans son ensemble. À condition que les gens gagnent leur propriété légitimement et sans contrainte, ils agissent de manière tout à fait juste.

Certains détracteurs de la propriété privée disent que la propriété ne peut avoir comme origine que le vol. Ceci n'est pas vrai. La première personne qui pourrait avoir revendiqué une étendue non utilisée et non désirée de nature sauvage ne fait de mal à personne. S'ils ont ensuite bénéficié de l'agriculture ou de la découverte de minerais précieux qui se trouvaient dans le sol, c'est qu'ils avaient bonne fortune : personne n'en est sorti plus mal loti, donc aucune injustice n'a été faite. De même, si un entrepreneur invente un nouveau produit ou procédé, et devient plus riche en le vendant aux acheteurs désireux, personne n'est agressé : au contraire, le monde entier bénéficie de l'innovation.

L'application de la justice

Un objectif clé d'une société libre est de minimiser l'utilisation de la force. Mais la justice doit être appliquée d'une façon ou d'une autre. Si des individus nuisent aux autres, nous nous attendons à ce qu'ils soient punis, disons d'une amende ou d'un emprisonnement. Cela signifie utiliser la force contre un criminel. Si la justice doit prévaloir, un peu de coercition est inévitable.

La société libre résout ce dilemme en donnant le monopole de la coercition aux autorités civiles. Elles seules peuvent employer la force, mais seulement pour l'application de la justice et la protection des citoyens d'ennemis internes et externes. L'utilisation de la force par d'autres individus est interdite.

Si l'État doit avoir le monopole de la force, il doit être strictement limité. Les États sont constitués d'êtres humains, et aucun être humain n'est digne de confiance pour exercer le pouvoir coercitif de manière impartiale. La tentative pour l'utiliser à des fins d'intérêt personnel est trop grande.

Par conséquent, le système de justice d'une société libre intègre des règles strictes qui limitent le pouvoir coercitif des autorités. Par exemple, il doit y avoir des règles strictes sur les pouvoirs des autorités d'investigation et d'arrestation, sur la façon dont les affaires sont jugées, ainsi que sur la façon dont les peines sont infligées. Ces règles de procédure portent uniquement sur la façon dont les décisions se prennent et non comment elles ont été décidées. Ces règles doivent être respectées pour que le processus judiciaire soit considéré comme juste et équitable.

Les menaces à la justice

Ce cadre doit être robuste si les individus ne veulent pas être persécutés injustement par le pouvoir coercitif des autorités. Il peut être aisément défait, même par des individus qui pensent agir dans l'intérêt de la justice. Les juges, par exemple, pensent parfois que leur travail consiste à créer un résultat équitable plutôt qu'à suivre les règles de procédure. Mais cet *activisme judiciaire* met les opinions personnelles des juges au-dessus de la justice. Cela rend également imprévisible le résultat des procédures judiciaires : pour une même infraction, des peines différentes peuvent être attribuées en fonction du juge particulier. Et cela donne une plus grande influence aux personnes de pouvoir sur les résultats judiciaires : s'ils peuvent soudoyer ou intimider des juges, ils peuvent changer les peines des individus. Mais s'il y a des règles de procédure fermes qui doivent être suivies dans tous les cas, alors une telle influence est freinée. Il s'agit d'une protection essentielle pour ceux qui viennent devant les tribunaux.

Une autre approche qui porte atteinte à l'administration de la justice est l'idée de « justice sociale ». La création délibérée d'une répartition plus équitable des richesses et des revenus est en contradiction avec les principes de propriété et de justice. Pour créer une répartition égale, la propriété de certains doit être prise pour la donner à d'autres. Les règles de propriété, qui donnent aux gens le droit de posséder de biens et d'en disposer comme ils le souhaitent, doivent être déchirées. Encore une fois, dès que nous donnons aux autorités un tel pouvoir radical, personne n'est en sécurité. L'entreprise sera aussi contrecarrée : pourquoi quelqu'un devrait-il prendre des risques et déployer des efforts pour acquérir des biens, si les autorités peuvent les confisquer ?

Les règles précises qui devraient s'appliquer à la propriété ne sont, cependant, pas toujours évidentes. Est-ce que le propriétaire de la parcelle de terre que je loue me donne le

droit d'exploiter les minéraux qui se trouvent dans le sol ? Est-ce que cela me permet d'interdire aux gens de survoler en avion ? Puis-je empêcher une usine à proximité de polluer mon air avec leur cheminée ? Ces informations doivent être à déterminer.²⁴ Et dans une société libre, elles sont constamment testées et affinées dans les tribunaux, par des juges impartiaux qui tentent seulement d'identifier ce que les règles de la justice sont en réalité.

Justice naturelle

Dans une société libre, toute l'élaboration et l'application de la loi doit suivre les principes de la justice – principes si profondément enracinés dans notre humanité qu'ils sont appelés *justice naturelle*.

Tout d'abord, la loi doit être *connue, claire et certaine*. Si une loi est tenue secrète, ou ne cesse de changer, les individus ne peuvent pas savoir s'ils l'enfreignent, et ne peuvent donc pas se protéger en cas de poursuites.

Les lois doivent également être *prévisibles*. Les individus devraient être en mesure de réussir là où les lois s'appliquent ou ne s'appliquent pas, et quelles que soient les conséquences si elles sont enfreintes. Même dans les sociétés prétendument libres, les lois sont souvent introduites dans un seul but – pour contrer le terrorisme ou la criminalité organisée – et sont utilisées dans un autre but totalement différent. Les citoyens peuvent se trouver confrontés à des peines sévères pour ce qui sont en fait des infractions mineures.

Deuxièmement, les lois ne peuvent pas avoir un effet *rétroactif*. Elles ne peuvent s'appliquer que pour les actions futures. Sinon, les gens peuvent se retrouver poursuivis pour des actions qui étaient parfaitement légales quand elles ont été exécutées. Encore une fois, les sociétés soi-disant libres échouent à cela. Par exemple, une loi de 2008 au Royaume-Uni interdisant à certains régimes l'évasion fiscale a modifié la législation antérieure de manière à mettre en place un impôt auprès de 3000 personnes qui n'agissaient pas illégalement auparavant.

La troisième règle de justice est que la loi ne peut pas obliger les individus à faire quelque chose d'*irréalisable*, car cela rendrait impossible pour tous les individus d'éviter d'enfreindre la loi. Même les pays supposément libres ont également échoué sur ce critère, en particulier là où les lois sont en conflit : ainsi, la réglementation incendie peut exiger que le propriétaire installe un escalier de secours sur un bâtiment où les lois interdisent une quelconque modification architecturale – donc, quoi qu'il fasse, le propriétaire enfreint la loi. Plus inquiétant encore, les États injustes peuvent utiliser délibérément des lois irréalisables pour persécuter leurs adversaires.

²⁴ Ce point est soulevé par Milton Friedman et Rose Friedman, *Capitalisme et liberté*, Paris, À contre courant, 2010 [1962].

Une autre règle essentielle de la justice naturelle est la *présomption d'innocence*. Personne ne peut être traité comme une personne coupable jusqu'à preuve du contraire, et même si le procès contre eux semble indiscutable. Fondamentalement, cela signifie qu'il appartient aux autorités de *prouver leur culpabilité*, et non à eux de prouver leur innocence. Cela rend plus difficile pour les États de harceler leurs ennemis avec de fausses accusations : tous les faits doivent être prouvés devant un tribunal avant que les individus soient punis.

Un dernier principe clef est que les juges et les tribunaux doivent être *indépendants* des autorités politiques. Il doit y avoir une *séparation des pouvoirs* entre ceux qui font la loi et ceux qui statuent sur elle. Les juges ne doivent pas être de simples agents des politiciens : leurs opinions politiques ne devraient pas modifier la façon dont ils traitent les affaires. Si les juges sont trop proches des politiques, de telle façon qu'ils sont aisément influencés ou intimidés par eux, alors le système judiciaire en vient à servir les intérêts politiques plutôt que la véritable justice. Les sociétés plus libres ont souvent des comités indépendants pour nommer les juges, ou pour les nommer à vie, ce qui réduit l'influence que les politiciens peuvent exercer sur eux.

L'État de droit

Le sens de l'État de droit

Rien ne distingue plus clairement une société libre d'une société non libre que l'État de droit. C'est l'idée que les citoyens doivent être régis par des principes clairs et généraux du droit, plutôt que par le caprice arbitraire des monarques et des politiciens. Les législateurs ne peuvent pas faire simplement ce qu'ils veulent. Leurs lois doivent s'appliquer également à tous, y compris à eux-mêmes.

Le but de l'État de droit est de protéger les individus de l'exercice du pouvoir arbitraire. Si nous donnons aux États le monopole de la force, nous devons nous assurer qu'il sera utilisé uniquement aux fins prévues, de manière prévisible, dans un esprit de responsabilité, dans l'intérêt général de l'ensemble de la société et non de quelques élites.

L'État de droit garantit également que les personnes en situation d'autorité soient confrontées aux mêmes pénalités criminelles pour des méfaits que les autres citoyens. Un nombre surprenant de pays accordent l'immunité à des chefs ou d'anciens chefs de gouvernement en matière de poursuites judiciaires – et un nombre surprenant de ces dirigeants ont échappé à la justice par la suite. Bien qu'il y ait des arguments pour protéger les personnalités politiques – et toute autre personne – de poursuites judiciaires infondées (ou politiquement motivées), il n'y a aucun argument pour accorder à quiconque l'immunité à l'égard d'une vraie justice.

L'État de droit repose donc sur des principes généraux et durables, plutôt que sur les décisions arbitraires et changeantes des dirigeants. Il nous garantit la justice naturelle à travers des règles telles que l'égalité devant la loi, un système judiciaire indépendant, la justice aveugle, l'habeas corpus (ne pas être détenu pendant de longues périodes sans jugement), ne pas être harcelé par les autorités (par exemple ne pas être jugé encore et encore pour la même infraction – ce qu'on appelle la *double incrimination*), la présomption d'innocence (ne pas être considéré comme coupable avant d'être condamné) et la certitude, la stabilité et l'applicabilité des lois. Et il est crucial que les faiseurs de lois soient autant liés à elles que toute autre personne. Une société ne peut pas être libre si certains individus, même s'ils ont une position élevée, ne sont pas responsables de leurs actions.

La protection de l'État de droit

Les pays ont différentes façons d'empêcher l'État de droit d'être érodé par les autorités. Il s'agit notamment des constitutions écrites, une procédure judiciaire fondée sur le droit commun et la jurisprudence, et un engagement fondamental de la justice naturelle.

Les constitutions écrites peuvent donner de la force à l'État de droit. Mais il est beaucoup plus facile d'élaborer une telle constitution lors de la naissance d'un nouveau pays, où les citoyens se réunissent pour la première fois, plutôt que dans un pays mature, où les élites et les intérêts particuliers ont déjà une emprise sur le pouvoir et sont susceptibles d'exploiter une nouvelle constitution à leur profit.

L'État de droit peut également être soutenu par des années de jurisprudence dont les différents cas sont portés devant les tribunaux. Les particuliers peuvent s'opposer aux décisions des législateurs et des fonctionnaires, et de tester leur justice et leur légalité devant les tribunaux. Petit à petit, un corps de précédents marque les limites des pouvoirs publics.

Une troisième façon de renforcer l'État de droit est de promouvoir le débat sur les règles de justice et les principes qui sous-tendent l'harmonie sociale. Si la liberté d'expression prévaut et chacun est libre de discuter de ces idées, il devient beaucoup plus difficile pour les autorités d'utiliser leur compréhension à leur propre avantage.

Une idée clef qui sort des discussions sur l'État de droit est que, si les gens venaient ensemble pour la première fois à décider des principes par lesquels ils veulent être gouvernés, personne ne serait d'accord pour être contraint par des tiers, sauf dans les moyens – comme les peines pour le vol ou la violence – qu'ils verraient tous dans leurs intérêts à long terme. Donc, nous pouvons raisonnablement conclure que toutes les sociétés libres *doivent* être fondées sur des règles générales qui limitent la coercition et empêchent certains groupes de pouvoir exploiter les autres.

L'administration de la justice

Quelles que soient les voies générales qui sont choisies pour garantir l'État de droit, il y a des mesures spécifiques qui aident certainement.

Les juges doivent être personnellement, ainsi que sur le plan politique, indépendants. Sinon, le système judiciaire ne sera pas respecté, et d'énormes injustices se feront au nom de la justice. Dans de nombreux pays, les juges sont sous-payés, irresponsables et mal surveillés : ils décident donc des affaires en fonction des pots-de-vin plutôt que de la loi. Au lieu de cela, les juges doivent être correctement payés et régulièrement examinés afin que cette corruption ne soit ni nécessaire ni tolérée.

Le système de justice doit également être soutenu par une bonne administration judiciaire. Dans de nombreux pays, une affaire peut prendre des mois, voire des années, même pour un petit différend, en raison de l'énorme bureaucratie et du manque de motivation des fonctionnaires à gérer les affaires. Un système juridique fondé sur la jurisprudence a besoin d'un accès rapide aux affaires et jugements antérieurs, pour que les affaires ne soient pas portées inutilement devant les tribunaux simplement parce qu'il n'y a pas de dossiers de précédents passés.

Dans de nombreux pays, la police fait également partie du problème plutôt que de la solution. En raison de leur pouvoir d'arrestation et de détention, les officiers de police peuvent causer de graves injustices aux individus et bénéficier de leur pouvoir grâce à la corruption. Les agents imposant des petites « amendes » pour des infractions mineures à la circulation, réelles ou imaginaires, est symptomatique. Cela fait partie de la culture dominante – mais une fois que le principe de la corruption est accepté, il n'existe pas de règles pour empêcher des choses bien pires. La police doit être correctement formée et suivie, idéalement avec un organisme indépendant habilité à enquêter et à agir sur les plaintes déposées contre eux.

De même, la bureaucratie doit être nommée sur le mérite, plutôt qu'à travers des faveurs politiques. Les bureaucrates doivent être correctement responsables. La prise de décisions à caractère politique ou personnel doit être punie.

Les élections doivent être impartialement exécutées si la justice et l'État de droit veut prévaloir. Il doit y avoir la liberté d'expression afin que les candidats qui critiquent les autorités puissent se lever et faire passer leur point de vue. Il faut également des scrutins secrets et une commission électorale véritablement indépendante afin de s'assurer que les limites des circonscriptions sont établies de manière équitable et que les élections se déroulent honnêtement.

La justice et le progrès économique

L'État de droit est important à la fois économiquement et socialement. Chaque année, la Banque mondiale classe les pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires. Attirer les

entreprises et les investissements de l'étranger, et rendre plus accessible aux individus l'échange domestique, sont bien sûr des facteurs importants pour le développement économique et la prospérité de la population. L'indice se penche sur la transparence du système fiscal et des réglementations, les niveaux de corruption au sein des fonctionnaires, et la facilité avec laquelle les individus peuvent démarrer une entreprise, l'enregistrement des biens, le commerce international, le droit des faillites, et ainsi de suite.

Singapour, qui est très libre sur le plan économique (bien que beaucoup moins libre socialement), était premier dans les classements mondiaux pendant sept ans, suivi par d'autres pays relativement libres tels que Hong Kong, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, le Royaume-Uni et les États-Unis. Vient ensuite la République de Corée, un autre pays économiquement libre mais plutôt socialement restreint. Au bas du classement viennent des pays où la justice et l'État de droit sont notoirement faibles – tels que le Congo, le Venezuela, le Zimbabwe, l'Irak, le Cameroun, la Bolivie et l'Ouzbékistan.

Les menaces à l'État de droit

Dans de nombreux pays, en particulier dans les pays en développement, les différents systèmes de justice prévalent. En plus des lois au niveau de l'État et des systèmes judiciaires, il y a souvent des systèmes juridiques locaux, tribaux ou religieux, ainsi qu'un droit privé ou un droit des contrats entre les individus.

La corruption est plus probable dans les systèmes étatiques. Les systèmes juridiques locaux, religieux et privés ont généralement des racines plus profondes dans la justice naturelle, et donc l'acceptation est plus répandue. Les systèmes étatiques, en revanche, ont souvent été imposés par les puissances coloniales ou d'occupation. Ils peuvent n'avoir jamais été vraiment acceptés, mais leur puissance et leur patronage restent à exploiter pour toute personne corrompue.

Les individus au sein du gouvernement et du système judiciaire étatique ne voient souvent rien de mal à exploiter la puissance de l'État. Les militaires, policiers et fonctionnaires prennent des pots-de-vin. On s'attend presque à ce que les politiciens volent l'État pour en faire bénéficier leur communauté locale, ou eux-mêmes. Mais ce qui est considéré comme mauvais dans la vie personnelle doit être également considéré comme mauvais dans la sphère publique.

Dans les endroits où le voyage et les communications sont difficiles et où les problématiques locales sont les plus urgentes et cruciales, un mélange de systèmes peut faire sens. Mais le but doit être pour tous les systèmes judiciaires d'avoir l'autorité et le consentement des lois locales, la clarté et le principe de lois étatiques, et l'objectivité de l'État de droit.

Les droits de l'homme

Définition des droits de l'homme

De ces réflexions sur la justice émerge l'idée des *droits de l'homme*.²⁵ C'est l'idée que les gens ont des libertés fondamentales qui leur sont accordées en vertu de leur humanité – des droits qui, comme la loi naturelle, favorisent le bon fonctionnement de la société, mais des droits qui sont spécifiquement reconnus comme *universels* (s'appliquant partout et à tout le monde) et *inaliénables* (ils ne peuvent pas être abandonnés ou niés par autrui).

Ces « droits » humains pourraient être appelés *libertés* humaines. Ils comprennent des libertés telles que la propriété privée, l'autodétermination et la propriété de soi, de votre propre corps et de votre travail, la liberté de circuler et de s'installer où vous le voulez, ainsi que la liberté de pratiquer votre propre religion. Leur effet est de limiter l'État quant à comment il peut traiter les gens.

Malheureusement, les « droits humains » sont souvent confondus avec les droits qui sont offerts par l'entremise de la structure politique, ou avec les normes sociales et culturelles. Mais les lois permettant aux travailleurs d'avoir des congés payés, par exemple, ne sont pas des droits de l'homme parce qu'ils ne sont pas *universels*. Elles ne s'appliquent qu'aux travailleurs et seulement dans les pays où de tels luxes sont abordables. Et elles peuvent être *aliénées* – un travailleur peut abandonner le droit aux vacances en échange d'argent, sans perdre sa liberté. De même, les lois sur l'égalité de la rémunération entre hommes et femmes ne sont pas des droits de l'homme parce qu'elles ne sont pas une revendication de la liberté humaine, mais une demande de coercition sur les employeurs.

Les droits pour certains groupes ne sont pas des droits humains non plus. Ils ne s'appliquent pas universellement. Les traitements spéciaux accordés aux peuples indigènes d'Amérique, par exemple, ne sont que des privilèges juridiques : d'autres personnes ne les apprécient pas. Quelque chose ne peut pas être un droit « humain » si cette chose ne se concentre pas sur l'humanité des individus mais sur leur adhésion à un certain groupe spécial.

Les libertés, les droits et les devoirs

Il est important d'être clair sur ces questions. La confusion des droits de l'homme avec des normes sociales et des privilèges juridiques donne une fausse autorité aux derniers et sape l'idée même des premiers. Bien que certaines choses – l'égalité des rémunérations, les congés

²⁵ Pour en savoir plus, voir Nigel Ashford, *Principles for a Free Society*, Jarl Hjalmarson Foundation, Stockholm, 2003.

payés, ou même la reconnaissance spéciale de certains groupes défavorisés – puissent être souhaitables, le fait est que tout ce qui est souhaitable est un droit humain.

Les « droits » humains garantissent notre liberté – ils ne mettent pas de demandes coercitives sur quiconque. La liberté d'expression, par exemple, n'impose aucune obligation ou devoir sur quiconque, sinon l'obligation ou le devoir de la respecter. Personne n'est tenu de vous accorder un article de journal ou une émission de radio afin que votre point de vue soit diffusé, ni de vous aider à faire en sorte que vous puissiez vous exprimer librement, ni même d'écouter ce que vous pourriez dire.

En revanche, la déclaration des droits de l'homme des Nations Unies répertorie le « droit » à une éducation gratuite. Mais l'éducation gratuite n'est pas un droit de l'homme, car cela implique que d'autres personnes soient tenues de payer pour cela. L'éducation a un coût – du temps, de l'effort, des matériaux et de l'argent sont tous dépensés pour fournir une éducation gratuite. Dans une société véritablement libre, personne ne peut avoir le *droit* de profiter d'un enseignement gratuit, parce que ce serait *obliger* certaines personnes à fournir ces ressources. (Bien sûr, beaucoup de gens pourraient tout à fait être disposés à partager ce coût : mais une société libre ne peut pas les *obliger* à le faire)

Trop souvent, les gens parlent de *droits* sans mentionner ou même reconnaître les obligations implicites auprès des autres, la contrainte qui est nécessaire pour les faire respecter, et les dégâts plus importants que peut créer cette contrainte.

Une fois de plus, il n'existe aucun droit à l'aide sociale dans les sociétés libres : qui impliquerait que certaines personnes aient l'obligation d'aider les autres, alors que la seule obligation est de ne leur faire aucun mal. Mais cela ne signifie pas que les personnes pauvres ou handicapées s'en tirent moins bien que dans une culture d'assistanat. Les coûts fiscaux de l'assurance sociale peuvent décourager le travail et l'entreprise, ce qui rend l'ensemble de la société plus pauvre, et les prestations sociales peuvent encourager la dépendance. Et les organismes philanthropiques dans une société libre et riche peuvent bien aider ceux dans le besoin d'une bien meilleure façon que les agences publiques bureaucratiques.

7. LA SOCIÉTÉE SPONTANÉE

L'ordre sans ordres

Une société libre peut fonctionner sans avoir besoin d'un grand État. Cela peut paraître surprenant, mais la vie humaine abonde d'exemples. Comme l'économiste américain Daniel B. Klein l'observe, vous pourriez penser qu'une piste de roller en salle – avec peut-être une centaine de personnes ou plus, du bambin aux grands parents, avec des roues attachées à leurs chaussures mais sans casques ni protections, ou n'ayant aucune qualification, et faisant tous le tour de la piste à des vitesses différentes – serait à coup sûr une série d'accidents. Mais, en fait, les patineurs à roulette arrivent à se frayer un chemin autour de la piste, en évitant les autres, et sans avoir besoin de limites officielles de vitesse, de clignotants et de feux rouges.²⁶ On n'a pas besoin d'une agence de planification ou de police pour leur dire où et à quelle vitesse il faut patiner. En étant eux-mêmes attentifs, avec un peu de courtoisie à l'égard des autres, ils réalisent leurs intérêts mutuels de s'amuser tout en évitant les collisions.

Encore plus impressionnant, le langage humain est très structuré et extrêmement bénéfique pour nous, même s'il n'a pas été consciemment conçu par une autorité. Les règles de grammaire qui font fonctionner la langue ont évolué tout naturellement au fil des siècles, parce qu'elles nous permettent de comprendre l'autre. Nous suivons ces règles, même si elles sont subtiles et complexes et que nous aurions de la difficulté de les écrire. Aucune

²⁶ Daniel B. Klein, "Rinkonomics : A Window on Spontaneous Order", Online Library of Liberty (Articles), 2006.

commission étatique ne pourrait jamais créer des règles d'une telle complexité, subtilité et efficacité. Ces règles ont simplement évolué avec nous.

De nombreuses parties de la société fonctionnent ainsi. Sans que des fonctionnaires viennent leur dire comment ils doivent se comporter, nous agissons néanmoins en bon ordre, de façon prévisible et régulière, simplement en suivant quelques règles de base que nous avons apprises en grandissant avec les éléments de notre nature. En les suivant, nous créons des ordres sociaux vastes et extrêmement bénéfiques. Les règles simples qui nous permettent d'échanger ensemble pacifiquement, par exemple, ont créé l'économie de marché internationale à travers laquelle tout le monde coopère.

Des sociétés fondées sur le droit

Les règles interpersonnelles d'une société libre donnent aux gens beaucoup plus de latitude que ce qu'ils ont dans une société contrôlée par l'État. Les individus libres peuvent faire de nombreuses choses qui ne sont pas expressément interdites, plutôt que de se limiter à ce que les autorités permettent spécifiquement. Cela signifie que les sociétés libres peuvent être beaucoup plus flexibles et adaptatives, répondant facilement à l'évolution des circonstances, plutôt que d'avoir à attendre les ordres.

Ces règles – comme les règles de la propriété et des biens dans une économie de marché – incarnent une sorte de sagesse découverte au fil des ans à propos de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Elles s'adaptent et changent en fonction des circonstances, reflétant les leçons apprises grâce aux tâtonnements issus des nombreuses années précédentes et des millions d'interactions humaines. Elles comprennent des normes de comportement quant à la façon de traiter les autres personnes, des normes juridiques qui tentent d'exprimer la loi naturelle par écrit, et des normes de droit commun qui sont construites sur un grand nombre de cas jurisprudentiels.

Cette société spontanée fondée sur le droit est non seulement plus créative et adaptative ; elle peut être beaucoup plus complexe qu'une société centralisée. Comme le langage, elle peut être si compliquée qu'aucun d'entre nous ne pourrait même décrire toutes ses règles – et pourtant cela fonctionne encore très bien. Une société basée sur les ordres d'une certaine autorité est inévitablement limitée, tant dans sa taille que dans sa nature, à ce que les quelques personnes en autorité peuvent faire découler de leur esprit. Mais une société fondée sur des règles qui ont été construites comme la conséquence de millions d'interactions humaines sur des milliers d'années, contient une sagesse beaucoup plus grande et beaucoup plus profonde. La société centralement dirigée repose sur la sagesse limitée de quelques-uns ; la société fondée sur le droit englobe la sagesse des foules.

D'où l'erreur souvent faite par les autorités publiques, qu'ils pourraient planifier une société ou une économie plus efficacement et plus rationnellement que les règles

quotidiennes de l'interaction sociale et économique. En se débarrassant et en déformant la sagesse contenue dans ce système complexe de règles, ils empirent nécessairement les choses.

La dispersion de l'information et le pouvoir

La sagesse inhérente à la société spontanée fondée sur le droit n'existe pas dans une certaine centralisation. Elle est maintenue par des millions d'individus qui vaquent à leur vie quotidienne. Puisque le pouvoir est dispersé, ces personnes peuvent essayer leurs propres expériences à petite échelle dans la vie. Ils peuvent prendre des risques et des opportunités qui ne menacent personne sinon eux-mêmes. Mais si ces risques rapportent, tout le monde peut les adopter et en profiter. Cela favorise l'expérimentation et l'adaptation à l'évolution des circonstances et donne à la société spontanée une plus grande chance de succès dans un monde en évolution. Les autorités publiques, en revanche, prennent des décisions pour tout le monde, et de ce fait risquent les vies et les fortunes de tout le monde. Ils doivent donc agir de façon plus conservatrice que ne le font des individus libres – au risque de faire des erreurs massives. Et en conséquence, les sociétés non-libres s'adaptent moins rapidement et avec moins de succès.

Bien sûr, la société et l'économie spontanée ne peuvent jamais être parfaites. Elles sont le produit de l'action humaine (mais pas de la conception humaine) et les êtres humains ne sont jamais parfaits. Nous ne pouvons pas prédire l'avenir, par exemple, c'est pourquoi nous faisons des erreurs en tentant de nous adapter. Et les informations dont chacun de nous dispose est inévitablement partielle et locale. Mais dans un monde de l'interaction humaine libre, cette information partielle et locale entraîne une société et une économie remarquablement intelligente et adaptative.

Dans une société libre, les individus doivent trouver par eux-mêmes la meilleure façon de s'adapter aux autres individus – qui doivent à leur tour s'adapter aux actions de tout le monde. C'est un peu comme une gare remplie de monde à l'heure de pointe où on essaie tous de se frayer un chemin vers une des nombreuses sorties, ou de rentrer par l'une des nombreuses entrées pour accéder à un train particulier. Nous sommes tous focalisés sur l'endroit où nous devons nous rendre, bien que la route pour y parvenir ne soit pas probablement pas directe du tout. Nous aurons tous à nous frayer un chemin dans la foule, où tout le monde essaie de faire la même chose, changeant de direction alors que d'autres se mettent sur notre chemin. Cela pourrait s'apparenter à un chaos, mais en fait, tout le monde arrive à sa destination sans conflit. Si une autorité se mettait à dire à chacune des centaines ou des milliers de personnes se trouvant dans la station où elles doivent être et quand elles peuvent se déplacer, il faudrait des heures ou des jours pour que quiconque puisse se rendre

quelque part. Le problème est bien trop compliqué pour être résolu de manière centralisée. Mais la société spontanée le résout facilement et en temps réel.

La tolérance

Le sens de la tolérance

De cette manière, les gens d'une société libre doivent tous s'adapter aux actions des autres. Il est donc important que les individus montrent de la tolérance envers les autres – y compris envers ceux dont ils désapprouvent les actions et les modes de vie ou même qu'ils trouvent choquants.

Dans une société libre, nous ne pouvons pas empêcher quelqu'un de faire quelque chose simplement parce que nous n'aimons pas cela. Nous ne pourrions intervenir que si leurs actions étaient à l'origine ou étaient susceptibles de causer un préjudice à autrui. John Stuart Mill était clair : cela signifiait un préjudice *physique*. Si le « préjudice » signifie des choses comme le choc, l'indignation morale ou l'embarras, alors presque toute action pourrait être interdite et il n'y aurait pas de liberté du tout. Dans tous les cas, l'indignation de ceux qui voudraient interdire le comportement serait compensée par l'indignation de ceux qui seraient contrariés que leur liberté d'agir soit freinée. Peu importe le nombre ou la sensibilité de chaque partie, il n'existe toujours aucun moyen objectif de les départager. Et comme une société libre ne permet pas de régler les litiges par la force, chaque partie doit simplement tolérer les opinions, les comportements et les modes de vie d'autrui.

Ce n'est pas la même chose que l'indifférence morale. Un parent qui n'a pas découragé le mauvais comportement d'un enfant n'agirait pas avec tolérance, mais négligerait l'éducation morale de l'enfant. Si les adultes se comportent d'une manière que nous considérons comme choquante, nous avons parfaitement le droit de dire et d'essayer de les convaincre d'agir différemment – mais pas de les forcer.

La tolérance n'est pas non plus la même chose que le relativisme moral – l'idée que toute morale est également valable parce que les individus sont en désaccord sur la morale et qu'il n'y a aucune façon objective de choisir entre elles. Nous sommes parfaitement en droit de croire que nos propres codes moraux ou religieux sont mieux que ceux d'autres individus – mais nous ne pouvons pas forcer les autres individus à avoir les mêmes idées.

La tolérance, l'hétérogénéité et le choix

Tolérer les autres peut être difficile lorsque les populations sont de plus en plus hétérogènes. La facilité du voyage international, l'affranchissement des barrières d'immigration et notre

économie plus mondialisée ne sont que quelques raisons qui font que les populations de nombreux pays sont beaucoup plus diversifiées qu'elles ne l'étaient il y a quelques décennies.

Certaines personnes soutiennent que davantage de choix conduira différents groupes raciaux, culturels, nationaux, linguistiques ou religieux à devenir encore plus distincts, attisant les tensions qui nuiraient à la tolérance. Par exemple, les parents peuvent vouloir que leurs enfants grandissent avec d'autres de la même race, et s'ils peuvent choisir leurs propres écoles, il peut y avoir plus de chance de ségrégation que si les enfants doivent simplement aller à l'école conçue par les autorités publiques.

En réalité, les écoles sont susceptibles d'être *moins* intégrées lorsque l'État assigne la carte scolaire, car les enfants sont généralement envoyés à l'école la plus proche. Et puisque les individus du même groupe ethnique ont tendance à vivre les uns à côté des autres, la population de l'école reflète ce manque de mélange. Mais si les parents peuvent choisir l'école, ils peuvent très bien choisir les écoles dans d'autres quartiers, ou les écoles qui sélectionnent pour d'autres caractéristiques qu'ils apprécient plus fortement que l'origine ethnique, comme les aptitudes scolaires, musicales ou linguistiques.

La ségrégation ethnique est tout à fait naturelle, et les gens ont tendance à choisir leurs amis et collègues de travail qui viennent du même groupe. Mais il y a une grosse différence entre cela et l'intolérance envers d'autres communautés. Les pires tensions ethniques sont dans des endroits où certains groupes se voient refuser les droits et avantages des autres – en d'autres termes, lorsque les principes fondamentaux d'une société libre ne sont pas respectés.

La menace fondamentaliste à la tolérance

La plus grande menace à la tolérance des autres est le fondamentalisme moral, idéologique ou religieux. De nombreux individus avec de fortes convictions religieuses, par exemple, pourraient envisager l'homosexualité ou les relations sexuelles avant le mariage comme dégoûtantes, honteuses, choquantes ou immorales. Ils pourraient bien considérer des choses comme le sacrilège, la réalisation d'images de la divinité, le reniement des textes religieux, le rejet du code moral de la religion ou l'adhésion à une autre religion, comme le mal à l'état pur. Ils verraient cela comme une raison suffisante pour que de tels comportements soient interdits et punis.

Mais même si les actions d'une personne dégoûtent ou choquent une personne, et sont jugées comme un mal sur des fondements religieux, personne n'a le pouvoir de les interdire dans une société libre, sauf si cette personne nuit physiquement aux autres ou menace de le faire. Encore une fois, rien n'empêche les membres d'une religion de critiquer ces actions et d'argumenter contre elles, voire d'exclure leurs partisans de la communauté

religieuse – à condition que rien de tout cela ne se transforme en une intimidation ou un préjudice réel. Mais cela ne permet pas non plus à quiconque, y compris au sein des gouvernements, de restreindre, de censurer, d'arrêter, d'emprisonner, de torturer, de mutiler, d'exiler ou d'exécuter toute personne ou groupe de personnes pour ces actions ou ces opinions.

Les textes fondateurs de la plupart des religions du monde revendiquent la tolérance des autres, même si dans certains cas, les autorités les ont interprétés différemment pour leurs propres fins. Les puissances étrangères qui ont occupé un territoire ont souvent occupé sa religion aussi, détournant ses codes moraux et judiciaires en justifiant et en servant leur propre administration. Certains gouvernements totalitaires ont même tenté de supprimer complètement la religion, la considérant comme un rival à leur propre idéologie et à leur pouvoir. Mais il importe peu dans une société libre que le fondamentalisme en question soit religieux ou idéologique. Il ne fournit toujours pas le pouvoir de contraindre les autres dont les actions, la morale, la religion ou l'idéologie sont différents.

Le politiquement correct

Il y a une menace plus subtile à la tolérance : le politiquement correct. C'est là que la pression sociale et politique est mise sur les individus pour accepter les attitudes et les opinions de certaines élites dominantes. Généralement, ceux qui ne sont pas d'accord avec l'opinion dominante sont caricaturés comme fous ou méchants, le but étant de dépeindre également leurs opinions comme folles ou méchantes. Cela permet que ces opinions soient facilement rejetées plutôt que débattues. Cela suggère également que les points de vue de l'élite soient plus solides qu'ils le sont en vérité.

Ce processus repose sur une forme subtile de coercition, dans laquelle des individus avec différentes opinions sont dépeints de sorte qu'ils aient des difficultés à se frayer un chemin au sein de la société. Par exemple, des universitaires qui remettent en question les preuves du changement climatique d'origine humaine pourraient se voir refuser un emploi ou une promotion dans les universités. Dans une société libre, les employeurs ne sont pas tenus d'embaucher des individus avec qui ils sont en désaccords, bien évidemment ; ainsi que les médias ne sont pas tenus de rapporter les théories controversées. Mais là où les établissements d'enseignement et les médias sont des monopoles gérés par l'État, ou des quasi-monopoles, cette exclusion d'individus ayant des points de vue minoritaires représente une réelle contrainte.

La tolérance et la recherche de la vérité

La tolérance dans une société libre va bien au-delà de la tolérance des différences religieuses ou idéologiques. Par exemple, elle englobe la liberté d'expression – dans l'expression, l'écriture, la diffusion ou tout autre support – ce qui implique l'absence de censure.

Certains individus peuvent considérer qu'un monde sans censure est très inquiétant. Beaucoup pourraient être profondément choqués par des mots, des images, des arguments et des idées qui pourraient être mis en avant dans un monde libre. Mais dans une société libre, nous n'avons pas le droit d'empêcher la liberté d'expression et donc de bloquer les opinions des individus, même si la quasi-totalité d'entre nous sommes en désaccord avec ce qui est dit, que nous trouvions cela offensant ou que nous croyions que c'est immoral.

Il y a, bien sûr, une jurisprudence pour certaines limites à la liberté d'expression si ce qui est dit cause un danger pour d'autres – comme crier « au feu ! » dans un théâtre. Nous pouvons légitimement punir quelqu'un qui risquerait imprudemment de blesser les gens de cette façon. De même, nous protégeons nos enfants contre des mots ou des images qui pourraient selon nous les corrompre. Nous pourrions ne pas permettre l'affichage de publicités explicites pour des médicaments, par exemple sur des panneaux d'affichages à proximité des écoles. Et il y a de solides arguments pour donner aux individus des informations – comme les classifications de films – de sorte que les individus ne soient pas confrontés sans savoir à des choses qui pourraient les angoisser.

C'est très différent de la censure pure et simple – la prévention de certains mots particuliers, d'images, d'arguments et d'idées pour qu'ils ne soient pas diffusés à tous. Il ne peut y avoir une telle censure dans une société vraiment libre, car une société libre est fondée sur l'ouverture et le choix. Les individus doivent connaître les options qui s'offrent à eux s'ils veulent choisir rationnellement et essayer de nouvelles idées qui pourraient améliorer l'avenir de tous. La censure empêche ces options et ces choix et nous prive de ce progrès.

Nous ne pouvons pas faire confiance aux censeurs. La vérité et l'autorité sont deux choses différentes. Les gens au pouvoir peuvent avoir leurs propres raisons – telles que l'autoconservation – pour interdire certaines idées d'être diffusées. Mais même si les censeurs ont les meilleurs intérêts à cœur pour le peuple, ils ne sont pas infaillibles. Ils n'ont pas le monopole de la sagesse et aucune connaissance particulière de ce qui est vrai et de ce qui ne l'est pas. Seuls le débat, l'argumentation et l'expérience permettront de la déterminer. Les censeurs peuvent étouffer la vérité tout simplement par erreur. Ils ne peuvent jamais être sûrs de ne pas étouffer les idées qui finiraient par se révéler exactes. Certaines idées peuvent être la plupart du temps mauvaises et pourtant contenir une part de vérité, dont un argument peut finir par gagner. La vérité des autres idées ne peut devenir évidente qu'avec le temps.

La seule façon de s'assurer que nous n'étouffons pas les idées utiles et vraies est de permettre à toutes les idées d'être diffusées, confiants dans le fait que leurs mérites ou lacunes seront dévoilés par le débat. Cela signifie permettre aux gens de faire valoir leurs

arguments, même sur des sujets que la majorité des gens considèrent comme des certitudes. La vérité ne peut être que renforcée par un tel concours. C'est pour cette raison que, de 1587 à 1983, l'Église catholique romaine nommait un « avocat du diable » pour mettre à l'épreuve une personne sur le point d'être canonisée. Il est utile d'exposer nos convictions à l'interrogation. Si nous croyons que d'autres se trompent dans leurs idées, ces idées doivent être défiées et réfutées, et non réduites au silence.

À partir de Socrate, l'histoire regorge d'exemples de personnes qui ont été persécutées pour leurs opinions. De telles persécutions incitent souvent les gens à rester silencieux même si leurs idées leur donnent ensuite raison. Craignant la colère de l'Église catholique romaine, Nicolas Copernic n'a publié sa théorie révolutionnaire sur les planètes en rotation autour du soleil qu'avant sa mort en 1543. Son disciple Galileo Galilei a été jugé par l'Inquisition et a passé toutes ses dernières journées en résidence surveillée.

Cette intimidation supprime la vérité, le débat et le progrès. Elle nuit à la société autant qu'aux hérétiques qui ont été persécutés.

Si nous n'acceptons que les idées dominantes sans permettre aucun argument, ces idées reposent sur une base très précaire. Leur acceptation est alors dépourvue d'esprit critique. Elles deviennent des lieux communs plutôt que des vérités utiles. Et quand de nouvelles idées finissent éventuellement par émerger, elles sont susceptibles de l'être dans la violence et la perturbation.

Il peut être déstabilisant que des individus disent des choses avec lesquelles nous sommes fondamentalement en désaccord, expriment des idées que nous croyons profondément fausses, fassent des choses que nous considérons comme profondément choquantes, ou dédaignent nos croyances morales et religieuses. Mais notre tolérance de ces choses montre notre attachement à la liberté, et notre conviction que nous faisons plus de progrès, et que nous découvrons de nouvelles vérités plus rapidement, en permettant différentes idées d'être débattues plutôt qu'être censurées.

Les prohibitions

Nous aurions été furieux si beaucoup de choses que nous avons appréciées dans notre vie quotidienne avaient été interdites. Malheureusement, beaucoup de ces choses-là le sont déjà.²⁷

La règle de non-agression énonce que nous n'avons pas le droit d'empêcher les actions à moins qu'elles ne nuisent ou risquent de blesser les autres. Mais beaucoup d'activités sont interdites en raison du fait qu'elles nuisent à ceux qui les pratiquent. Tel est le raisonnement

²⁷ Pour une excellente discussion sur les interdictions, voir John Meadowcroft (ed.), *Prohibitions*, Institute of Economic Affairs, Londres, 2008.

derrière la prohibition de la consommation de drogues, du tabagisme, de l'alcool et beaucoup d'autres choses. Le problème est que la justification de sauver les individus qui nuisent à leur propre personne permettrait que n'importe quelle activité soit interdite. Il est trop facile de prétendre que les individus sont blessés ou mis en danger par la consommation de boissons sucrées, d'aliments gras, en prenant part à des sports dangereux, en se livrant à la prostitution ou à l'homosexualité, en adoptant une autre religion ou en mettant en doute l'autorité. Étant donné le nombre de personnes qui soutiennent exactement ces affirmations, une fois que ce principe est perdu, il ne faut pas longtemps pour que la liberté elle-même soit supprimée.

Les prohibitions ont souvent des résultats quasiment destructeurs. En conduisant la demande vers des réseaux souterrains, elles deviennent plus difficiles à surveiller et à contrôler, et les criminels peuvent se déplacer pour les approvisionner. Les États-Unis, par exemple, souffrent encore de la présence d'une mafia criminelle dont la puissance a augmenté dans les années de prohibition il y a un siècle, quand fournir de l'alcool était une infraction pénale. Le jeu et la prostitution passés dans l'illégalité dans la plupart des régions des États-Unis ont continué à promouvoir ces éléments criminels, qui sont heureux de fournir ces services pour en satisfaire la demande.

Les prohibitions rendent également plus difficiles pour les individus de comprendre les effets de leur comportement. Les gens veulent toujours des drogues, mais si les drogues sont illégales, il deviendra plus difficile d'obtenir de bonnes informations quant aux dangers. Il est également plus dur pour les utilisateurs de vérifier la qualité de ce qu'ils achètent. Cela devient difficile pour des personnes qui deviennent dépendantes aux drogues d'obtenir de l'aide médicale ou sociale, puisque ce serait admettre leur propre incrimination. Et les individus deviennent exposés à d'autres risques, comme le risque de contracter le sida par le biais d'aiguilles non stérilisées, parce que la drogue est illégale et qu'il est impossible de les prendre dans un environnement sécuritaire. Le résultat est que beaucoup, sinon la plupart, des dégâts produits par la drogue est dû au fait qu'elles sont illégales.²⁸

De telles prohibitions criminalisent les individus autrement honnêtes qui ne voient pas de mal à prendre des drogues récréatives, ou à jouer de l'argent, ou à boire de l'alcool à la maison avec des amis, lorsqu'aucun préjudice n'est fait à l'égard d'autrui. Et après avoir bafoué la loi avec des infractions mineures, ils peuvent passer à des risques plus graves et potentiellement dangereux.

Question : Ne devons-nous pas protéger les gens d'eux-mêmes ?

²⁸ Un point fortement développé par Milton Friedman et Rose Friedman, *Capitalisme et liberté*, Paris, À contre courant, 2010 [1962].

Non. Vous voulez être « protégé » de vous-même ? Ou vous pensez que vous devez prendre vos propres décisions sur la façon de vivre votre vie ? Permettre aux États de décider de ce qui est bon et mauvais pour nous est inefficace : nous sommes dans une bien meilleure position que des fonctionnaires distants pour juger des risques que nous prenons. Et c'est dangereux : les États peuvent commencer par interdire des choses sur lesquelles tout le monde s'accorde du fait de leur nocivité, mais une fois que le principe est admis, ils peuvent tout interdire.

Faut-il être empêché de sniffer de la cocaïne, de fumer du tabac, de boire de l'alcool, de manger des aliments gras ou d'engloutir des boissons sucrées ? Devrions-nous être obligés par la loi de faire de l'exercice, d'abandonner les sports dangereux et d'aller à l'église ? Faut-il être empêché de lire des livres « dangereux » ou de critiquer nos dirigeants ? La réponse dans une société libre est non. Si des individus offensent nos mœurs ou font quelque chose de dangereux, il faut le leur dire. Mais tant qu'ils ne font de mal à personne d'autre, nous n'avons pas le droit de les arrêter.

Les prohibitions ne fonctionnent presque jamais. La prohibition de l'alcool aux États-Unis a simplement conduit à une alcoolémie souterraine où on ne pouvait pas être contrôlé. Les lois strictes ainsi que les lourdes peines pour trafic de drogues dans le monde n'ont pas empêché un commerce qui est estimé à plusieurs centaines de *milliards* de dollars.

Essayer d'interdire des comportements banals est inutile. Et c'est une menace pour la liberté car un dispositif massif de surveillance et d'application est nécessaire si l'on veut un réel impact. Cela détourne simplement les ressources de l'application des lois de l'enquête et de la poursuite des infractions véritablement nuisibles. Cela ouvre également des opportunités de corruption au sein de la police et des tribunaux ; même si aucun ou un léger préjudice peut être fait à autrui par le jeu ou la prise de drogue, les sanctions peuvent être importantes, permettant aux fonctionnaires de recevoir de gros pots-de-vin de ceux qui sont impliqués dans ces affaires.

Comportement public et privé

Les règles d'une société libre régissent le comportement *public* – comment les individus se comportent par rapport aux autres. Mais le comportement *privé* – affectant seulement la personne concernée – reste dans la sphère privée. Cela ne devient une question juridique que s'il cause un préjudice à autrui.

Pourtant, dans une société libre, il est nécessaire d'être très prudent à ce que le préjudice réel ou le risque de préjudice soit véritable. Les gens devraient-ils être autorisés à vendre des poisons ? Étant donné que les poisons ont de nombreuses utilisations qui

n'impliquent pas de faire du mal à l'homme, un mal supérieur pourrait être fait en les interdisant leur vente plutôt qu'en les autorisant. Il peut y avoir des cas pour la consignation des noms de ceux qui vendent et achètent des poisons, de sorte que les empoisonneurs savent qu'ils sont susceptibles d'être détectés ; mais pas plus que cela.²⁹

Devrait-il y avoir une règle contre l'ivresse publique ? Ou contre l'exploitation des maisons closes ou des maisons de jeu ? Oui, si elles provoquent la violence, ce qui explique pourquoi de nombreux pays choisissent de leurs accorder une licence. Mais pour la plupart, ces activités ne concernent que les individus concernés. D'autres individus pourraient être dégoûtés par leur façon de penser, mais si nous laissons ces activités être interdites pour toute autre raison autre que le préjudice objectif causé à autrui, aucune activité humaine n'est à l'abri des moralistes.

Les gens devraient être autorisés à négocier lors des fêtes religieuses ? Ou à s'engager dans la polygamie ? C'est leur propre affaire, pas la nôtre ; ils ne font de mal à personne. Il existe des lois dans une société libre pour préserver et étendre la liberté des individus, et pour ne pas imposer la morale de certaines personnes à d'autres.

Néanmoins, dans une société libre des individus sont autorisés à fixer leurs propres règles sur leurs propres biens, à condition que la règle de non-agression ne soit pas brisée. Dans de nombreux pays, certains espaces publics (tels que les centres commerciaux) sont de propriété privée et donc non contrôlés par les autorités politiques. Ainsi, en 2005, le centre commercial de Bluewater, dans le sud-est de l'Angleterre a interdit le juron, le tabagisme, la distribution de tracts et le port de vêtements qui cachent le visage (comme les hauts à capuches). À Bournville, centre de l'Angleterre – la ville-usine créée par le chocolatier Cadbury George et gérée par une compagnie privée qui reste fidèle à ses principes – la vente libre d'alcool n'est pas autorisée. Puisque Bluewater et Bournville sont une propriété privée, ils sont pleinement dans leurs droits.

Le problème de l'altruisme

Beaucoup de gens sont troublés par l'idée que les sociétés libres et les économies libres fonctionnent sur la base de l'intérêt des individus concernés. Ils préféreraient, à la place, un monde qui soit fondé sur l'altruisme – une préoccupation altruiste pour l'intérêt et le bien-être des autres. Mais cela conduit à encore plus de problèmes que cela n'en résout.³⁰

²⁹ Cela et les points suivants sont bien traités dans John Stuart Mill, *De la liberté*, 1859, dans John Stuart Mill, *De la liberté et autres essais*, Paris, Folio essais, 1990.

³⁰ Pour une explication plus complète de ce sujet, voir Mao Yushi, « Le paradoxe de la morale », dans Tom G. Palmer, *La Moralité du capitalisme*, Students for Liberty et Atlas Foundation, 2012 [2011]

Point besoin de guide pour aider les autres

Comment, pour commencer, pouvons-nous jamais savoir ce qui est dans l'intérêt des autres gens ? Nous n'avons pas d'accès direct à leurs esprits et à leurs valeurs. Si nous essayions de faire ce qui était dans leur intérêt, nous ferions sûrement des erreurs majeures. Quiconque a déjà reçu un cadeau d'anniversaire tout à fait inapproprié sait que même la famille et les amis peuvent être de mauvais juges du goût d'une personne. La culture donnée semble une base inefficace sur laquelle gouverner toute une société.

Il est également difficile de critiquer les choses que les autres nous donnent. Nous acceptons avec une apparente gratitude les cadeaux, même si nous les haïssons. Cela signifie que les individus dans une société altruiste n'apprendraient jamais exactement ce que les autres veulent vraiment. C'est à l'opposé de l'économie fondée sur l'intérêt personnel, dans laquelle si les clients ne reçoivent pas exactement ce qu'ils veulent d'un fournisseur, ils le disent et menacent d'acheter leurs produits ailleurs. L'intérêt personnel incite les fournisseurs à apporter aux gens exactement les bons produits au meilleur marché possible.

L'altruisme produit du conflit

Si essayer délibérément d'aider les autres était ce qui motivait les transactions commerciales, il y aurait autant de tensions entre les acheteurs et les vendeurs qu'il y en a aujourd'hui dans le monde basé sur l'intérêt personnel. En effet, les acheteurs demanderaient des prix plus élevés pour que les vendeurs fassent des bénéfices. Les vendeurs devraient baisser les prix pour maximiser les bénéfices des acheteurs. C'est juste le reflet de ce qui se passe aujourd'hui.

Dans une économie de marché, les individus égoïstes sont en conflit les uns avec les autres, mais ils peuvent résoudre leurs conflits par la négociation. Si le seul motif était le bénéfice des autres, il n'y aurait aucun moyen de résoudre les conflits. Chaque altruiste insisterait pour que l'autre améliore son propre sort. Étant donné qu'aucun ne veut gagner à l'échange, l'urgence de leurs propres besoins ne les aiderait pas à s'accorder.

L'intérêt personnel et les coûts-bénéfices

L'intérêt personnel incite les fournisseurs – ainsi que les clients – à s'assurer que les bénéfices d'une transaction excèdent ses coûts. Un fournisseur altruiste qui n'a travaillé pour aucune récompense enverrait un signal très trompeur à tout le monde – le signal que leur temps et leur expertise ont un coût nul. Les clients, prenant ce signal pour sa valeur nominale, écraseraient bientôt les fournisseurs avec leur demande. Les fournisseurs

n'auraient aucun moyen de refuser de fournir un service, même si sa prestation était marginale ou était éclipsée par le coût.

Les artisans du cuir, par exemple, feraient face à des files interminables de personnes avec des marchandises à réparer. Dans l'économie de marché d'intérêt personnel, ces commerçants diraient catégoriquement à leurs clients que leurs marchandises ne valent pas la peine de réparer ; ou bien ils citeraient un prix si élevé que le client déciderait de ne pas le déranger. Le marché gère la demande et se concentre sur l'effort de ce qui est vraiment digne d'intérêt.

Dans un monde altruiste, les individus se précipiteraient pour aider des voisins pour toutes sortes de tâches – la construction d'une maison par exemple. Mais en termes pratiques et de coût-efficacité, il pourrait être plus judicieux pour le voisin d'aller sur le marché du travail et d'embaucher un constructeur de maison professionnel, plutôt que de compter sur une main-d'œuvre non qualifiée d'amis. La perte s'aggrave si les voisins peuvent utiliser plus efficacement leurs talents dans d'autres types de travaux. Le marché encourage les individus à utiliser leur temps et leurs compétences là où ils sont le plus appréciés.

Question : Ne devrions-nous pas contrôler les prix pour que les individus pauvres puissent s'acheter des produits ?

Non. Les prix sont des signaux de rareté. Ils nous disent où il y a des surplus et des manques. Ils disent aux producteurs que plus d'un produit est nécessaire, et aux consommateurs qu'ils doivent réduire leurs achats ou chercher des alternatives. Le contrôle des prix supprime ces signaux, la demande dépasse alors l'offre et il y a des pénuries. Cela conduit souvent à un rationnement des produits rares, ce qui est beaucoup moins efficace.

Un exemple est le contrôle des loyers, qui visent à rendre le logement abordable. Ce que cela produit exactement, c'est d'empirer la situation des logements ou de les rendre indisponibles, puisque les propriétaires décident que les loyers qu'ils reçoivent n'en valent pas la peine, et sortent leur propriété en dehors du marché de la location. Si certains individus ne peuvent pas se fournir des biens de première nécessité, la meilleure solution est de ne pas interférer avec les mécanismes du marché, mais de leur donner de l'argent – soit par la charité privée ou par un régime de revenu minimum financé par l'impôt. Ensuite, ils peuvent acheter ces choses dans le même marché efficace et concurrentiel comme tout le monde.

La moralité du marché

Le fait que l'économie de marché soit basée sur l'intérêt personnel ne la rend pas immorale. Sur les marchés, les gens ne peuvent prospérer que par la coopération avec les autres, en

fournissant les choses qu'ils veulent. Le comportement antisocial est puni : pourquoi quelqu'un devrait-il négocier avec un misanthrope grossier quand il y a beaucoup de personnes plus agréables ailleurs, désireuses de faire affaire ?

Il existe également des règles pour s'assurer que les marchés fonctionnent parfaitement, sans contrainte. Mais les règles formelles ne peuvent pas faire face à tous les cas. Les marchés reposent inévitablement sur la confiance, et ils récompensent ceux qui ont la réputation d'être dignes de confiance et fiables. Même si la force motrice est l'intérêt, les marchés promeuvent une moralité mutuellement avantageuse.

La responsabilité sociale d'entreprise

De nombreuses personnes veulent que les entreprises agissent plus moralement, et promeuvent la « responsabilité sociale des entreprises ». De nombreuses grandes entreprises internationales publient maintenant des rapports annuels expliquant ce qu'elles font pour être de bons citoyens.

Mais seuls *les individus* peuvent être responsables ou irresponsables, moraux ou immoraux. Les groupes n'ont pas de morale distincte propre. Un pays, une ville, une race, une tribu, un club ou une entreprise ne peut pas être moraux ou immoraux – seuls ses membres individuels le peuvent. Nous voudrions certainement que les dirigeants d'entreprise construisent une culture morale dans leurs organisations. Mais la morale et la responsabilité se reflètent dans les actions – et des mesures sont prises par les individus et non les groupes.

Le mouvement de responsabilité sociale des entreprises est en fait une tentative de répercuter le coût des programmes civiques et sociaux sur les entreprises. Les entreprises tentent de montrer comment elles sont responsables en finançant des écoles locales, des groupes communautaires et ainsi de suite. Cela peut être une bonne affaire pour elles de faire cela : après tout, elles doivent recruter dans les écoles locales et une relation positive avec elles peuvent induire un recrutement plus facile. Mais cela devrait être une décision d'entreprise faite volontairement par les cadres et les actionnaires, et qu'elle ne soit pas imposée au nom de l'éthique.

Si l'activité était convenablement compétitive, il n'y aurait en tout cas aucun argent disponible pour soutenir les projets locaux qui n'ont pas servi aux perspectives commerciales de l'activité. Si les entreprises ont de l'argent à perdre sur ces projets, c'est une indication que le marché ne fonctionne pas (par exemple, la réglementation étatique vise à protéger les entreprises de la concurrence). Dans un marché véritablement concurrentiel, ces entreprises se feraient dépasser par d'autres qui démoliraient les projets locaux de façade, et écrémeraient les profits qui en résulteraient.

Les hommes d'affaires ne sont pas particulièrement bons pour s'assurer que l'argent qu'ils consacrent à des projets communautaires est bien dépensé. Ils feraient mieux de se

concentrer sur leur rôle fondamental qui est de réaliser des bénéfices en fournissant des biens et services que les gens veulent vraiment – qui produiraient à leur tour la richesse générale qui rend la philanthropie abordable.

8. PRIVATISATION ET MONDIALISATION

Migration et technologie

Une ouverture mondiale

Les endroits autrefois reculés de la planète se sont rapprochés. La télévision, la radio, Internet et les autres moyens de communications rapprochent les autres cultures, modes de vie, races, individus, pays et systèmes de gouvernement. Le voyage en avion et l'accélération du transport terrestre nous donnent la possibilité de visiter personnellement plusieurs endroits.

Cela a rendu plus difficile pour les gouvernements de dissimuler leurs fautes. Il n'y a plus de raison qu'un gouvernement construise un mur autour de son territoire dans l'espoir de garder ses citoyens ignorants de ses propres lacunes. Grâce au contact quotidien avec le reste du monde par les réseaux sociaux ou la télévision étrangère capturée sur les antennes paraboliques, ces citoyens sont probablement déjà au courant des possibilités éblouissantes ailleurs.

En conséquence, de nombreux pays ont abandonné leurs tentatives de se fermer du reste du monde. Ils sont en train de s'ouvrir aux touristes et aux autres visiteurs. Au cours des dernières décennies, de grands pays comme la Russie, la Chine, le Vietnam, la Birmanie (Myanmar), et bien d'autres sont devenus des membres beaucoup plus ouverts de la communauté internationale. Aujourd'hui, un cinquième de la population de l'Afghanistan a vécu à l'étranger durant une certaine période de leur vie.

Échange d'idées

Il ne s'agit pas que d'*individus* qui voyagent dans ce nouveau monde – leurs *idées* font le tour avec eux. Les touristes reviennent avec des histoires qui viennent de mondes très différents, où les individus ont la liberté d'agir, de penser et de parler. Les habitants vont à l'étranger et sont surpris de constater que les contes des voyageurs sont vrais. Si les individus ont accès à Internet ou à la télévision par satellite, les histoires qu'ils entendent sont confirmées par ce qu'ils voient à l'écran.

Le commerce a le même impact. Une fois qu'un pays est ouvert au commerce international, ses citoyens se retrouvent à faire des affaires et à se familiariser avec différentes cultures, et en viennent à comprendre d'autres façons de vivre.

Cela renforce la pression sur les gouvernements pour qu'ils s'ouvrent encore plus. Les gens qui voient et expérimentent la liberté pour la première fois comprennent son énorme pouvoir de promotion du progrès et de diffusion de la prospérité. Ils veulent une partie de ce progrès et de cette prospérité pour eux-mêmes. La technologie, le commerce, l'émigration, le tourisme et les marchés mondiaux sont tous des ambassadeurs de la société libre.

La croissance d'une société libre

Halte au capitalisme centralisé

La création d'une société libre où il n'y avait rien avant n'est pas une tâche facile. Les nouveaux gouvernements et organismes d'aide internationale cherchent souvent des changements importants et spectaculaires, comme le remplacement de toute la bureaucratie administrative, ou la privatisation des grandes industries publiques.

Souvent cette approche est catastrophique. Avec la culture toujours en place de l'utilisation du pouvoir pour son bénéfice personnel, et pas de la compréhension locale des marchés et de la concurrence, de nombreuses initiatives de privatisation (comme celle du Mexique à la fin des années 1980) ont simplement transféré les monopoles d'État dans les mains des copains. Pour le public, ce capitalisme de copinage ne semble pas différent du copinage d'État qui l'a précédé. Et puisque la réforme du système judiciaire peut prendre des décennies, un tel népotisme peut même être incontesté par les tribunaux. Les individus en viennent donc à être tout aussi cyniques des solutions de la pseudo-privatisation des entreprises, tout comme ils l'étaient du problème du contrôle étatique. Beaucoup peuvent venir à penser que seuls les radicaux et les révolutionnaires offrent une nouvelle approche qui pourrait bénéficier au peuple plutôt qu'aux élites.

Les meneurs à la base de la liberté

L'approche du « capitalisme centralisé » échoue, car elle tente de changer l'apparence des institutions sociales sans modifier les attitudes, les actions et les initiatives fondamentales qu'elles créent et soutiennent.

La créativité et le progrès d'une société libre se développent sur le modèle des règles juridiques et morales qui déterminent la façon dont les individus vivent et coopèrent ensemble librement. Si nous pouvons mettre en place un tel modèle de règles d'action, et libérer les individus afin qu'ils mènent leur vie dans ce cadre juridique, alors l'ambition et l'énergie naturelle du public tout entier guideront les changements systématiques.

Supposons, par exemple, que nous permettons aux gens de créer plus facilement une nouvelle entreprise, de posséder et de diriger une entreprise avec confiance, de protéger la détention des biens, de constituer un capital productif et de commercer librement. En faisant cela, nous créons des règles et des incitations qui vont bientôt produire de la croissance économique et stimuler la réforme sociale systématique. Les individus vont démarrer des petites entreprises, apprendre à gérer les affaires, et prospérer – en réalisant des bénéfices financiers, mais aussi en ayant une plus grande confiance en soi. Une société plus confiante pourra faire face à de grandes problématiques institutionnelles telles que la réforme de la bureaucratie et des industries publiques.

Donc, nous ne devrions pas commencer à essayer de réformer toutes les institutions publiques au niveau macro. Nous devrions au contraire commencer au niveau micro en libérant les incitations qui entraînent le changement systématique par l'ensemble du tissu institutionnel.³¹ (1)

Le droit de propriété dans l'action

Les droits de propriété au Pérou

Un exemple très intéressant est la *réforme des droits de propriété* au Pérou, principalement conduits par l'économiste Hernando de Soto au début des années 1990. De Soto se plaignait que la conséquence de la bureaucratie et de la corruption au Pérou était qu'il fallait mettre plus d'un an pour enregistrer une nouvelle entreprise. Il était également difficile de détenir des biens. Le résultat était que des millions de petits entrepreneurs ne possédaient pas légalement leur ferme, leur petite entreprise ou leur maison. Il leur était difficile d'obtenir un

³¹ Je suis reconnaissant envers Peter Young et Stephen J. Masty, d'Adam Smith International, pour leurs conseils d'experts sur ce sujet.

crédit afin d'élargir leur entreprise. Ils ne pouvaient pas vendre leur maison ou leur entreprise. Et ils ne pouvaient pas saisir les tribunaux pour régler les litiges liés à la propriété ou l'entreprise.

En effet, il y avait deux économies au Pérou, l'une sous le cadre juridique et profitant de tous des avantages économiques de la légitimité et de la protection juridique, et l'autre comprenant des milliers d'entrepreneurs piégés dans la pauvreté parce que leurs maisons et leurs entreprises n'existaient pas juridiquement. Le gouvernement perdait des rentrées fiscales, car il n'était pas en mesure d'évaluer ou de percevoir l'impôt sur les petites entreprises extralégales. Et sans aucune protection juridique à leur disposition, ces entrepreneurs étaient facilement exploités par les criminels et les guérillas communistes du Sentier Lumineux.

La solution que De Soto et d'autres ont mis en place était d'éliminer la plupart de la réglementation bureaucratique impliquée dans l'enregistrement d'une nouvelle entreprise, et d'abolir la plupart des licences et des permis qui devaient être obtenus pour la faire fonctionner. Ils ont également mis en place des réformes foncières qui ont permis à des millions de familles péruviennes d'obtenir la reconnaissance de leurs titres fonciers pour la première fois. En conséquence, l'efficacité des petites entreprises a augmenté, car les propriétaires ont pu emprunter pour se développer ainsi qu'acheter et vendre des biens. Comme le peuple a acquis du capital et de l'épargne, les conditions de logement se sont améliorées et les familles ont dépensé plus d'argent pour l'éducation de leurs enfants.

Les réformes ne sont pas exemptes de critiques. Certains individus ont fait valoir que les titres fonciers étaient injustes parce qu'il était difficile de déterminer qui « possédait » quoi informellement. D'autres ont affirmé que les titres fonciers bénéficiaient aux squatteurs à grande échelle plutôt qu'aux squatteurs à plus petite échelle ; que les titres ont grignoté les terres communales dont dépendaient les agriculteurs les plus pauvres ; ou que les titres ont compromis les arrangements fonciers qui – bien qu'informels – ont en fait bien fonctionné. D'autres ont fait valoir que la réforme foncière n'était pas une « solution miracle » et que les plus grands obstacles au développement économique étaient les limites que la culture des individus imposait sur leurs aspirations.

Ce n'est jamais facile d'établir un marché qui fonctionne bien lorsqu'aucun n'a existé auparavant. Il est facile de faire de la soupe de poisson à partir d'un aquarium, mais il est difficile de faire un aquarium à partir de la soupe de poisson. Néanmoins, d'autres pays ont cherché à reproduire les réformes du Pérou, et De Soto en a lui-même conseillé beaucoup, à la fois en Amérique latine et en Afrique.

Soutenir les réformes

Mais alors que le bon fonctionnement des droits de propriété est essentiel, d'autres réformes de soutien sont également nécessaires. Par exemple, il faut que le *marché du crédit et du microcrédit* fonctionne bien, mais la réglementation et la bureaucratie onéreuse peut facilement l'étouffer. (Un exemple intéressant de microcrédit est la Grameen Bank au Bangladesh, qui fournit de petits prêts aux entreprises rurales – incluant des prêts par lesquels des femmes entrepreneurs mettent en place des services téléphoniques payants en utilisant des téléphones sans fils.)

Il faut également un *système juridique fiable et efficace*, de sorte que les individus puissent régler leurs différends rapidement et en toute confiance. Nous n'avons pas à attendre que les législateurs aient pensé et adopté des réformes spécifiques au système juridique de l'État. Le droit commun, construit à partir de cas individuels, est beaucoup plus rapide, et il peut y avoir des systèmes juridiques locaux déjà en place avec un corps établi de jurisprudence qui s'accorde avec le sens de la justice de la population locale. Mais nous devons établir les *règles fondamentales du fonctionnement des entreprises*, telles que les structures de propriété, la responsabilité personnelle, les droits des actionnaires, et les arrangements en cas de faillite.

Nous devons aussi *réduire les réglementations* qui empêchent l'entrée sur les marchés afin que les nouvelles idées puissent percer. Par exemple, les dirigeants du Népal, un pays largement fermé au monde extérieur avant les années 1950, ont rejeté la vente directe de leur système téléphonique sous prétexte que le peuple serait horrifié à l'idée qu'une société privée le gère. Mais ils ont accepté de délivrer de nouvelles licences qui ont permis l'entrée de nouveaux arrivants. Le succès des nouveaux entrants a eu pour conséquence que le Népal possède un système de téléphonie à la pointe de la technologie.

Plus il y a d'exemples de petites entreprises et de nouveaux entrants sur le marché en croissance, créant des emplois, accroissant la prospérité et améliorant le service client, plus il y a de personnes susceptibles de comprendre l'énorme potentiel de la liberté pour la création de revenus et de richesses. Plus il y aura de soutien pour la liberté, plus elle rassemblera, et moins il y aura d'individus qui aspireront à des alternatives radicales mais qui se révéleront finalement coercitives.

Les réformes agricoles

Un exemple de la puissance des droits de propriété dans l'action est la réforme agricole en Russie soviétique, en Chine et au Vietnam. Leurs gouvernements communistes ont construit l'agriculture autour de la propriété collective des terres et des fermes agricoles. Les communes contrôlaient les droits d'utilisation et de travail de la terre et imposaient un système de redistribution égalitariste. Mais ce fut un désastre. Les communes étaient vastes, lourdes et bureaucratiques. Et parce que les individus devaient partager le fruit de leurs

efforts avec de nombreux autres, ils avaient peu d'incitations à travailler davantage et à être plus productifs.

Bien que réticente à abandonner le principe de propriété collective, la Chine a rompu avec ce modèle soviétique catastrophique à la fin des années 1970. Un « système de responsabilité des ménages » est entré en vigueur, avec les familles travaillant leur propre lopin de terre. Cela a restauré le lien entre l'effort et la récompense. L'agriculture de la Chine a explosé. La production agricole dans les années 1980 a rapidement augmenté, avec des augmentations annuelles de près de 5 % pour les céréales, de 8 % pour le coton et de 14 % pour les oléagineux.³²

Mais ce progrès rapide n'a pas duré. Le système était encore imparfait. En voulant égaliser les différences de qualité des terres, les autorités ont donné aux familles plusieurs petites parcelles de terre plutôt qu'une grande. Avec la répartition de l'effort entre cinq ou six parcelles pour chaque famille, il était impossible d'introduire de meilleures méthodes. Les chemins entre les parcelles prenaient encore une trop grande partie de la superficie cultivée. Et le système de distribution ne tenait pas compte des différences de productivité entre les familles.

Il a donc été décidé de laisser inchangée la propriété technique de la terre mais d'introduire un système de droits d'utilisation des terres – en donnant aux familles des droits à long terme pour travailler la terre, pour recueillir les cultures et les revenus qui en découlaient, et pour passer ces droits à d'autres.

Toutefois, ce système n'était toujours pas parfait du point de vue du marché libre ou des droits de propriété. Le système étatique de fixation des prix et d'approvisionnement bridait la capacité des agriculteurs à prendre leurs propres décisions et à bénéficier des fruits de leur propre travail. Sans un marché foncier réel, il y avait toujours trop peu de consolidation des petites parcelles de terre. Mais progressivement une sorte de marché de l'utilisation des terres s'était ouvert.

Dans le comté de Meitan dans le nord de la province du Guizhou, par exemple, les villageois et les fonctionnaires fixaient les concessions d'utilisation des terres à vingt ans pour aider les familles à planifier sur le long terme. Les agriculteurs ont reçu le pouvoir de léguer et d'échanger leurs concessions et de combiner les parcelles. Et il y avait des incitations à exploiter des terres en friche. En conséquence, davantage de terres a été mis en culture, la qualité de la terre s'est améliorée parce que les familles les entretenaient mieux, et de l'équipement moderne a été introduit. En 1995, l'État national a exhorté les autres villages à

³² Pour plus de détails, voir Wolfgang Kasper, "The Sichuan Experiment", *Australian Journal of Chinese Affairs*, 7 février 1981, pp 163-72.

suivre l'exemple du Meitan, et quelque chose qui s'apparentait à un système de droits de propriété sur les terres a commencé à se répandre.

Les droits à l'eau

L'eau est une autre ressource rare que les droits de propriété peuvent allouer d'une meilleure façon que les États. Dans l'Ouest aride des États-Unis, la menace de la sécheresse était autrefois commune – pas à cause du manque d'eau, mais à cause du système très réglementé de l'allocation. Les premiers à avoir puisé l'eau de rivière, par exemple, avaient la priorité sur ceux qui arrivaient après, mais pour maintenir ce droit, ils devaient continuer l'extraction – même si leur besoin en eau était marginal.

Au début des années 1990, des États comme le Montana et l'Arizona ont commencé à permettre aux gens d'échanger leurs droits sur l'eau. Bien qu'il existe encore de nombreuses réglementations qui empêchent ce marché, ce système a contribué à faire en sorte que l'eau aille à ses usages les plus précieux. Depuis que les droits sur les ressources en eau peuvent être achetés et vendus, les utilisateurs marginaux (qui peuvent utiliser moins d'eau, ou utiliser de l'eau recyclée) transmettent maintenant leurs droits d'extraction de l'eau douce à ceux qui ont des besoins plus urgents. Les bénéfices de ce système qu'est le marché des droits sur l'eau sont tels qu'il s'étend maintenant partout dans l'Ouest des États-Unis.

Les mécanismes de la privatisation

Les industries contrôlées par l'État sont souvent des monopoles, qui ne donnent pas le choix à leurs clients. Donc, elles peuvent (et le font) facturer des prix plus élevés pour des biens et des services de qualités inférieures. Même si elles n'ont pas de liens de dépendance avec les dirigeants, gérées par une agence quelconque, elles sont encore couramment contrôlées par les élites dirigeantes ou leurs amis.

Les *Bonyads* en Iran, par exemple, sont des fonds soi-disant caritatifs qui contrôlent environ un cinquième de l'économie iranienne, dans le développement immobilier, l'agriculture, l'industrie et le transport maritime. Fondé à l'origine par le Shah, ils ont été largement critiqués comme n'étant pas de véritables organismes de bienfaisances, mais comme les véhicules de leur propre propagande et pour le profit de l'administration. Pourtant, après la révolution de 1979, le nouveau gouvernement l'a trouvée trop lucrative pour l'abandonner. Donc ils ont persisté, en profitant d'allègements fiscaux particuliers et de subventions publiques : ils recevaient en effet de propriété privée confisquée. Ils sont destinés à exister au profit des pauvres, mais leurs principaux bénéficiaires semblent être les personnes en situation d'autorité.

La privatisation des entreprises d'État *devrait* introduire des effets dynamiques de la propriété privée et de la concurrence dans les monopoles bureaucratiques, et remplacer la corruption avec l'ouverture commerciale. Cela peut également aider à réallouer le capital de ces industries au public. Mais réaliser tout cela, cela nécessite une vision, de la vigueur et une formulation politique prudente.

Il n'existe pas de mécanisme unique. La privatisation des entreprises publiques est autant une question de politique que d'économie. Chaque secteur est différent et nécessite une approche différente. Les industries sont de tailles et de types différents, et s'opposent à différents groupes d'intérêt qui cherchent à empêcher les réformes. Donc l'approche adoptée pour des biens comme l'eau ou l'électricité, dont dépend toute la population, devra être très différente de celle d'une entreprise industrielle où relativement peu de personnes sont touchées.

Dans le cas des petites entreprises, il peut être pratique de les vendre à un opérateur commercial, notamment à un opérateur étranger qui pourrait avoir de nouvelles idées et des capitaux. Mais les ventes d'entreprises publiques à des étrangers peuvent être controversées.

Pour les grandes entreprises, il peut être utile de diffuser largement la propriété auprès du public par la vente d'actions. Cela peut cependant demander un grand exercice d'éducation, puisque le marché boursier peut être assez primitif et que la plupart des individus pourraient ne rien connaître des actions. Après l'effondrement du régime soviétique, la Russie a lancé la « privatisation des coupons », qui a effectivement accordé des parts égales des entreprises publiques au public. Mais beaucoup de personnes ont vendu ces actions à moindre coût et le contrôle des entreprises a terminé dans les mains d'une nouvelle classe élitiste d'« oligarques financiers ».

Introduction aux principes de marché

Il est essentiel de briser les monopoles lors du processus de privatisation. Les gouvernements peuvent penser qu'ils obtiendraient davantage de recettes fiscales de la vente des entreprises avec leurs privilèges monopolistiques intacts, mais ce pouvoir monopolistique reste toujours mauvais pour le grand public. Si un monopole d'État est fractionné entre plusieurs éléments en concurrence, le gouvernement et le peuple gagneront sur le long terme. Les nouvelles entreprises seront plus robustes, dynamiques et innovantes que leur prédécesseur en situation de monopole.

La privatisation de 1996 du système téléphonique du Guatemala illustre l'importance de la concurrence dans le processus. Le marché des télécoms y a été ouvert à la concurrence *avant* que le monopole des télécoms soit privatisé. Les ondes ont également été privatisées, créant ainsi des droits de propriété dans le spectre électromagnétique, que des nouvelles entreprises de communication pouvaient aisément acheter et utiliser. Le résultat a été une

expansion colossale de la concurrence, apportant un plus grand choix et une couverture plus large. Les prix sont tombés parmi les plus bas d'Amérique latine, et le nombre d'utilisateurs des téléphones mobiles a augmenté plusieurs centaines de fois en un peu moins d'une décennie.³³

Bien faire les choses

Il y a une grande expérience – et expertise – internationale qui peut aider les réformateurs à bien mettre en place les politiques et les mécaniques de privatisation.

L'élément clef est que le processus soit pleinement ouvert et que le public y participe. Autrement, la réforme ne sera pas généralement acceptée. Par exemple, certains gouvernements en Afrique ont privatisé des activités de services comme l'eau et la banque en invitant des investisseurs étrangers, mais en ouvrant pas les opportunités de propriété à la population locale. Ce n'est pas seulement politiquement naïf, mais cela va contre le principe de traitement égal d'une société libre.

En outre, si la propriété est maintenue restreinte plutôt que d'être répandue largement, il reste le danger que les industries privatisées reviennent au contrôle par les amis des hommes de pouvoir. Cela va empoisonner l'idée d'autres privatisations et mettra en place des mouvements de retour pour introduire les principes de marché à d'autres secteurs publics. Le public a besoin d'être rassuré que toute nouvelle structure servira les clients, et ne corrompra pas les élites. Introduire autant de concurrence que possible, aussitôt que possible, est une bonne façon de le garantir.

Des services humains sans État

On suppose que certains services publics peuvent être assurés seulement par les États – en particulier les services « humains » de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale.

Certaines personnes disent que de tels services essentiels sont trop importants pour être laissés au marché. En fait, ils sont trop importants pour être laissés au gouvernement. Quand les fournisseurs de services sont financés à partir de l'imposition, ils ne doivent pas satisfaire les clients pour gagner leur vie, comme doivent le faire des prestataires concurrentiels privés. La manière dont ils augmentent leur budget vise à faire pression sur les politiciens ou à les menacer de perturbation si leurs demandes ne sont pas satisfaites. Leur focalisation est alors sur l'État et pas sur le public.

³³ Voir Wayne A. Leighton, "Getting Privatisation Right: A Case Study", Institute of Economic Affairs blog, Londres, 2013.

Les entreprises privées font face à bien davantage de concurrence que ne le font généralement les services publics. Souvent, faire concurrence aux services publics est en fait interdit. Les prestataires publics n'ont donc pas à innover ou même à garder leur service à jour, car leurs clients n'ont nulle part d'autre où aller.

Mais bien que la plupart des gouvernements aimeraient gérer les services publics par eux-mêmes, les gens trouvent toujours des échappatoires aux monopoles. Il y a de nombreux exemples autour du monde où les prestataires non publics et informels fournissent ces services importants – et les fournissent mieux.

L'éducation sans État

Prenons l'éducation, par exemple. De nombreuses personnes imaginent que l'éducation privée n'est que pour les riches. Mais une étude de deux ans sur l'Inde, le Ghana, le Nigeria et le Kenya par le Professeur James Tooley, expert en éducation, en a conclu le contraire. Dans les endroits les plus pauvres de ces pays, la plupart des écoliers allaient dans des écoles non publiques. Dans les endroits les plus pauvres de Hyderabad, Accra et Lago, seul un tiers d'écoles, voire moins, étaient des écoles publiques. Deux tiers ou plus des écoliers allaient dans des écoles privées, alors que beaucoup d'entre elles étant non officielles et non reconnues par l'État. Des propriétaires privés dirigeaient l'essentiel de ces écoles non-publiques. Rares étaient celles qui recevaient de l'aide caritative et aucune ne recevait un financement public – les contributions financières des parents, souvent très basses, étaient leur seul revenu.³⁴

Malgré tout, Tooley a constaté que la réussite personnelle était considérablement plus élevée dans les écoles privées. À Hyderabad, les résultats moyens en mathématiques étaient environ un cinquième supérieurs à ceux des écoles publiques – en dépit du fait que les coûts salariaux des enseignants du secteur privé se situaient entre la moitié et le quart des coûts salariaux du secteur public. D'autres critères étaient également plus élevés. Tooley a observé que des enseignants des écoles publiques s'endormaient sur leur chaise. Et l'absentéisme enseignant était pire dans les écoles publiques. Les écoles privées avaient une meilleure provision de tableaux, de cours de récréation, de bureaux, d'eau potable, et de toilettes. (Seulement la moitié des écoles publiques fournissaient des toilettes, comparativement à 96 % ou plus d'écoles privées.) Le ratio élèves-enseignants était à peu près la moitié de celui des écoles publiques.

Les gouvernements ne semblent pas conscients de l'importance considérable que représente l'enseignement privé dans les régions pauvres. L'État chinois enregistre seulement

³⁴ Voir James Tooley, *The Beautiful Tree: A Personal Journey into How the World's Poorest People Are Educating Themselves*, Cato Institute, Washington, DC, 2009.

44 écoles privées dans la province de montagne du Gansu, bien les recherches de Tooley ont noté l'existence de 696 écoles privées, dont 593 accueillait 61 000 enfants dans les villages les plus reculés. La grande majorité était dirigée par les parents et les villageois. Ces écoles prospéraient malgré les revenus moyens dans le Gansu, autour de \$150 seulement par année. Même à Kibera, au Kenya – le plus grand bidonville d'Afrique Sub-Saharienne, avec une population d'environ 750 000 – Tooley a trouvé 76 écoles privées, avec 12.000 étudiants inscrits.

De toute évidence, dans certains des endroits les plus pauvres au monde, l'initiative privée peut assurer une éducation à un niveau plus élevé que l'État. Et son coût est suffisamment bas pour les rendre abordables aux familles les plus pauvres. L'État ne semble pas du tout nécessaire dans le domaine de l'éducation.

Il n'est pas étonnant que les pays riches, dont les programmes scolaires extensifs sont souvent gérés par l'État, soient désireux d'apporter un peu plus de concurrence et de choix aux parents dans le système éducatif. En 1991, la Suède a introduit un nouveau système dans lequel l'État continuait de payer les frais de scolarité de base, mais où les groupes privés à but non lucratif comme à but lucratif pouvaient mettre en place leurs propres écoles et trouver leurs propres financements, sur la base du nombre d'élèves qu'ils pouvaient attirer. Même les critiques, comme les syndicats d'enseignants qui s'opposaient à cette réforme, la soutiennent à présent. Telle a été la conséquence de l'efficacité, l'innovation et la qualité des mille nouvelles écoles qui se sont installées depuis la réforme – en particulier dans les zones les plus difficiles et les plus pauvres. D'autres pays sont en train d'introduire le même modèle.

Le système de santé sans État

La santé est un autre service important qui est dominé de nombreux pays par la prestation étatique – souvent protégé contre les concurrents par des privilèges juridiques, des subventions financées par l'impôt et la réglementation. Encore une fois, cela focalise l'attention des prestataires publics sur l'obtention de nouveaux financements et sur l'acquisition de privilèges, plutôt que sur la fourniture d'un bon service aux patients.

Les États-Unis sont souvent critiqués pour les coûts élevés de leur système de santé soi-disant « libre-marché ». Il est certes coûteux ; mais en fait, il est l'un des systèmes les plus réglementés au monde, et les dépenses publiques par habitant en matière de santé sont au troisième rang le plus élevé au monde (derrière la Norvège et le Luxembourg). Les règles fiscales et réglementaires rapprochent l'offre de l'assurance maladie des lieux de travail – qui laisse des individus non assurés quand ils ont un double emploi. Pendant ce temps, les employés (encouragés par les médecins) demandent des tests et des traitements dont ils n'ont pas vraiment besoin parce que le coût est pris en charge par leurs employeurs plutôt que par eux-mêmes. Les réglementations imposent également ce qui doit être inclus dans le

contrat d'assurance maladie et comment cela peut être vendu (par exemple, en limitant les assureurs à opérer dans leurs régions d'origine, ce qui ne leur permet pas de faire des économies d'échelle). De même, la pratique médicale est régie par des dispositions de licences qui sont en grande partie conçues par les médecins eux-mêmes – permettant à la profession de limiter le nombre de médecins et de garder des rémunérations élevées. Toute cette réglementation (et plus encore) ajoute au coût du système de santé américain.

En revanche, Singapour – un petit pays qui est en fait plus riche que les États-Unis – dépense environ un sixième par habitant des dépenses de l'Amérique en matière de programmes de santé subventionnés par l'État. Cela requiert seulement que les familles épargnent environ un cinquième de leur revenu pour les futurs soins de santé, la retraite et les coûts de logement (bien qu'il y ait un programme subventionné par l'État pour répondre à des besoins médicaux catastrophiques). Le fait que les gens épargnent leur argent dans un compte épargne-santé les rend désireux d'obtenir un bon rapport qualité-prix : c'est pourquoi les médecins et cliniques privées se font concurrence pour attirer la clientèle.

En Suisse, il n'existe pas d'assurance gérée par l'État : les individus achètent l'assurance et les services médicaux à des prestataires privés. Le rôle de l'État se limite à octroyer des subventions – pas aux prestataires, mais aux patients qui ne peuvent s'offrir eux-mêmes les soins de base. Encore une fois, à la différence des Américains, les citoyens suisses sont désireux d'obtenir un bon rapport qualité-prix pour ce qu'ils dépensent en matière de santé. Beaucoup d'Européens considèrent le système suisse, extrêmement favorable au marché libre, comme étant probablement un des meilleurs systèmes de santé au monde.

L'aide sociale sans État

La meilleure forme d'aide sociale pour une personne pauvre est d'avoir un emploi rémunéré. Mais les régimes de protection sociale gérés par l'État détruisent les emplois. Dans beaucoup de pays d'Europe, « l'assurance sociale » est financée par un impôt spécifique sur les individus qui travaillent, ce qui augmente les coûts pour les employeurs et les rend plus réticents à embaucher de nouveaux employés. Cela signifie que davantage d'individus perçoivent des allocations chômage, ce qui nécessite de nouvelles hausses d'impôts pour les financer, menant à encore moins d'embauche. C'est un cercle vicieux.

La Suède était un pays libre, prospère avec des impôts faibles jusqu'au milieu du XX^e siècle. Ensuite pendant deux décennies à partir de 1970, le pays a commencé à mettre en place des impôts très élevés afin de financer ses programmes généraux d'aide sociale. (En effet, en 1976, un auteur suédois se plaignait que son taux marginal d'imposition avait atteint 102 % !) Ces impôts élevés sont un obstacle majeur sur le travail et l'entreprise. Ils ont

condamné la Suède à deux décennies de croissance faible, jusqu'à ce que la politique ait commencé à s'inverser dans les années 1990.

Les pays libres tendent à être plus riches ; et les pays riches tendent à dépenser davantage pour le soutien charitable des nécessiteux. Cela est moralement plus sain que les États qui prennent l'argent des gens par l'imposition pour le dépenser sur des programmes d'aide sociale de leur propre conception – et pas seulement parce que les États tendent à accorder des bénéfices à leurs amis et à imposer des taxes sur leurs ennemis. La véritable charité est un transfert volontaire d'une personne à une autre, et pas un transfert forcé.

Un autre problème avec les programmes publics d'aide sociale est la manière dont ils créent une culture de la dépendance. Étendus et dirigés par les fonctionnaires, ils opèrent nécessairement sur la base de règles plutôt que sur une évaluation personnelle des besoins et du potentiel des bénéficiaires, comme le fait la véritable charité. Cela encourage les gens à « jouer » les règles afin de s'assurer qu'ils sont admissibles. Parfois, les familles pauvres aggravent délibérément leurs situations afin d'être admissibles pour des prestations plus élevées – le contraire de ce que nous voulons réaliser. Dans les plus vieux et plus grands pays d'État-providence comme le Royaume-Uni, les fonctionnaires assistent maintenant à la dépendance de troisième génération – des familles vivant sur des prestations sur lesquelles vivaient leurs parents et leurs grands-parents avant eux.

L'effort personnel soutenu par la charité privée est une alternative plus humaine, plus motivante et plus efficace. Le Royaume-Uni avait un système prospère d'aide sociale pour la classe ouvrière avant les années 1940, avant que l'État-Providence ne l'entraîne avec lui. Ils étaient aidés par des sociétés de secours mutuel, dans lesquelles les membres faisaient des contributions hebdomadaires en retour des prestations comme l'allocation chômage, l'assurance médicale ou même les dépenses funéraires. Ils se focalisaient habituellement sur des professions particulières, afin qu'ils puissent répondre aux besoins spécifiques de ces travailleurs. Des millions de familles, de familles pauvres en particulier, choisissaient d'être des membres d'un de ces corps. L'assistance pour tous, sans État, est certainement réalisable.

Faire revivre le secteur de la philanthropie

De nombreuses personnes qui vivent dans des pays avec des systèmes avancés d'aide publique défendent que la charité privée et la philanthropie ne pourraient pas remplacer la générosité des prestations sociales financées par l'impôt et les pensions. Il est évidemment très facile pour les États d'être « généreux » avec l'argent des autres, et il y a de nombreuses raisons pour que les politiciens promettent aujourd'hui des prestations extravagantes, en sachant que les générations qui ne sont pas encore nées finiront par payer pour eux. C'est une bonne raison pour garder les hommes politiques en dehors de l'aide sociale. Mais si, en outre, les prestations publiques sont élevées, il y a moins d'incitations pour les familles à

subvenir à leurs propres besoins et pour les individus à chercher à travailler plutôt qu'à vivre des prestations – d'autant plus si ceux qui travaillent doivent payer des impôts élevés afin de financer le système d'aide publique. Bien que l'intention soit honorable, le résultat final est de vider les gens d'espoir et d'ambition et de les condamner à une vie de dépendance.

Les pays qui veulent se déplacer en direction de la liberté devraient commencer par fractionner leurs systèmes obèses d'aide publique en plus petits systèmes davantage locaux. Ils peuvent même être « individualisés » en une sorte de compte personnel. Cela peut aider à faire réaliser aux familles leurs propres responsabilités, et leur faire comprendre qu'elles sont soutenues par des contribuables réels, pas par une sorte de « système » diffus. Et fractionner le système comme cela permet de le gérer plus efficacement, par des prestataires du secteur privé.

Un exemple est le système de retraite chilien. En 1981, le pays a divisé son système de retraite d'État défaillant en des comptes personnels. Les travailleurs étaient obligés d'épargner pour leur retraite, mais ils pouvaient choisir entre plusieurs prestataires privés pour gérer leurs fonds. Le système promouvait la responsabilité personnelle de l'épargne, produisait de meilleures prestations pour les travailleurs, et a depuis été copié dans un certain nombre de pays sur plusieurs continents.

Un autre exemple est le système des comptes d'épargne de santé de Singapour (voir plus haut), qui met une responsabilité considérable sur les individus et les familles, encourageant les gens à fournir leur propre santé et autres besoins. Les vieilles sociétés amies du Royaume-Uni sont un autre modèle qui pourrait aisément être recréé en scindant les prestations d'État en des comptes personnels privés.

Quand le soutien de l'appareil d'État défaillant est réformé ainsi, il y a de plus grandes incitations pour les individus à rechercher du travail et à se reposer sur leurs propres efforts et sur le soutien de leurs familles, plutôt qu'à compter sur l'État. Il y aura toujours un besoin de charité privée et de philanthropie, mais ce sera dans des proportions plus gérables. Et, comme nous l'avons vu, la liberté et les impôts faibles sont une bonne manière de donner aux gens à la fois la volonté et la richesse pour être généreux – une motivation qu'un État lourd et des impôts élevés anéantissent.

La mondialisation et l'échange

Les bénéfices de la mondialisation

Comme au Népal, de nombreux pays sont préoccupés par la façon dont de plus en plus de marchés mondialisés les affectent. Mais l'essentiel de la préoccupation est infondée, car les bénéfices positifs de la mondialisation et de l'échange sont substantiels.

Grâce à la mécanique des prix de marché, nous pouvons maintenant échanger directement et indirectement avec les gens tout autour du monde. Les vêtements que nous portons, la nourriture que nous mangeons, l'équipement de nos maisons, les bureaux et les usines, sont tous des produits d'un nombre étonnamment élevé de pays éloignés.

Mais la mondialisation des marchés fonctionne de plusieurs manières. Elle ne permet pas seulement aux pays riches d'acheter des choses à travers le monde tout entier. Elle permet aussi aux gens de pays auparavant éloignés d'améliorer leurs propres perspectives d'avenir en les connectant aux marchés internationaux pour acquérir leurs produits. Quelles cultures devraient faire pousser un agriculteur local, par exemple ? Autrefois, les seules sources d'information sur le prix des cultures étaient les marchands locaux ou les agences étatiques, qui bien sûr avaient leurs propres intérêts. Les prix locaux pouvaient fluctuer grandement, dépendant de facteurs comme le climat. Et les marchés locaux n'étaient pas toujours aussi bien organisés. Aujourd'hui, l'agriculteur peut prendre un téléphone mobile et surfer sur un certain nombre de sites web qui énoncent les prix de marché – y compris les prix de marché futurs – pour presque toutes les cultures dans des marchés innombrables à travers le monde. Les agriculteurs peuvent maintenant vendre leurs produits partout dans le monde, dans un marché international organisé avec des prix bien plus prévisibles.

L'ouverture de la Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est un exemple de pays qui a choisi d'abandonner les réglementations sur le commerce et l'échange. Au début des années 1980, le pays était dans une situation très difficile de récession économique, en grande partie à cause de ces réglementations. Mais, à partir de 1984, ils ont abandonné le protectionnisme et ont libéralisé leur commerce international, ouvrant leurs marchés à la concurrence mondiale. Les subventions à l'industrie et à l'agriculture ont été éliminées. Les marchés domestiques ont été déréglementés, notamment le marché du travail qui était fortement réglementé : l'adhésion syndicale a été rendue volontaire et les contrats ont été laissés à la négociation entre les travailleurs et les patrons.

Les sombres prédictions des groupes de pression, des universitaires, des dirigeants religieux et des responsables syndicaux – selon lesquels cette déréglementation créerait une « économie clandestine » – se sont toutes avérées fausses. Les revenus moyens ont augmenté. Les salaires contractuels ont été réglés plus rapidement. Les actions de grève sont tombées presque à zéro. Le chômage s'est effondré – il s'est effondré le plus vite chez les

Maoris, les immigrants, les pauvres et les autres groupes désavantagés. La Nouvelle-Zélande est alors devenue l'un des pays les plus libres et les plus compétitifs du monde.³⁵

L'identité culturelle

Certaines personnes s'inquiètent que la mondialisation des marchés puisse soustraire les pays à l'unicité de leur identité et de leur culture. La diffusion des marques américaines a notamment soulevé des préoccupations qui s'inquiétaient que les pays autrefois distincts commenceraient à se ressembler tristement, que les attitudes et les produits occidentaux submergeraient ceux des autres endroits, que les cultures moralement supérieures du monde seraient submergées par un affaiblissement d'un certain dénominateur commun.

Il est certain que les cultures économiques et sociales changent. Les produits qui étaient auparavant réservées à un pays particulier se retrouvent maintenant dans les belles rues de tous les pays du monde. Cela ne signifie pas que le choix et la variété disparaissent. Au contraire, cela signifie que les gens de tous les pays ont maintenant bien plus de choix qu'ils n'en avaient auparavant. Les citoyens du Royaume-Uni, par exemple, n'ont plus à endurer la nourriture fade et trop cuite pour lequel leur pays était autrefois fameux. Ils peuvent maintenant trouver des restaurants, des magasins de vente à emporter et des supermarchés qui vendent de la nourriture indienne, vietnamienne, latino-américaine, iranienne, mongolienne, polonaise, ainsi que de nombreuses autres variétés de nourriture. Et d'autres personnes à travers le monde jouissent maintenant des mêmes sortes de choix – des choix qui étaient autrefois limités aux rares chanceux qui étaient assez riches pour voyager. Ce n'est pas que les cultures se perdent ; c'est plutôt qu'elles se répandent d'une telle façon que tout le monde peut en bénéficier.

Les cultures ne restent jamais statiques et immuables, comme le supposent ceux qui veulent les défendre contre la mondialisation. La culture d'un pays change tout le temps, et plus une culture est vive et vivante, plus elle génère de nouvelles idées culturelles et change. L'art, la musique, la littérature, les styles de vie, les goûts et les modes des pays les plus vibrants seraient assez peu familiers à ceux qui vivaient dans ces cultures il y a juste un siècle.

Les cultures gagnent à être exposées à d'autres cultures, permettant aux gens d'adopter les éléments les plus adaptés à leurs propres vies et à leur époque. À travers l'échange international nous arrivons à voir et à comprendre des éléments culturels de l'étranger que nous trouvons utile d'adapter dans notre propre système. Mais ce processus de changement se passait bien longtemps avant que quiconque n'ait parlé de mondialisation.

³⁵ Pour une esquisse par l'architecte de ces réformes, voir Roger Douglas, *Toward Prosperity*, David Bateman, Auckland, NZ, 1987.

Et l'essentiel du changement que nous regrettons le plus, la perte des parties les plus colorées de notre culture, ne sont pas dus à un impérialisme culturel de l'étranger, mais aux simples effets de la modernisation. Les cérémonies, les coutumes et les vêtements traditionnels anciens disparaissent, non à cause de la mondialisation, mais parce que la vie elle-même change. Les festivals qui marquaient autrefois des saisons particulières étaient importants pour les communautés d'agriculteurs, mais ont maintenant une bien moindre résonance dans un monde où la moitié d'entre nous vivent dans les villes.³⁶

C'est sans doute simplement le résultat de l'évolution des cultures. Beaucoup des cultures du monde ont été imposées aux gens par les pouvoirs occupants, et l'essentiel de la culture des pays moins libres est en fait mise en péril. Nous devrions accueillir avec joie que l'amélioration du voyage et un questionnement plus large ont rendu plus difficile pour les pays de maintenir une culture dans laquelle certains groupes sont quotidiennement injuriés, supprimés ou discriminés.

Question : les pays riches ne s'emparent-ils pas trop de la richesse mondiale ?

Non. La richesse est quelque chose qu'on *crée* à travers les compétences, l'entreprise, l'énergie, l'effort, l'organisation et l'investissement. Les pays riches consomment certainement de la richesse, mais ils la créent également. Pas seulement pour eux-mêmes : ils découvrent et développent des produits essentiels et des processus qui améliorent la vie de tous, particulièrement la vie de certains des plus pauvres de la planète.

Les progrès de la médecine, par exemple, aident à éradiquer certaines des maladies les plus invalidantes du monde comme la tuberculose et la malaria. La technologie génétique aide à améliorer à la fois les résultats à la résistance aux parasites du riz et d'autres cultures de base. De nouveaux matériaux rendent les constructions moins chères et plus solides.

Il n'y a donc pas d'offre fixe de richesse, avec les pays riches qui s'empareraient une part injuste. Au contraire, l'expertise des pays riches créent de nouvelles opportunités pour les autres.

³⁶ Pour ces points, voir Mario Vargas Llosa, "La Culture de la liberté", dans Tom G. Palmer, *La Moralité du capitalisme*, Students for Liberty et Atlas Foundation, 2012 [2011]

L'importance de la paix

Adam Smith a autrefois écrit : « pour qu'un État passe du barbarisme le plus méprisable au plus haut degré de prospérité, il n'y a pas besoin d'autre chose que de paix, d'impôts souples et d'une application tolérable de la justice... »³⁷

La paix domestique et internationale est une exigence absolue pour une économie libre florissante. Les gens n'investiront pas dans les entreprises et n'accumuleront pas du capital productif s'ils croient que la richesse est susceptible d'être volée par des milices en guerre ou des armées d'invasion. Et les pays dans lesquels les citoyens sont engagés dans l'échange avec les citoyens d'autres pays sont bien moins susceptibles de chercher le conflit avec eux. Selon les mots attribués à l'économiste et homme politique français du XIX^e siècle Frédéric Bastiat : « Si les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront. »³⁸

Les bénéfices de la paix sont à la fois économiques et culturels. La paix permet à l'effort et aux ressources d'être focalisés sur les activités productives plutôt que sur les activités destructives. Elle apporte les conditions pour la création de capital et une économie libre et prospère. Elle permet aux gens de tracer un avenir pour elles-mêmes et pour leurs familles. Elle leur donne le temps, la richesse et la confiance pour s'engager dans des activités culturelles et éducationnelles. Et la paix permet le mouvement libre des gens, des biens et des idées – elle répand la compréhension, la prospérité et l'innovation.

Une autre idée d'Adam Smith était que nous ne devons pas rendre les autres pays pauvres afin de nous enrichir. C'est mieux pour nous si nos clients sont riches plutôt que pauvres.³⁹ Également, pour être forts, nous ne devons pas rendre les autres plus faibles. Les deux côtés gagnent des bénéfices de la paix.

Nous devons parfois nous battre pour la paix. La propriété et les gens doivent être défendus. Et mobiliser les ressources nécessaires peuvent requérir une participation (limitée) de l'État. Mais les États qui se développent à grande échelle deviennent souvent trop militaristes – cherchant peut-être à dissimuler le manque de prospérité et de liberté en suggérant que la sécurité de la nation requiert du sacrifice, l'unité des objectifs et la force militaire. Les gens dans les sociétés libres ne sont pas moins loyaux envers leurs pays ; mais leur engagement est pour une société libre et ouverte et à leur famille, leurs amis, leurs

³⁷ Conférence de 1755 citée dans Duguld Stewart, *Account of the Life and Writings of Adam Smith LLD*, Section IV, 25.

³⁸ Il n'y a aucune preuve que Bastiat ait réellement prononcé ces mots, mais ils résument son point de vue. Voir Frédéric Bastiat, *La Loi*, Institut Coppet [1850].

³⁹ « De même qu'un homme riche a plus de chances qu'un homme pauvre d'être un meilleur client pour les gens industriels de son voisinage, de même en est-il d'une nation riche. » Adam Smith, *La Richesse des nations*, 1776, Livre IV, ch. III, Part II.

clients et leurs associations volontaires – pas pour un dictateur, un drapeau ou un certain rêve nationaliste.

Certaines personnes s'imaginent que le chemin vers la paix est d'établir une certaine sorte de gouvernement mondial supranational. Alors qu'il est utile d'avoir des forums internationaux dans lesquels les différences peuvent être diffusées et les conflits potentiels désamorçés, nous ne devrions pas supposer qu'un gouvernement mondial serait mieux que nos gouvernements nationaux. Étant donné sa vaste échelle, et une distance encore plus grande du public, sa tendance à se développer et à abuser de son pouvoir serait d'autant plus grande. Personne ne pourrait non plus s'échapper de cet abus de pouvoir en se déplaçant vers une autre partie du monde. Non, la meilleure façon de promouvoir la paix est de rétrécir le gouvernement, pas de l'élargir, et de se reposer sur la tendance naturelle des êtres humains à coopérer pacifiquement et à améliorer leur condition mutuelle.

9. RÉSUMÉ ET CONCLUSION

La défense de la liberté

La liberté crée la prospérité. Les sociétés qui ont adopté la liberté se sont rendues plus riches. Celles qui ne l'ont pas fait sont restées pauvres.

Mais une société libre est en même temps supérieure sur le plan non-matériel. Elle opère sur la base d'une confiance mutuelle et de la coopération entre les individus, pas sur la base du pouvoir et de la coercition. Ses citoyens partagent des liens culturels, personnels et moraux profonds. Ils acceptent les règles de comportement interpersonnel volontairement, pour leur bénéfice mutuel, pas parce que ces règles leur sont imposées. Leurs gouvernements ont le consentement des gouvernés, et sont eux-mêmes gouvernés par des règles pour les empêcher d'exploiter leur autorité.

Une société libre libère l'invention, l'innovation et le talent humains. Elle leur permet de créer de la richesse là où aucune n'existait auparavant. Le peuple dans une société libre ne devient pas riche en exploitant les autres, comme peuvent le faire les élites des pays moins libres. Ils ne peuvent pas devenir riches en appauvrissant les autres. Ils ne deviennent riches qu'en fournissant aux autres ce qu'ils veulent et en améliorant leur vie.

L'État limité

La plupart des gens sont d'accord avec l'idée que l'État est nécessaire pour des objectifs tels que l'exécution de la justice et la prise en main de choses que les individus ne peuvent pas décider seuls. Mais presque tout le monde s'accorde à dire que le pouvoir de l'État doit être limité. L'État d'une société libre n'existe que pour empêcher le mal d'être fait à ses citoyens. Il maintient et applique la justice – les règles naturelles qui permettent aux êtres humains de coopérer pacifiquement entre eux.

L'État d'une société libre est contraint par la règle de droit. Son droit s'applique à tout le monde de manière égale. Ses dirigeants ne peuvent pas piller leurs citoyens pour leur propre bénéfice, accorder des faveurs à leurs amis, ou utiliser le pouvoir contre leurs ennemis. Leurs pouvoirs et leur temps au pouvoir sont tous deux limités afin de réduire la corruption qui vient avec l'autorité. Les institutions démocratiques comme des élections libres et ouvertes, le droit à la liberté d'expression, la limitation des mandats représentatifs et les règles constitutionnelles, maintiennent la limitation du pouvoir des dirigeants politiques.

Une plus grande égalité

Les principaux bénéficiaires du dynamisme économique des sociétés libres sont les pauvres. Les sociétés libres sont économiquement plus égales que les sociétés non-libres. Les pauvres dans les sociétés les plus libres bénéficient de biens de luxe dont ils ne rêvaient même pas quelques années auparavant, alors que ces biens ne sont disponibles que pour les élites dirigeantes dans les pays non-libres.

Une société libre n'essaie pas d'imposer l'égalité matérielle. Elle reconnaît que les tentatives d'égaliser la richesse ou les revenus est contre-productive. Elle détruit les incitations à l'auto-amélioration, au travail et à l'entreprise. Elle décourage les gens d'accumuler du capital qui permet de consolider la productivité de la société entière. Elle empêche les individus de créer de la nouvelle richesse et de la nouvelle valeur.

Mais les sociétés libres bénéficient d'égalités encore plus importantes qui n'existent souvent pas dans les sociétés non-libres. En effet, on y reconnaît l'égalité morale des gens : chaque vie humaine est considérée de valeur égale, et doit être protégée de manière égale. C'est l'égalité devant le droit : les jugements dépendent des faits d'une affaire, et pas de qui vous êtes. On consacre également l'égalité politique des citoyens : ils ont le droit de voter, de se présenter aux élections et d'exprimer leurs opinions politiques, même si c'est un facteur de nuisance pour les autorités. Et on institue l'égalité des chances : les gens ne font face à aucune discrimination dans le travail ou l'éducation et peuvent s'améliorer sans considération de leur race, religion, ethnicité ou toute autre caractéristique.

Une économie libre

Une société libre donne aux gens la liberté de faire leurs propres choix économiques, et les laisse libres de faire leurs propres choix personnels et sociaux. Les individus d'une société libre créent de la valeur à travers l'échange volontaire. L'échange libre améliore la situation des deux parties : sinon, elles ne procéderaient pas à l'échange.

Les individus prospèrent en coopérant et en produisant les biens qui correspondent à leurs besoins – et en recevant de l'argent ou des services qu'ils préfèrent à ces biens en retour. La perspective du gain encourage les entrepreneurs à deviner ce que veulent les autres et à le produire. Les prix communiquent l'information sur les pénuries et la surproduction, et indiquent à tout le monde ce qu'il faut produire et ce qui doit être conservé. De cette manière, le temps, les compétences, l'effort, le capital et d'autres ressources sont mobilisés là où la demande est urgente et sont détournés des usages moins importants. On n'a pas besoin de l'État pour dire aux gens quoi faire.

Pour fonctionner, une économie libre a seulement besoin d'un cadre accepté de règles pour mettre en place les règles du jeu de la coopération entre les gens. Cela inclut des règles sur la propriété et le transfert de propriété, et des règles contractuelles selon lesquelles les engagements doivent être honorés. La propriété privée est nécessaire si les gens veulent établir des entreprises et échanger des biens. Mais c'est également essentiel si on veut que les autres libertés soient respectées. Si les autorités contrôlent toute la propriété, l'action politique et le débat ouvert deviennent impossibles.

La justice et l'État de droit

La justice n'est pas quelque chose qui peut être dicté par les législateurs. Les règles de justice font partie de la nature humaine – une part essentielle de la société qui aide à promouvoir la coopération pacifique entre les individus.

Les gens d'une société libre ont droit à cette justice naturelle en vertu de leur humanité. La justice naturelle soutient que les lois doivent être claires et certaines et doivent traiter les gens de manière égale, ne doivent pas requérir l'impossible ou être rétroactives, et que les pénalités doivent être prévisibles et proportionnelles à l'infraction. Il doit y avoir une procédure régulière du droit dans toutes les affaires, des procès équitables et aucune détention longue sans procès. Les gens accusés d'infractions doivent être traités comme innocents jusqu'à ce qu'ils soient prouvés coupables, et les individus ne doivent pas être

harcelés en étant poursuivis plusieurs fois pour la même infraction. Ces principes sont acceptés par presque tout le monde, quoi que soit leur pays, culture, race ou religion.

Garantir cette justice naturelle et défendre l'État de droit nécessite une justice vraiment indépendante qui ne soit pas influencée par les dirigeants politiques. La police doit en outre être indépendante. Les pots-de-vin et la corruption ne peuvent pas être tolérés au sein de la police et de la justice si la liberté veut prévaloir.

La société spontanée

Une société libre est une société spontanée. Elle se développe grâce aux actions des individus en suivant les règles qui promeuvent la coopération pacifique. Elle n'est pas imposée d'en haut par les autorités politiques.

Les gens n'ont pas besoin d'être d'accord sur tout pour coopérer dans un avantage mutuel. Pour échanger des biens, on a juste besoin de s'accorder sur le prix. Mais pour que cette coopération soit fructueuse, les individus doivent tolérer les opinions et les actions des autres. Une société libre ne permet aux individus et aux États d'interférer avec les autres que pour empêcher que se produise un véritable préjudice. En limitant la liberté des gens parce que nous trouvons leur comportement désagréable ou offensant, on enlève les barrières qui empêchent ceux qui se croient moralement supérieurs de nous contraindre.

La tolérance des idées et des modes de vie est un bénéfice pour la société. La vérité n'est pas toujours évidente ; elle émerge de la bataille des idées. Nous ne pouvons pas avoir confiance dans les censeurs pour qu'ils n'interdisent que les mauvaises idées. Ils peuvent interdire par erreur des idées et des manières d'agir qui bénéficieraient grandement à la société dans le futur.

Un monde de liberté

Il est devenu plus difficile pour les gouvernements autoritaires de cacher leurs actions du reste du monde. Par conséquent, de plus en plus de pays s'ouvrent au commerce et au tourisme, et de nouvelles idées se diffusent. Un nombre croissant de gens voient les bénéfices de la liberté économique et sociale et exigent qu'on les applique.

Il est difficile d'importer la morale et les institutions d'une société libre dans un pays où la liberté n'existe pas. Plutôt que d'essayer de les imposer globalement, il vaudrait mieux commencer au niveau micro, en créant les conditions pour permettre aux gens d'agir librement et de développer une société libre à partir de leurs actions. Un élément clef pour

cela est d'instituer les droits de propriété, afin que les gens puissent développer leurs entreprises et échanger avec l'assurance que leur propriété ne sera pas confisquée.

Les réformes doivent apporter une véritable liberté économique plutôt que du capitalisme de copinage. Trop de gouvernements ayant revendiqué la privatisation des industries d'État ont en fait simplement transféré la propriété aux amis et aux proches. La population entière a besoin de s'engager dans le processus de réforme économique si on veut qu'il y ait un réel changement.

Les pays ne perdent pas lorsqu'ils s'ouvrent au commerce international. Protéger les producteurs domestiques contre la concurrence veut simplement dire des prix plus élevés et une moindre qualité pour les consommateurs domestiques. Faire partie de la communauté du commerce international donne aux entrepreneurs locaux de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités. L'ouverture du commerce dans les trois dernières décennies a sorti plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté. La liberté est véritablement l'une des forces productives les plus bienveillantes dans l'histoire humaine.

Bibliographie sélective

- Ashford, N. (2003), *Principles for a Free Society*, Stockholm, Jarl Hjalmarson Foundation. Exposition courte et approfondie des principes sur lesquels reposent une société libre et une économie libre.
- Bastiat, F. (2011 [1850]), *La Loi*, Paris, Institut Coppet. Énoncé classique des idées libérales par un homme politique et un penseur politique français.
- Been, E. (1964), *Why Freedom Works*, Londres, Sir Ernest Benn Ltd. Un peu daté, mais une défense éclairante des marchés libres par un homme d'affaires de renom britannique.
- Butler, E. (2009), *The Best Book on the Market: How to Stop Worrying and Love the Free Economy*, Oxford, Capstone Books. Panorama facile d'accès pour comprendre comment fonctionnent les marchés et l'échange.
- Butler, E. (2014 [2012]), *Introduction aux choix publics*, Paris, Institut Coppet. Simple explication des défaillances de l'État et des problèmes d'intérêt personnel dans les systèmes démocratiques.
- Butler, E. (2012), *Friedrich Hayek: The Ideas and Influence of the Libertarian Economist*, Petersfield, Harriman House. Introduction simple au politologue libéral qui a considérablement développé la pensée moderne sur la société spontanée.
- Friedman, M. avec R. Friedman (2010, [1962]), *Capitalisme et liberté*, Paris, À contre courant. Aperçu classique de la défense d'une société libre et d'une économie libre par le lauréat américain du Prix Nobel en économie.
- Friedman, M. et R. Friedman (1980), *Free to Choose*, New York, Harcourt Brace Jovanovich. Défense engagée de la société libre, basée sur les séries télévisées du même nom.
- Hayek, F. A. (2002 [1944]), *La Route de la servitude*, Paris, PUF. Exposition classique en temps de guerre des dangers de la planification centrale et de la non-restriction des États.
- Hayek, F. A. (1994 [1960]), *La Constitution de la liberté*, Paris, Litec, collection Libéralia. Livre important qui retrace les origines des idées libérales et les principes sur lesquels doit se fonder une société libre.
- Meadowcroft, J. (ed.) (2008), *Prohibitions*, Londres, Institute of Economic Affairs. Ensemble puissant d'arguments contre les contrôles étatiques sur de nombreux choix de vie différents.
- Mill, J. S. (1859), *De la liberté*, Paris, Folio essais, 1990. *De la liberté* est un texte classique sur la défense de la liberté, le principe de non-agression, le gouvernement limité, la justice naturelle et la tolérance.

- Norberg, J. (2003), *Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste*, Paris, Plon, 2004. Une enquête instructive sur les bénéfices apportés par le capitalisme international, en particulier pour les plus pauvres.
- Palmer, T. G. (ed.) (2011), *La Moralité du capitalisme*, Students for Liberty et Atlas Foundation. Collection intéressante d'essais sur la morale, la coopération, l'égalité, le progrès, la mondialisation et la culture.
- Prie, M. (2008), *Freedom 101*, Londres, Adam Smith Institute. 101 arguments contre l'économie libre, démolis à chaque page.
- Wellings, R. (ed.) (2009), *A Beginner's Guide to Liberty*, Londres, Adam Smith Research Trust. Explications honnêtes des marchés, des droits de propriété, de la liberté, des défaillances de l'État, des prohibitions et de la providence sans l'État.

À PROPOS DE L'IEA

L'institut est une association à but éducatif et de recherche (N° CC 235 351), limitée par garantie. Sa mission est d'améliorer la compréhension des institutions fondamentales d'une société libre en analysant et en exposant le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux.

L'IEA réalise sa mission par :

- Un programme de publication de haute qualité
- Des conférences, des séminaires, des conférences et d'autres événements
- Une sensibilisation auprès des lycéens et des étudiants
- Des introductions et des apparitions média

L'IEA, qui a été établie en 1955 par le regretté Sir Antony Fisher, est une association éducationnelle, pas une organisation politique. Elle est indépendante de tout parti ou groupe politique et ne soutient pas les activités visant à apporter son soutien à un parti politique ou un candidat dans n'importe quelle élection ou référendum, ou à tout autre occasion. Elle est financée par les ventes des publications, les droits pour les conférences et les donations volontaires.

En plus de ses principales séries de publications, l'IEA publie également une revue trimestrielle, *Economic Affairs*.

L'IEA est aidée dans son travail par un distingué conseil consultatif académique international et un panel éminent de membres honoraires. Avec d'autres universitaires, ils examinent les publications potentielles de l'IEA, leurs commentaires étant transmis de manière anonyme aux auteurs. Tous les articles de l'IEA sont donc sujets au même processus de revue indépendante rigoureuse par les pairs qui est utilisé par des revues académiques de premier plan.

Les publications de l'IEA bénéficient d'une utilisation répandue en salles de classe et en cours dans les écoles et les universités. Elles sont également vendues à travers le monde et souvent traduites/réimprimées.

Depuis 1974, l'IEA a aidé à créer un réseau mondial de 100 institutions similaires dans plus de 70 pays. Elles sont toutes indépendantes mais partagent la mission de l'IEA.

Les idées exprimées dans les publications de l'IEA sont celles des auteurs, pas celles de l'institut (qui n'a pas de position en tant qu'organisation), ses administrateurs, les membres du conseil consultatif académique ou les cadres supérieurs.

Les membres du conseil consultatif académique de l'institut, les membres honoraires, les administrateurs et le bureau sont listés dans la page suivante.

L'Institut remercie chaleureusement le soutien financier pour son programme de publications et d'autres travaux d'une généreuse donation par le regretté Alec et Beryl Warren.